

Avant-projet de décret portant assentiment à la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, adoptée à Paris le 25 novembre 2019.

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

La Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, adoptée à Paris le 25 novembre 2019, sortira son plein et entier effet.

Bruxelles, le **26 SEP. 2023**

**Pour le Gouvernement de la Communauté française
Le Ministre-Président,**


Pierre-Yves Jeholet

Avant-projet de décret portant assentiment à la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, adoptée à Paris le 25 novembre 2019

Exposé des motifs

I. Exposé général

A. Contexte

Dans un contexte croissant d'internationalisation de l'enseignement supérieur et de mobilité des étudiants, la reconnaissance des diplômes constitue un élément clé tant pour les étudiants, que pour les systèmes d'enseignement supérieur et la société en général.

L'UNESCO joue de longue date un rôle important en matière de reconnaissance de diplômes en vue de promouvoir notamment le droit à l'éducation et à la mobilité.

De 1970 à 1980, les premières Conventions régionales de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur ont été conclues pour faciliter la mobilité des étudiants et des chercheurs. Ainsi, on dénombre cinq conventions régionales couvrant respectivement les régions : « Amérique latine et les Caraïbes », « Méditerranée », « États arabes », « Afrique » et « Europe & Amérique du Nord ».

En 2012, des discussions sur la nécessité d'une convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur ont été entamées au sein de l'UNESCO. Lors de la Conférence générale de 2015, les Etats Parties de l'UNESCO ont décidé de créer un comité de rédaction chargé de proposer un projet de convention.

La nécessité d'une telle convention mondiale était justifiée notamment par le flux d'étudiants internationaux et de migrants. Ainsi, selon l'OCDE¹, plus de 5 millions d'étudiants effectuent des études dans un pays autre que leur pays de naissance. Près de la moitié d'entre eux étudient en dehors de leur région. Pour ces derniers, il n'existe pas de cadre juridique permettant de reconnaître leurs diplômes d'enseignement supérieur lorsqu'ils retournent dans leur région d'origine.²

Sept ans plus tard, le 25 novembre, la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur a été adoptée à Paris, lors de la 40^e session de la Conférence générale de l'UNESCO. Le texte est entré en vigueur le 5 mars 2023 après la 20^e ratification le 5

¹ <https://data.oecd.org/fr/students/etudiants-en-mobilite-internationale.htm>

² **Amérique latine et les Caraïbes (1974)** : Convention régionale sur la reconnaissance des études et des diplômes de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans la région des Caraïbes (révision en juillet 2019) ; **Méditerranée (1976)** : Convention sur la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur dans les États arabes et les États européens riverains de la Méditerranée ; **États arabes (1978)** : Convention sur la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieurs dans les États arabes ; **Afrique (1981)** : Convention régionale sur la reconnaissance des études et des certificats, diplômes, grades et autres titres de l'enseignement supérieur dans les États d'Afrique (révision en 2014) ; **Asie et le Pacifique (1983)** : Convention régionale sur la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur en Asie et dans le Pacifique (révision en 2011) ; **Europe et l'Amérique du Nord (1997)** : Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne.

décembre 2022. Il vient ainsi compléter les dispositifs existants au niveau régional pour réglementer la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur.

B. Contenu de la Convention

Alors que les Conventions régionales ne concernent que la mobilité et la reconnaissance entre les pays au sein des différentes régions de l'UNESCO, cette Convention globale vise à mettre en place des principes universels pour une reconnaissance équitable, transparente et non discriminatoire des qualifications de l'enseignement supérieur et des qualifications donnant accès à ce dernier.

Lien avec les conventions régionales

La Convention mondiale s'inspire et s'appuie sur les conventions régionales existantes, tout en les complétant. En vue d'améliorer les pratiques de reconnaissance au niveau mondial, un objectif sous-jacent du texte est de favoriser la mise en œuvre effective des autres conventions régionales et de renforcer leur cohésion.

Conçue pour intégrer les bonnes pratiques en matière de reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur et pour donner une définition commune à la notion de reconnaissance, dans une optique d'amélioration de la mobilité interrégionale, la Convention globale n'a, dès lors, pas pour visée d'instaurer une hiérarchie normative entre les conventions.

Les conventions régionales conservent leur caractère contraignant au niveau régional et continuent donc de répondre aux particularités de chaque région en matière de reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur.

Cette convention mondiale constitue ainsi un outil de dialogue entre les différentes régions et continents, chacun d'entre eux disposant de leur propre convention régionale, et ouvre la voie à une mobilité accrue entre les régions et les continents.

Objectifs de la Convention mondiale et grands principes

Au-delà des objectifs susmentionnés, la Convention mondiale a plus spécifiquement pour objectifs :

- de renforcer la mobilité universitaire interrégionale ;
- de promouvoir une plus grande coopération internationale dans l'enseignement supérieur;
- d'encourager la démocratisation des possibilités d'accès à l'enseignement supérieur et à l'apprentissage tout au long de la vie pour tous ;
- de fournir un cadre d'assurance qualité face à des prestataires de l'enseignement supérieur qui se diversifient très rapidement ;
- de définir des principes communs à toutes les régions pour la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur.

Il est à noter que cette Convention n'a pas, à l'instar des autres conventions régionales, pour intention d'imposer la reconnaissance automatique des diplômes au niveau mondial. Elle pose cependant le principe important d'un droit général à une reconnaissance, à moins qu'il n'y ait de différences substantielles étayées entre la qualification étrangère et celle correspondante dans le système où la reconnaissance est désirée.

Par ailleurs, au vu de la diversité des systèmes d'enseignement supérieur, la Convention met en exergue le rôle primordial de l'information et de l'échange d'informations en matière de reconnaissance. Les décisions de reconnaissance doivent pouvoir se fonder sur des informations appropriées, fiables, accessibles et actualisées pour être justes et équitables. Ces informations concernent les systèmes, les établissements, les programmes d'enseignement supérieur et les

mécanismes d'assurance qualité. A cette fin, chaque État Partie doit créer et maintenir un centre national d'information ou des entités similaires afin de donner l'accès à des informations pertinentes, précises et actualisées concernant son système d'enseignement supérieur.

Implication pour la région Europe et Amérique du Nord de l'UNESCO

Pour notre région (Europe et Amérique du Nord), cette convention n'implique pas de nouvelles normes. En effet, largement inspirée des principes découlant de la Convention de Lisbonne sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, les dispositifs de la Convention mondiale ne sont pas de nature à changer substantiellement le processus de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur étrangers en Europe et en Amérique du Nord.

Parmi les différentes conventions régionales, la Convention de Lisbonne est celle dont la couverture en termes de ratification et d'application est la plus pertinente, notamment en raison de l'existence d'un réseau de coopération et d'échanges très actif (le réseau dit ENIC).

Pour le reste du monde, la Convention mondiale a une portée plus importante que les conventions régionales. En conséquence, il importe que les pays européens montrent l'exemple et veillent à ratifier au plus vite ce nouvel instrument, permettant ainsi à la Convention mondiale de s'appliquer au plus grand nombre d'États Parties.

II. Commentaires article par article

La *section I*, dans son article unique (**article I**) définit un certain nombre de notions utilisées dans le cadre de la reconnaissance des diplômes.

La *section II*, dans son article unique (**article II**) détaille les objectifs de la Convention mondiale tout en reconnaissant l'importance des conventions régionales et de la coopération internationale en matière d'enseignement supérieur.

La *section III*, dans son article unique (**article III**) pose les principes fondamentaux de la reconnaissance relative à l'enseignement supérieur, dont un droit des individus à obtenir une évaluation de leur qualification tant pour ce qui concerne la poursuite d'études que la recherche d'emploi. L'article détaille les différents principes fondamentaux en la matière tant pour ce qui concerne les autorités en charge de la reconnaissance que pour les demandeurs (postulants).

La *section IV* de la Convention (article IV à XI) est consacrée aux obligations dans le chef des États Parties, en veillant à distinguer les différentes situations possibles : la reconnaissance des diplômes donnant accès à l'enseignement supérieur, celle des diplômes d'enseignement supérieur et enfin celle relative à des études partielles.

L'article IV concerne les diplômes donnant accès à l'enseignement supérieur. Il est à noter que l'on vise ici les diplômes « classiques » (tel qu'un CESS par exemple) ainsi que les qualifications acquises de façon moins traditionnelles. Il est tenu compte des droits académiques inhérents à ces qualifications pour l'accès aux études.

L'article V concerne la reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur.

L'article VI concerne la reconnaissance des études partielles et des acquis d'apprentissage.

L'article VII évoque le droit à la reconnaissance pour les qualifications des réfugiés et des personnes déplacées. Il oblige des États Parties à prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'évaluation des qualifications obtenues par ces derniers.

L'article VIII pose le cadre général imposé aux Etats Parties en matière de transparence de l'information, notion clé en vue d'assurer des évaluations fiables et objectives par les autorités de reconnaissance. Il impose que les Etats Parties disposent de sources d'informations à jour visant la description de leur système national de formation et d'éducation, en ce compris sur les diplômes reconnus par celui-ci et les systèmes d'assurance qualité y afférents. Le recours aux technologies pour assurer un accès facile à l'information est encouragé. Enfin, dans ce même objectif, il oblige la création d'un centre national d'information dans chaque Etat Parties, en charge de donner toutes informations sur le système d'enseignement supérieur national.

L'article IX traite de l'évaluation des demandes, posant la responsabilité première dans le chef du demandeur de fournir les informations nécessaires pour l'exercice d'évaluation de son ou ses diplômes. Il met également en avant la nécessité des établissements ayant délivré les diplômes de mettre à disposition les informations pertinentes.

Conformément à **l'article X**, chaque Etat partie désigne les autorités compétentes pour prendre les décisions de reconnaissance. S'il s'agit d'établissement d'enseignement supérieur, la présente Convention doit leur être communiquée.

L'article XI aborde la question des conditions complémentaires d'admission qui peuvent exister dans l'enseignement supérieur.

La *section V* est consacrée aux structures de mise en œuvre et coopération. (Article XII à XV)

L'article XII concerne la mise en œuvre de la Convention par le biais de différentes structures en listant ces dernières.

L'article XIII aborde les structures nationales de mise en œuvre.

L'article XIV porte sur les réseaux de structures nationales de mise en œuvre.

L'article XV concerne l'établissement de la Conférence intergouvernementale des États Parties constituée de représentants de tous les États Parties à la présente Convention. La Conférence assure le suivi de la mise en œuvre de la Convention. Ladite Conférence se doit, en outre, de coopérer avec les comités des conventions régionales sur la reconnaissance placés sous l'égide de l'UNESCO.

La *section VI* contient des dispositions relatives à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation par les États membres (**article XVI**), à l'adhésion (**article XVII**), à l'entrée en vigueur (**article XVIII**), aux relations entre les parties contractantes aux conventions régionales de reconnaissance et aux autres conventions (**article XIX**), au système constitutionnel fédéral ou non unitaire des États (**article XX**), à la dénonciation (**article XXII**), aux fonctions du depositaire (**article XXII**), aux amendements (**article XXIII**), à l'enregistrement auprès des Nations unies (ONU) (**article XXIV**) et aux textes faisant foi (**article XXV**).

III. Nature de la Convention sur le plan interne

Conformément à l'accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes, le groupe de travail « Traités mixtes » (GTTM), organe consultatif de la Conférence interministérielle de politique étrangère (CIPE), a établi le caractère mixte de ce texte. (État fédéral/Communautés).

Ladite convention doit donc être soumise pour approbation à l'ensemble des parlements des entités concernées. Adoptée par l'Assemblée générale, les conventions de l'UNESCO ne doivent pas être signées et, dès lors, ne nécessitent pas la délivrance de pleins pouvoirs.

Toutefois, les autorités concernées doivent soumettre la convention à l'assentiment de leur Parlement.

IV. Commentaires des articles du décret d'assentiment

Article unique

Cet article n'appelle aucun commentaire.



**GLOBAL CONVENTION ON THE RECOGNITION
OF QUALIFICATIONS CONCERNING HIGHER EDUCATION**

**CONVENTION MONDIALE SUR LA RECONNAISSANCE DES
QUALIFICATIONS RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**CONVENCIÓN MUNDIAL SOBRE EL RECONOCIMIENTO DE LAS
CUALIFICACIONES RELATIVAS A LA EDUCACIÓN SUPERIOR**

**ГЛОБАЛЬНАЯ КОНВЕНЦИЯ О ПРИЗНАНИИ КВАЛИФИКАЦИЙ,
ОТНОСЯЩИХСЯ К ВЫСШЕМУ ОБРАЗОВАНИЮ**

الاتفاقية العالمية للاعتراف بالمؤهلات المتعلقة بالتعليم العالي

承认高等教育相关资历全球公约



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



GLOBAL CONVENTION ON THE RECOGNITION OF QUALIFICATIONS CONCERNING HIGHER EDUCATION

Paris, 25 November 2019

GLOBAL CONVENTION ON THE RECOGNITION OF QUALIFICATIONS CONCERNING HIGHER EDUCATION

PREAMBLE

The General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, meeting in Paris from 12 to 27 November 2019 at its 40th session,

Inspired by a common will to strengthen educational, geographical, humanitarian, cultural, scientific and socioeconomic ties between States Parties, and to enhance dialogue between regions and the sharing of their recognition instruments and practices,

Recalling the Constitution of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), which stipulates that “the purpose of the Organization is to contribute to peace and security by promoting collaboration among the nations through education, science and culture”,

Mindful of the provisions of the Charter of the United Nations of 1945, the Universal Declaration of Human Rights of 1948, the Convention relating to the Status of Refugees of 1951 and its Protocol of 1967, the Convention relating to the Status of Stateless Persons of 1954, the UNESCO Convention against Discrimination in Education of 1960 and in particular its Article 4a, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights of 1966, and the UNESCO Convention on Technical and Vocational Education of 1989,

Mindful of the UNESCO Recommendation on the Recognition of Studies and Qualifications in Higher Education of 1993; the UNESCO Recommendation concerning the Status of Higher-Education Teaching Personnel of 1997; the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples of 2007; and the UNESCO Recommendation on Science and Scientific Researchers of 2017,

Building on the UNESCO regional conventions on the recognition of qualifications concerning higher education,

Reaffirming the States Parties' responsibility to promote inclusive and equitable quality education at all levels and lifelong learning opportunities for all,

Conscious of increasing international cooperation in higher education, of the mobility of students, workers, professionals, researchers and academics, of changes in scientific research, and of the different modes, methods, developments and innovations in teaching and learning,

Considering higher education, provided by both public and private institutions, as a public good and a public responsibility, and **being aware** of the need to uphold and protect the principles of academic freedom and of the autonomy of higher-education institutions,

Convinced that the international recognition of qualifications concerning higher education will facilitate interdependent learning and knowledge development via the mobility of learners and learning, academics, scientific research and researchers, and workers and professionals and will enhance international cooperation in higher education,

Respecting the cultural diversity among the States Parties, including, inter alia, differences in educational traditions and in the values of higher education,

Desiring to respond to the need for a global convention on the recognition of qualifications concerning higher education to complement the UNESCO regional conventions on the recognition of qualifications concerning higher education, and to enhance the cohesion between them,

Convinced of the need to find common, practical and transparent solutions to improve recognition practices globally,

Convinced that this Convention will promote international mobility, as well as communication and cooperation regarding fair and transparent procedures for recognition, and quality assurance and academic integrity in higher education at a global level,

Adopts this Convention on this twenty-fifth day of November 2019.

SECTION I. DEFINITION OF TERMS

Article I

For the purposes of this Convention, the following definitions shall apply:

Access (to higher education): the right provided to any individual holding a qualification to apply and be considered for admission to a level of higher education

Admission (to higher-education institutions and programmes): the act of, or system for, allowing qualified applicants to pursue higher education at a given institution and/or in a given programme

Applicant:

- (a) an individual submitting to the competent recognition authority a qualification, partial studies, or prior learning for assessment and/or recognition; or
- (b) an entity acting with consent on behalf of an individual

Assessment: the evaluation of an applicant's qualifications, partial studies, or prior learning by a competent recognition authority engaged in the evaluation of qualifications

Competent authority: an individual or entity that has the authority, capacity, or legal power to perform a designated function

Competent recognition authority: an entity which, in accordance with the laws, regulations, policies, or practices of a State Party, assesses qualifications and/or makes decisions on the recognition of qualifications

Constituent units: official entities of a State Party to this Convention at the level of subnational jurisdictions, such as provinces, states, counties, or cantons, in accordance with Article XX b), Federal or Non-Unitary Constitutional Systems, of this Convention

Cross-border education: all modes of educational delivery which involve the movement of people, knowledge, programmes, providers and curriculum across States Parties' borders, including, but not limited to, quality-assured international joint degree programmes, cross-border higher education, transnational education, offshore education and borderless education

Displaced person: an individual forced to move from his or her locality or environment and occupational activities to another locality or environment

Formal education system: a State Party's education system, including all officially recognized entities with responsibility for education, as well as public and private education institutions at all levels recognized by a State Party's competent authorities and authorized thereby to deliver instruction and other education-related services

Formal learning: learning derived from activities within a structured learning setting, leading to a formal qualification, and provided by an education institution recognized by a State Party's competent authorities and authorized thereby to deliver such learning activities

Higher education: all types of study programmes or sets of courses of study at the post-secondary level which are recognized by the competent authorities of a State Party, or of a constituent unit thereof, as belonging to its higher-education system

Higher-education institution: an establishment providing higher education and recognized by a competent authority of a State Party, or of a constituent unit thereof, as belonging to its higher-education system

Higher-education programme: a post-secondary programme of study recognized by the competent authority of a State Party, or of a constituent unit thereof, as belonging to its higher-education system and the successful completion of which provides the student with a higher-education qualification

Informal learning: learning which occurs outside the formal education system and which results from daily life activities related to work, family, local community, or leisure

International joint degree: a type of cross-border education degree; a single degree recognized and/or authorized and conferred jointly upon completion of an integrated, coordinated and jointly offered programme, by two or more higher education institutions belonging to more than one country

Learning outcomes: a learner's acquired knowledge and skills upon completion of a learning process

Lifelong learning: a process which refers to all learning activities, whether formal, non-formal, or informal, covers the entire lifespan and has the aim of improving and developing human capacities, knowledge, skills, attitudes and competencies

Mobility: the physical or virtual movement of individuals outside their country for the purpose of studying, researching, teaching, or working

Non-formal learning: learning achieved within an education or training framework which places an emphasis on working life and which does not belong to the formal education system

Non-traditional learning modes: formal, non-formal and informal mechanisms for the delivery of educational programmes and learning activities not primarily relying on face-to-face interaction between the educator and the learner

Partial recognition: the partial recognition of a full and completed qualification which cannot be fully recognized on account of the demonstration of substantial differences by a competent recognition authority

Partial studies: any part of a higher-education programme which has been evaluated and, while not a complete programme in itself, represents a significant acquisition of knowledge, skills, attitudes and competencies

Prior learning: the experience, knowledge, skills, attitudes and competencies which an individual has acquired as a result of formal, non-formal, or informal learning, assessed against a given set of learning outcomes, objectives, or standards

Qualification:

- (a) **Higher-education qualification:** any degree, diploma, certificate, or award issued by a competent authority and attesting the successful completion of a higher-education programme or the validation of prior learning, where applicable
- (b) **Qualification giving access to higher education:** any degree, diploma, certificate, or award issued by a competent authority and attesting the successful completion of an education programme or the validation of prior learning, where applicable, and giving the holder of the qualification the right to be considered for admission to higher education

Qualified applicant: an individual who has fulfilled relevant criteria and is considered eligible to apply for admission to higher education

Qualifications framework: a system for the classification, publication and organization of quality-assured qualifications according to a set of criteria

Quality assurance: an ongoing process by which the quality of a higher-education system, institution, or programme is assessed by the competent authority/authorities to assure stakeholders that acceptable educational standards are continuously being maintained and enhanced

Recognition: a formal acknowledgment by a competent recognition authority of the validity and academic level of a foreign education qualification, of partial studies, or of prior learning for the purpose of providing an applicant with outcomes including, but not limited to:

- (a) the right to apply for admission to higher education; and/or
- (b) the possibility to seek employment opportunities

Region: any one of the areas identified in accordance with the UNESCO definition of regions with a view to the execution by the Organization of regional activities, namely, Africa, Arab States, Asia and the Pacific, Europe, and Latin America and the Caribbean

Regional recognition conventions: the UNESCO conventions on the recognition of qualifications concerning higher education in each of the UNESCO regions, including the Convention on the Recognition of Studies, Diplomas and Degrees in Higher Education in the Arab and European States bordering on the Mediterranean

Requirements:

- (a) **General requirements:** conditions which must be fulfilled for access to higher education, or to a given level thereof, or for the obtaining of a higher-education qualification at a given level
- (b) **Specific requirements:** conditions, in addition to the general requirements, which must be fulfilled for admission to a particular higher-education programme, or for the obtaining of a specific higher-education qualification in a particular field of study

Substantial differences: significant differences between the foreign qualification and the qualification of the State Party which would most likely prevent the applicant from succeeding in a desired activity, such as, but not limited to, further study, research activities, or employment opportunities

SECTION II. OBJECTIVES OF THE CONVENTION

Article II

Building on and enhancing the coordination, revisions and achievements of the regional recognition conventions, the objectives of this Convention are to:

1. Promote and strengthen international cooperation in higher education;
2. Support interregional initiatives, policies and innovations for international cooperation in higher education;
3. Facilitate global mobility and the achievement of merit in higher education for the mutual benefit of qualification holders, higher-education institutions, employers, and any other stakeholders of the States Parties to this Convention while understanding and respecting the diversity of the States Parties' higher-education systems;
4. Provide an inclusive global framework for the fair, transparent, consistent, coherent, timely and reliable recognition of qualifications concerning higher education;
5. Respect, uphold and protect the autonomy and diversity of higher-education institutions and systems;
6. Foster trust and confidence in the quality and reliability of qualifications through, inter alia, the promotion of integrity and ethical practices;
7. Promote a culture of quality assurance in higher-education institutions and systems, and develop the capacities necessary for ensuring reliability, consistency and complementarity in quality assurance, in qualifications frameworks and in the recognition of qualifications in order to support international mobility;
8. Promote the development, collection and sharing of accessible, up-to-date, reliable, transparent and relevant information and the dissemination of best practices among stakeholders, States Parties and regions;
9. Promote, through the recognition of qualifications, inclusive and equitable access to quality higher education and support lifelong learning opportunities for all, including refugees and displaced persons;
10. Foster globally the optimal use of human and educational resources with a view to promoting education for sustainable development, and contribute to structural, economic, technological, cultural, democratic and social development for all societies.

SECTION III. BASIC PRINCIPLES FOR THE RECOGNITION OF QUALIFICATIONS CONCERNING HIGHER EDUCATION

Article III

For the recognition of qualifications concerning higher education, this Convention establishes the following principles:

1. Individuals have the right to have their qualifications assessed for the purpose of applying for admission to higher education studies or seeking employment opportunities.
2. Recognition of qualifications should be transparent, fair, timely and non-discriminatory in accordance with the rules and regulations of each State Party, and should be affordable.
3. Recognition decisions are based on trust, clear criteria, and fair, transparent and non-discriminatory procedures, and underline the fundamental importance of equitable access to higher education as a public good which may lead to employment opportunities.
4. Recognition decisions are based on appropriate, reliable, accessible and up-to-date information on higher-education systems, institutions, programmes and quality assurance mechanisms which has been provided through the competent authorities of the States Parties, official national information centres, or similar entities.
5. Recognition decisions are made with due respect for the diversity of higher-education systems worldwide.
6. Competent recognition authorities undertaking recognition assessments shall do so in good faith, giving clear reasons for decisions, and have mechanisms for appealing recognition decisions.
7. Applicants seeking recognition of their qualifications provide adequate and accurate information and documentation on their achieved qualifications in good faith, and have the right to appeal.
8. States Parties commit to adopting measures to eradicate all forms of fraudulent practices regarding higher education qualifications by encouraging the use of contemporary technologies and networking activities among States Parties.

SECTION IV. OBLIGATIONS OF THE STATES PARTIES TO THE CONVENTION

This Convention establishes the following obligations for the States Parties:

Article IV. Recognition of Qualifications Giving Access to Higher Education

1. Each State Party shall recognize, for the purposes of access to its higher-education system, the qualifications and documented or certified prior learning acquired in other States Parties which meet the general requirements for access to higher education in those States Parties, unless substantial differences can be shown between the general requirements for access in the State Party in which the qualification was obtained and those in the State Party in which recognition of the qualification is sought. Alternatively, it shall be sufficient for a State Party to enable the holder of a qualification issued in another State Party to obtain an assessment of that qualification.
2. Qualifications acquired through recognized non-traditional learning modes which are subject to comparable quality assurance mechanisms will be assessed according to the rules and regulations of the State Party, or of the constituent unit thereof, using the same criteria as those applied to similar qualifications acquired through traditional learning modes.
3. Where a qualification gives access only to specific types of institutions or programmes of higher education in the State Party in which the qualification was obtained, each State Party shall grant holders of such qualifications access to similar specific types of institutions or programmes belonging to its higher-education system, if available, unless substantial differences can be shown.

Article V. Recognition of Higher-Education Qualifications

1. Each State Party shall recognize a higher-education qualification conferred in another State Party, unless substantial differences can be shown between the qualification for which recognition is sought and the corresponding qualification in the State Party in which recognition is sought. Alternatively, it shall be sufficient for a State Party to enable the holder of a higher-education qualification issued in another State Party to obtain an assessment of that qualification, upon the request of the holder.
2. Higher-education qualifications acquired through recognized non-traditional learning modes which are subject to comparable quality assurance mechanisms and which are considered a part of the higher-education system of a State Party will be assessed according to the rules and regulations of the State Party in which recognition is sought, or of the constituent unit thereof, using the same criteria as those applied to similar qualifications acquired through traditional learning modes.
3. Higher-education qualifications acquired through cross-border education with international joint degrees or through any other joint programme undertaken in more than one country, of which at least one is a State Party to this Convention, shall be assessed according to the rules and regulations of the State Party in which recognition is sought, or of the constituent unit thereof, using the same criteria as those applied to qualifications acquired through programmes undertaken in a single country.
4. Recognition in a State Party of a higher-education qualification issued in another State Party shall have at least one of the following outcomes:
 - (a) It shall provide the holder with the right to apply for admission to further higher education under the same conditions as those applicable to holders of higher-education qualifications of the State Party in which recognition is sought; and/or
 - (b) It shall provide the holder with the right to use the title associated with a higher-education qualification in accordance with the laws or regulations of the State Party, or of the constituent unit thereof, in which recognition is sought.

In addition, assessment and recognition may enable qualified applicants to seek employment opportunities subject to the laws and regulations of the State Party, or of the constituent unit thereof, in which recognition is sought.

5. Where a competent recognition authority can demonstrate substantial differences between the qualification for which recognition is sought and the corresponding qualification in the State Party in which recognition is sought, the competent recognition authority shall seek to establish whether partial recognition may be granted.
6. Each State Party may make the recognition of higher-education qualifications acquired through cross-border education or through foreign educational institutions operating in its jurisdiction contingent upon specific requirements of the legislation or regulations of the State Party, or of the constituent unit thereof, or upon specific agreements concluded with the State Party of origin of such institutions.

Article VI. Recognition of Partial Studies and Prior Learning

1. Each State Party may recognize, for the purpose of the completion of a higher-education programme or the continuation of higher education studies, where appropriate, and taking into account the legislation of the States Parties regarding access, documented or certified partial studies or documented or certified prior learning acquired in another State Party, unless substantial differences can be shown between the partial studies or prior learning and the part of the higher-education programme they or it would replace in the State Party in which recognition is sought. Alternatively, it shall be sufficient for a State Party to enable an individual who has undertaken documented or certified partial studies or documented or certified prior learning in another State Party to obtain an assessment of these partial studies or this prior learning, upon the request of the individual concerned.

2. Documented or certified partial completion of higher-education programmes delivered by recognized non-traditional learning modes which are subject to comparable quality assurance mechanisms and which are considered a part of the higher-education system of a State Party shall be assessed according to the rules and regulations of the State Party, or of the constituent unit thereof, using the same criteria as those applied to partial studies delivered by traditional learning modes.
3. Documented or certified partial completion of higher-education programmes delivered through cross-border education with international joint degrees or any other joint programme undertaken in more than one country, of which at least one is a State Party to this Convention, will be assessed according to the rules and regulations of the State Party, or of the constituent unit thereof, using the same criteria as those applied to partial studies acquired in a single country.

Article VII. Recognition of Partial Studies and Qualifications Held by Refugees and Displaced Persons

Each State Party shall take the necessary and feasible steps, within its education system and in conformity with its constitutional, legislative and regulatory provisions, to develop reasonable procedures for assessing fairly and efficiently whether refugees and displaced persons fulfil the relevant requirements for access to higher education, to further higher-education programmes, or to the seeking of employment opportunities, including in cases where partial studies, prior learning, or qualifications acquired in another country cannot be proven by documentary evidence.

Article VIII. Information for Assessment and Recognition

1. Each State Party shall establish transparent systems for the complete description of the qualifications and learning outcomes obtained in its territory.
2. Each State Party, to the extent feasible based on its constitutional, legislative and regulatory situation and structure, shall put in place an objective and reliable system for the approval, recognition and quality assurance of its higher-education institutions in order to promote confidence and trust in its higher-education system.
3. Each State Party shall establish and maintain a national information centre or similar entities to provide access to relevant, accurate and up-to-date information about its higher-education system.
4. Each State Party shall encourage the use of technologies to ensure easy access to information.
5. Each State Party shall:
 - (a) Provide access to authoritative and accurate information on its higher-education systems, qualifications, quality assurance, and qualification frameworks, if applicable;
 - (b) Facilitate the dissemination of and access to accurate information on the other States Parties' higher-education systems, qualifications, and qualifications giving access to higher education;
 - (c) Give advice and information, where appropriate, on recognition matters, including criteria and procedures for the assessment of qualifications, and the development of materials for good recognition practices in accordance with the laws, regulations and policies of the State Party; and
 - (d) Ensure the provision, within a reasonable time, of adequate information on any institution belonging to its higher-education system, and on any programme operated by such institutions, with a view to enabling the competent authorities of other States Parties to ascertain whether the quality of the qualifications issued by these institutions justifies recognition in the State Party in which recognition is sought.

Article IX. Assessment of an Application

1. In the first instance, the responsibility for providing adequate information rests with the applicant, who shall provide such information in good faith.

2. Each State Party shall ensure that the institutions belonging to its education system provide to the extent available, upon request, within a reasonable time frame and free of charge, relevant information to the holder of a qualification or to the institution or the competent recognition authorities of the State Party in which recognition is sought.
3. Each State Party shall ensure that the body undertaking assessment for the purposes of recognition demonstrates the reasons for which an application does not fulfil requirements or demonstrates where substantial differences are identified.

Article X. Information on the Competent Recognition Authorities

1. Each State Party shall provide the depository of this Convention with official notification of the competent authorities that make decisions on recognition matters in its jurisdiction.
2. Where there are central competent recognition authorities of a State Party, they shall immediately be bound by the provisions of this Convention and shall take the necessary measures to ensure the implementation of the provisions of this Convention in the jurisdiction of said State Party.
3. Where the competence to make decisions on recognition matters lies with the constituent units, the State Party shall furnish the depository with a brief statement on its constitutional situation or structure at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval, or accession, and on any changes thereafter. In such cases, the competent recognition authorities of the constituent units so designated shall take, to the extent feasible within the State Party's constitutional situation and structure, the necessary measures to ensure the implementation of the provisions of this Convention within the State Party's jurisdiction.
4. Where the competence to make decisions on recognition matters lies with individual higher-education institutions or other entities, each State Party or constituent unit thereof, according to its constitutional situation or structure, shall transmit the text of this Convention to these institutions or entities and shall take all the necessary steps to encourage the favourable consideration and application of its provisions.
5. The provisions of paragraphs 2, 3 and 4 of this Article shall apply, *mutatis mutandis*, to the obligations of the States Parties under this Convention.

Article XI. Additional Requirements for Admission to Higher-Education Programmes

1. Where admission to particular higher-education programmes is dependent on the fulfilment of specific requirements in addition to the general requirements for access, the competent authorities of the State Party concerned may impose the same specific requirements on holders of qualifications obtained in other States Parties or assess whether applicants with qualifications obtained in other States Parties fulfil the equivalent requirements.
2. Where qualifications giving access to higher education in one State Party are issued only in combination with additional qualifying examinations as a prerequisite for access, the other States Parties may make access conditional on these requirements or offer an alternative for satisfying such additional requirements within their own education systems.
3. Without prejudice to the provisions of Article IV, admission to a given higher-education institution, or to a given programme within such an institution, may be restricted or selective, according to fair and transparent regulations.
4. With respect to paragraph 3 of the present article, admission procedures shall be designed with a view to ensuring that the assessment of foreign qualifications is carried out according to the principles of transparency, fairness and non-discrimination described in Article III.
5. Without prejudice to the provisions of Article IV, admission to a given higher-education institution may be based on the condition of the demonstration by the qualification holder of sufficient competence in the language or languages of instruction of the institution concerned, or in other specified languages.

6. For the purpose of admission to higher-education programmes, each State Party may make the recognition of qualifications issued by foreign educational institutions operating in its jurisdiction contingent upon specific requirements of the legislation and regulations of the State Party or the constituent unit thereof, or upon specific agreements concluded with the State Party of origin of such institutions.

SECTION V. IMPLEMENTATION STRUCTURES AND COOPERATION

Article XII. Implementation Structures

The States Parties agree to implement this Convention through or in cooperation with:

1. National implementation structures;
2. Networks of national implementation structures;
3. National, regional and global organizations for accreditation, quality assurance, qualification frameworks, and recognition of qualifications;
4. The Intergovernmental Conference of the States Parties;
5. Regional recognition convention committees.

Article XIII. National Implementation Structures

1. In order to facilitate the recognition of higher-education qualifications, the States Parties undertake to implement this Convention through relevant organizations, including national information centres or similar entities.
2. Each State Party will notify the Secretariat of the Intergovernmental Conference of the States Parties of its national implementation structures and of any modification in this regard.
3. National implementation structures should form and actively participate in networks.

Article XIV. Networks of National Implementation Structures

1. Under the auspices of the Intergovernmental Conference of the States Parties, the networks shall be composed of national implementation structures of the States Parties and shall uphold and assist with the practical implementation of this Convention.
2. The networks shall provide information exchange, capacity building and technical support to the States Parties upon request.
3. The networks shall seek to strengthen the interregional cooperation under this Convention and uphold links to the Intergovernmental Conference of the States Parties.
4. States Parties may participate in existing regional networks established through the regional recognition conventions or create new networks. Participation in existing regional networks shall be subject to the agreement of the relevant regional recognition convention committees.

Article XV. The Intergovernmental Conference of the States Parties

1. An Intergovernmental Conference of the States Parties, hereinafter referred to as “the Conference”, shall be established.
2. The Conference shall be composed of representatives of all States Parties to this Convention.
3. The States which are not States Parties to this Convention and the heads of the regional recognition convention committees shall be invited to participate in the meetings of the Conference as observers.
4. Representatives of relevant international and regional organizations, as well as representatives of governmental and non-governmental organizations active in the field of recognition of higher-education qualifications, may also be invited to attend meetings of the Conference as observers.

5. The Conference shall meet in ordinary sessions at least every two years. It may meet in extraordinary sessions if it so decides or at the request of at least one third of the States Parties. The Conference shall have an interim work programme concerning activities between sessions. The Conference shall submit a report at each of the ordinary sessions of the General Conference of UNESCO.
6. The Conference shall meet for the first time within two years of the entry into force of this Convention, and at that time it shall adopt its own rules of procedure.
7. The Conference shall promote the application of this Convention and shall oversee its implementation by adopting recommendations, declarations, models of good practices, or any relevant subsidiary text at the global or interregional level.
8. The Conference may adopt operational guidelines for the States Parties to this Convention, in consultation with the regional recognition convention committees.
9. The Conference shall support the follow-up of the activities relating to monitoring by and reporting to UNESCO's governing bodies with regard to the implementation of this Convention.
10. The Conference shall cooperate with the regional recognition convention committees under the auspices of UNESCO.
11. The Conference shall ensure that there is the necessary information exchange between the Conference and the regional recognition convention committees.
12. The Conference shall examine for adoption the draft amendments to this Convention in accordance with Article XXIII. The amendments adopted shall not undermine the principles of transparent, fair, timely and non-discriminatory recognition stated in this Convention.
13. The Secretariat of the Conference shall be provided by the Director-General of UNESCO. The Secretariat shall prepare the documentation of the Conference, draft the agenda of its meetings, and ensure the implementation of its decisions.

SECTION VI. FINAL CLAUSES

Article XVI. Ratification, Acceptance, or Approval by Member States

1. This Convention shall be subject to ratification, acceptance, or approval by Member States of UNESCO and the Holy See in accordance with their respective constitutional and legislative procedures.
2. The instruments of ratification, acceptance, or approval shall be deposited with the Director-General of UNESCO.

Article XVII. Accession

1. This Convention shall be open to accession by all States which are not members of UNESCO but which are Members of the United Nations and are invited by the General Conference of UNESCO to accede to it.
2. This Convention shall also be open to accession by territories which enjoy full internal self-government recognized as such by the United Nations, but which have not attained full independence in accordance with General Assembly resolution 1514 (XV), and which have competence over the matters governed by this Convention, including the competence to enter into treaties in respect of such matters.
3. The instrument of accession shall be deposited with the Director-General of UNESCO.

Article XVIII. Entry into Force

1. This Convention shall enter into force three months after the date of deposit of the twentieth instrument of ratification, acceptance, approval, or accession, but only with regard to those States Parties which have deposited their respective instruments of ratification, acceptance, approval, or accession on or before that date.

2. This Convention shall enter into force with regard to any other State Party three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval, or accession.

Article XIX. Relationship between the States Parties to this Convention and the Parties to the Regional Recognition Conventions and to other Treaties

1. The ratification of, acceptance of, approval of, or accession to of any of the regional recognition conventions shall not be a prerequisite for the ratification of, acceptance of, approval of, or accession to this Convention.
2. The States Parties to this Convention shall:
 - (a) Foster mutual support between this Convention and the other treaties to which they are parties, particularly the regional recognition conventions; and
 - (b) Take into account the relevant provisions of this Convention when interpreting and applying the regional recognition conventions to which they are parties or when entering into other international obligations.
3. Nothing in this Convention shall be interpreted as modifying the rights and obligations of the States Parties under the regional recognition conventions and any other treaties to which they are parties.
4. To ensure coherent interaction between this Convention, the regional recognition conventions, any other relevant bilateral or multilateral agreements, and any other existing or future treaty or convention to which a State Party to this Convention may be or may become a party, nothing in this Convention shall be deemed to derogate from any provisions more favourable to recognition, in particular, provisions regarding national information centres, networks and substantial differences.

Article XX. Federal or Non-Unitary Constitutional Systems

Recognizing that international agreements are equally binding on States Parties regardless of their constitutional systems, the following provisions shall apply to States Parties which have a federal or non-unitary constitutional system:

- (a) With regard to the provisions of this Convention the implementation of which comes under the legal jurisdiction of the federal or central legislative power, the obligations of the federal or central Government shall be the same as for those States Parties which are not federal States;
- (b) With regard to the provisions of the Convention the implementation of which comes under the jurisdiction of constituent units of a State Party, such as provinces, states, counties, or cantons, which are not obliged by the constitutional system of the federation to take legislative measures, the federal Government shall inform, as necessary, the competent authorities of the constituent units of a State Party of said provisions, with its recommendation for their adoption.

Article XXI. Denunciation

1. Any State Party to this Convention may denounce, at any time, this Convention.
2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing deposited with the Director-General of UNESCO.
3. The denunciation shall take effect 12 months after the receipt of the instrument of denunciation. It shall in no way affect the obligations under this Convention incumbent upon the State Party denouncing the Convention until the date on which the withdrawal takes effect.
4. The denunciation of this Convention shall not have any impact with respect to:
 - (a) Recognition decisions taken previously under the provisions of this Convention;
 - (b) The recognition assessments still in progress under this Convention.

Article XXII. Depositary Functions

The Director-General of UNESCO, as the depositary of this Convention, shall inform the Member States of the Organization, the States not members of the Organization referred to in Article XVII, as well as the United Nations, of:

- (a) The deposit of all the instruments of ratification, acceptance, approval, or accession provided for in Articles XVI and XVII;
- (b) The denunciations provided for in Article XXI;
- (c) The amendments to the Convention adopted in accordance with Article XXIII and the date on which the amendments come into force as proposed in accordance with Article XXIII.

Article XXIII. Amendments

1. A State Party to this Convention may, by written communication addressed to the Director-General of UNESCO, propose amendments to this Convention. The Director-General shall circulate such communication to all States Parties. If within six months of the date of dispatch of the communication, no less than one half of the States Parties to the Convention reply favourably to the request, the Director-General shall present such proposal to the next session of the Intergovernmental Conference of the States Parties for discussion and possible adoption.
2. Amendments shall be adopted by a two-thirds majority of States Parties present and voting.
3. Once adopted, amendments to this Convention shall be submitted to the States Parties for ratification, acceptance, approval, or accession.
4. For States Parties which have ratified, accepted, approved, or acceded to them, amendments to this Convention shall enter into force three months after the deposit by two thirds of the States Parties of the instruments referred to in paragraph 3 of this Article. Thereafter, for each State Party which ratifies, accepts, approves, or accedes to an amendment, said amendment shall enter into force three months after the date on which that State Party has deposited its instrument of ratification, acceptance, approval, or accession.
5. A State which becomes a State Party to this Convention after the entry into force of amendments in conformity with paragraph 4 of this Article shall, failing an expression of different intention, be considered to be:
 - (a) A State Party to this Convention as so amended; and
 - (b) A State Party to the unamended Convention in relation to any State Party not bound by the amendments.

Article XXIV. Registration with the United Nations

In conformity with Article 102 of the Charter of the United Nations, this Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Director-General of UNESCO.

Article XXV. Authoritative Texts

This Convention has been drawn up in Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish, all six texts being equally authoritative.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

CONVENTION MONDIALE SUR LA RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Paris, 25 novembre 2019

CONVENTION MONDIALE SUR LA RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

PRÉAMBULE

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 12 au 27 novembre 2019 pour sa 40^e session,

Inspirée par une volonté commune de resserrer les liens éducatifs, géographiques, humanitaires, culturels, scientifiques et socioéconomiques entre les États Parties et de renforcer le dialogue entre les régions et le partage de leurs instruments et pratiques de reconnaissance,

Rappelant l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), aux termes duquel celle-ci a pour but « de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations »,

Ayant à l'esprit les dispositions de la Charte des Nations Unies (1945), de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), de la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés (1951) et son protocole de 1967, de la Convention relative au statut des apatrides (1954), de la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1960), notamment dans son article 4a, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) et de la Convention de l'UNESCO sur l'enseignement technique et professionnel (1989),

Ayant également à l'esprit la Recommandation de l'UNESCO sur la reconnaissance des études et des titres de l'enseignement supérieur (1993), la Recommandation de l'UNESCO concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur (1997), la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007) et la Recommandation de l'UNESCO concernant la science et les chercheurs scientifiques (2017),

S'appuyant sur les conventions régionales de l'UNESCO sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur,

Réaffirmant la responsabilité qui incombe aux États Parties de promouvoir une éducation inclusive et équitable de qualité à tous les niveaux et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous,

Consciente de la coopération internationale croissante dans l'enseignement supérieur, de la mobilité des étudiants, des professionnels, des chercheurs et des universitaires, des transformations de la recherche scientifique, et des différents modes, méthodes, évolutions, et innovations de l'enseignement et l'apprentissage,

Considérant l'enseignement supérieur, assuré par des établissements publics et privés, comme un bien public et une responsabilité publique, et **ayant conscience** de la nécessité d'asseoir et de protéger les principes de liberté académique et d'autonomie des établissements d'enseignement supérieur,

Convaincue que la reconnaissance internationale des qualifications relatives à l'enseignement supérieur facilitera l'apprentissage interdépendant et le développement des connaissances par la mobilité des apprenants et de l'apprentissage, des universitaires, de la recherche scientifique et des chercheurs, ainsi que des travailleurs et des professionnels, et qu'elle renforcera la coopération internationale dans l'enseignement supérieur,

Respectant la diversité culturelle entre les États Parties, notamment les différences entre les traditions et les valeurs éducatives de l'enseignement supérieur,

Désireuse de répondre à la nécessité d'une convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur qui viendrait compléter les conventions régionales de l'UNESCO sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur et renforcer la cohésion entre ces dernières,

Convaincue également de la nécessité de trouver des solutions communes, pratiques et transparentes pour améliorer les pratiques de reconnaissance au niveau mondial,

Convaincue en outre qu'une telle Convention permettra de promouvoir la mobilité internationale, ainsi que la communication et la coopération en matière de procédures équitables et transparentes de reconnaissance, ainsi que l'assurance qualité et l'intégrité académique dans l'enseignement supérieur au niveau mondial,

Adopte, le 25 novembre 2019, la présente Convention.

SECTION I. DÉFINITION DES TERMES

Article I

Aux fins de la présente Convention, les définitions ci-après s'appliquent :

Accès (à l'enseignement supérieur) : droit accordé à tout individu possédant une qualification de postuler et d'être pris en considération pour l'admission à un niveau de l'enseignement supérieur.

Acquis antérieurs : expériences, connaissances, aptitudes, attitudes et compétences acquises par un individu dans le cadre d'un apprentissage formel, informel ou non formel, qui sont évaluées par rapport à un ensemble donné de normes, d'objectifs ou de résultats des apprentissages.

Admission (dans les établissements et programmes de l'enseignement supérieur) : acte ou système qui permet aux postulants qualifiés de suivre des études dans un établissement et/ou un programme déterminé de l'enseignement supérieur.

Apprentissage formel : apprentissage dérivant d'activités menées dans un cadre d'apprentissage structuré, débouchant sur une qualification formelle, et fourni par un établissement d'enseignement autorisé par les autorités compétentes d'un État Partie à dispenser cet apprentissage.

Apprentissage informel : apprentissage ayant lieu en dehors du système d'éducation formel et résultant des activités de la vie courante en lien avec le travail, la famille, la communauté locale ou les loisirs.

Apprentissage non formel : apprentissage réalisé dans un cadre d'enseignement ou d'apprentissage mettant l'accent sur la vie professionnelle et n'appartenant pas au système d'éducation formelle.

Apprentissage tout au long de la vie : processus qui se réfère à toutes les activités d'apprentissage, formelles, non formelles ou informelles, qui se déroulent pendant toute la durée de vie d'un individu et dont l'objet est d'améliorer et de développer les capacités humaines, les connaissances, les aptitudes, les attitudes et les compétences.

Assurance qualité : processus constant d'évaluation de la qualité d'un système, d'un établissement ou d'un programme d'enseignement supérieur par l'autorité ou les autorités compétentes visant à garantir aux parties prenantes que des normes d'éducation satisfaisantes sont maintenues et améliorées en permanence.

Autorité compétente : individu ou entité possédant l'autorité, la capacité ou le pouvoir juridique d'exercer une fonction définie.

Autorité compétente en matière de reconnaissance : entité qui, conformément aux lois, règlements, politiques ou pratiques d'un État Partie, évalue des qualifications et/ou prend des décisions en matière de reconnaissance des qualifications.

Cadre des qualifications : système de classification, de publication et d'organisation des qualifications dont la qualité est validée en fonction d'un ensemble de critères.

Conditions :

- (a) **Conditions générales** : conditions qui doivent être remplies pour accéder à l'enseignement supérieur ou à un niveau déterminé de celui-ci, ou pour obtenir la délivrance d'une qualification de l'enseignement supérieur d'un niveau déterminé ;

- (b) **Conditions spécifiques** : conditions qui doivent être remplies, en plus des conditions générales, pour être admis à un programme particulier d'enseignement supérieur ou pour obtenir une qualification spécifique de l'enseignement supérieur dans une discipline donnée.

Conventions régionales sur la reconnaissance : conventions de l'UNESCO en matière de reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur dans chacune des régions de l'UNESCO, notamment la Convention internationale sur la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur dans les États arabes et les États européens riverains de la Méditerranée.

Différences substantielles : disparités entre la qualification étrangère et la qualification de l'État Partie si importantes qu'elles empêcheraient très probablement le candidat de réussir dans l'activité souhaitée, telle que la poursuite d'études, des travaux de recherche ou des opportunités d'emploi.

Diplôme conjoint international : type de diplomation d'éducation transfrontalière ; diplôme unique, reconnu et/ou autorisé et décerné conjointement par au moins deux établissements d'enseignement supérieur appartenant à plusieurs pays, au terme d'un programme intégré, coordonné et proposé conjointement.

Éducation transfrontalière : tout mode d'enseignement impliquant la circulation des personnes, des connaissances, des programmes, des prestataires et des programmes d'études au-delà des frontières des États Parties, ce qui inclut, sans s'y limiter, les programmes de diplômes conjoints internationaux, l'enseignement supérieur transfrontalier, l'enseignement transnational, l'enseignement extraterritorial et l'enseignement sans frontières bénéficiant d'une assurance qualité.

Enseignement supérieur : tout type de programmes ou de cursus de niveau post-secondaire, reconnu par les autorités compétentes d'un État Partie comme relevant de son système d'enseignement supérieur.

Établissement d'enseignement supérieur : établissement dispensant un enseignement supérieur, reconnu comme relevant du système d'enseignement supérieur d'un État Partie par une autorité compétente de celui-ci ou d'une de ses unités constituantes.

Études partielles : toute partie d'un programme d'enseignement supérieur ayant été évaluée et qui, sans constituer un programme complet, correspond à un acquis significatif de connaissances, d'aptitudes, d'attitudes et de compétences.

Évaluation : appréciation des qualifications, études partielles ou acquis antérieurs d'un postulant par une autorité compétente en matière de reconnaissance pratiquant l'évaluation des qualifications.

Mobilité : déplacement physique ou virtuel d'un individu à l'étranger dans le but d'étudier, de faire de la recherche, d'enseigner ou de travailler.

Modes d'apprentissage non traditionnels : mécanismes formels, informels et non formels permettant de mener des programmes éducatifs et des activités d'apprentissage, dont les échanges en face à face entre l'éducateur et l'apprenant ne sont pas le principal ressort.

Personne déplacée : individu contraint de quitter sa localité ou son environnement et ses activités professionnelles pour se rendre dans une autre localité ou un autre environnement.

Postulant :

- (a) individu présentant à une autorité compétente en matière de reconnaissance une qualification, des études partielles ou des acquis antérieurs pour évaluation et/ou reconnaissance, ou
- (b) entité agissant au nom d'un individu avec son consentement.

Postulant qualifié : individu remplissant les critères requis et considéré comme apte à présenter une demande d'admission aux études de l'enseignement supérieur.

Programme d'enseignement supérieur : programme d'études post-secondaires reconnu par l'autorité compétente d'un État Partie ou d'une de ses unités constituantes comme relevant de son

système d'enseignement supérieur et dont l'achèvement avec succès procure à l'étudiant une qualification de l'enseignement supérieur.

Qualification :

- (a) Qualification de l'enseignement supérieur : tout grade, diplôme, certificat ou titre délivré par une autorité compétente qui atteste de la réussite à un programme d'enseignement supérieur ou d'une validation des acquis antérieurs, le cas échéant ;
- (b) Qualification donnant accès à l'enseignement supérieur : tout grade, diplôme, certificat ou titre délivré par une autorité compétente, qui atteste de la réussite d'un programme d'enseignement ou d'une validation des acquis antérieurs, le cas échéant, et qui confère à son titulaire le droit d'être pris en considération pour accéder à l'enseignement supérieur.

Reconnaissance : attestation établie par une autorité compétente en matière de reconnaissance de la validité et du niveau académique d'une qualification, d'études partielles ou d'acquis antérieurs obtenus à l'étranger en vue d'accorder au postulant, notamment :

- (a) le droit de demander son admission dans l'enseignement supérieur et/ou,
- (b) la possibilité de rechercher des opportunités d'emploi.

Reconnaissance partielle : reconnaissance partielle d'une qualification complète et achevée, qui ne peut pas être entièrement reconnue en raison de différences substantielles démontrées par une autorité compétente en matière de reconnaissance.

Région : toute zone géographique correspondant à la définition des régions adoptée par l'UNESCO en vue de l'exécution par l'Organisation des activités de caractère régional, à savoir : Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie et Pacifique, États arabes et Europe.

Résultats de l'apprentissage : connaissances et compétences acquises par un apprenant au terme d'un processus d'apprentissage.

Système d'éducation formelle : système d'éducation d'un État Partie, y compris toutes les entités officiellement reconnues qui ont une responsabilité dans le domaine de l'éducation, ainsi que les établissements d'enseignement publics et privés à tous les niveaux reconnus par les autorités compétentes d'un État Partie et autorisés à dispenser un enseignement et d'autres services liés à l'éducation.

Unités constituantes : entités officielles d'un État Partie à la présente Convention au niveau des juridictions infranationales, telles que provinces, États, comtés ou cantons conformément à l'article XX (b), Régimes constitutionnels fédéraux ou non unitaires, de la Convention.

SECTION II. OBJECTIFS DE LA CONVENTION

Article II

Prenant appui sur les conventions régionales sur la reconnaissance et renforçant leur coordination, leurs réalisations et leurs révisions, la présente Convention vise les objectifs suivants :

1. promouvoir et renforcer la coopération internationale dans le domaine de l'enseignement supérieur ;
2. soutenir les initiatives, les politiques et les innovations interrégionales aux fins de la coopération internationale dans le domaine de l'enseignement supérieur ;
3. favoriser la mobilité mondiale et encourager le mérite dans l'enseignement supérieur, dans l'intérêt mutuel des titulaires de qualifications, des établissements d'enseignement supérieur, des employeurs et de toutes autres parties prenantes des États Parties à la présente Convention dans le respect et la compréhension de la diversité des systèmes d'enseignement supérieur des États Parties ;
4. offrir un cadre mondial inclusif pour une reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur qui soit juste, transparente, cohérente, opportune et fiable ;

5. respecter, soutenir et protéger l'autonomie et la diversité des institutions et des systèmes d'enseignement supérieur ;
6. renforcer la confiance dans la qualité et la fiabilité des qualifications, notamment par la promotion de l'intégrité et des pratiques éthiques ;
7. promouvoir une culture de l'assurance qualité dans les établissements et les systèmes d'enseignement supérieur et développer les capacités nécessaires pour garantir la fiabilité, la cohérence et la complémentarité dans l'assurance qualité, ainsi que dans les cadres de qualifications et de reconnaissance des qualifications en vue de favoriser la mobilité internationale ;
8. promouvoir le développement, la collecte et le partage d'informations accessibles, actualisées, fiables, transparentes et pertinentes et la diffusion de bonnes pratiques entre les parties prenantes, les États Parties et les régions ;
9. promouvoir, par la reconnaissance des qualifications, un accès inclusif et équitable à un enseignement supérieur de qualité, et favoriser des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous, y compris les réfugiés et les personnes déplacées ;
10. favoriser un usage optimal des ressources humaines et éducatives à l'échelle mondiale afin de promouvoir l'éducation en vue du développement durable et de contribuer au développement structurel, économique, technologique, culturel, démocratique et social de toutes les sociétés.

SECTION III. PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Article III

Pour la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, la présente Convention établit les principes suivants :

1. Les individus ont le droit de faire évaluer leurs qualifications afin de solliciter leur admission dans l'enseignement supérieur ou de rechercher des opportunités d'emploi.
2. La reconnaissance des qualifications doit être transparente, équitable, opportune et non discriminatoire, conforme aux règles et aux règlements de l'État Partie et financièrement accessible.
3. Les décisions de reconnaissance reposent sur la confiance, sur des critères clairs, ainsi que sur des procédures équitables, transparentes et non discriminatoires, et soulignent l'importance fondamentale de l'accès équitable à l'enseignement supérieur en tant que bien public pouvant mener à des opportunités d'emploi.
4. Les décisions de reconnaissance sont fondées sur des informations appropriées, fiables, accessibles, et actualisées concernant les systèmes, les établissements, les programmes d'enseignement supérieur, et les mécanismes d'assurance qualité, qui sont fournies par des autorités compétentes des États Parties, des centres nationaux d'information officiels ou des entités similaires.
5. Les décisions de reconnaissance sont prises dans le respect de la diversité des systèmes d'enseignement supérieur dans le monde.
6. Les autorités compétentes en matière de reconnaissance qui procèdent à des évaluations en vue d'une reconnaissance des qualifications agissent de bonne foi, en motivant leurs décisions de manière claire, et disposent de mécanismes d'appel de leurs décisions.
7. Les postulants à une reconnaissance de leurs qualifications fournissent de bonne foi des informations et des documentations précises et adéquates sur les qualifications qu'ils ont acquises, et ont le droit de faire appel des décisions prises à cet égard.

8. Les États Parties s'engagent à adopter des mesures visant à éradiquer toutes les pratiques frauduleuses en matière de qualifications de l'enseignement supérieur en encourageant l'utilisation de technologies modernes et le réseautage entre eux.

SECTION IV. OBLIGATIONS DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION

La présente Convention établit les obligations suivantes à l'égard des États Parties :

Article IV. Reconnaissance des qualifications donnant accès à l'enseignement supérieur

1. Chaque État Partie reconnaît, aux fins de l'accès à son système d'enseignement supérieur, les qualifications et les acquis antérieurs documentés ou certifiés acquis dans les autres États Parties qui satisfont aux conditions générales d'accès à l'enseignement supérieur dans ceux-ci, à moins que des différences substantielles puissent être démontrées entre les conditions générales d'accès de l'État Partie où la qualification a été obtenue et celles de l'État Partie où la reconnaissance de la qualification est demandée. À défaut, il suffit qu'un État Partie permette au titulaire d'une qualification délivrée dans un autre État Partie d'obtenir une évaluation de cette qualification.
2. Les qualifications acquises par des modes d'apprentissage non traditionnels reconnus qui font l'objet de mécanismes d'assurance qualité comparables seront évaluées conformément aux règles et règlements de l'État Partie, ou de l'une de ses unités constituantes, selon les mêmes critères que ceux applicables à une qualification semblable acquise par des modes d'apprentissage traditionnels.
3. Lorsqu'une qualification ne donne accès qu'à certains types d'établissement ou de programmes de l'enseignement supérieur dans l'État Partie où la qualification a été obtenue, chaque État Partie accorde aux titulaires d'une telle qualification l'accès aux établissements ou aux programmes similaires relevant de son système d'enseignement supérieur, si disponibles, à moins que des différences substantielles puissent être démontrées.

Article V. Reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur

1. Chaque État Partie reconnaît les qualifications de l'enseignement supérieur conférées dans un autre État Partie, à moins que des différences substantielles puissent être démontrées entre la qualification dont la reconnaissance est demandée et la qualification correspondante dans l'État Partie où la reconnaissance est demandée. À défaut, il suffit qu'un État Partie permette au titulaire d'une qualification de l'enseignement supérieur délivrée dans un autre État Partie d'obtenir une évaluation de cette qualification, à la demande de son titulaire.
2. Les qualifications de l'enseignement supérieur acquises par des modes d'apprentissage non traditionnels reconnus qui font l'objet d'un mécanisme d'assurance qualité comparable et qui sont considérées comme relevant du système d'enseignement supérieur d'un État Partie, seront évaluées conformément aux règles et règlements de celui-ci ou de l'une de ses unités constituantes, selon les mêmes critères que ceux applicables à une qualification semblable acquise par des modes d'apprentissage traditionnels.
3. Les qualifications de l'enseignement supérieur acquises dans le cadre d'une éducation transfrontalière, de diplômes conjoints internationaux, ou de tout autre programme conjoint suivi dans plusieurs pays, dont au moins un est État Partie à la présente Convention, seront évaluées conformément aux règles et règlements de l'État Partie ou de l'une de ses unités constituantes, selon les mêmes critères que ceux applicables aux qualifications acquises dans le cadre de programmes suivis dans un seul pays.
4. La reconnaissance, dans un État Partie, d'une qualification de l'enseignement supérieur délivrée dans un autre État Partie produit au moins l'un des deux résultats suivants :
 - (a) elle accorde à son titulaire le droit de solliciter une admission à des études d'enseignement supérieur complémentaires, dans les mêmes conditions que celles qui sont applicables aux titulaires de qualifications de l'enseignement supérieur de l'État Partie où la reconnaissance est demandée ;

- (b) elle accorde à son titulaire le droit de faire usage du titre associé à une qualification de l'enseignement supérieur, conformément aux lois ou aux règlements de l'État Partie ou de l'une de ses unités constituantes où la reconnaissance est demandée.

En outre, la reconnaissance et l'évaluation peuvent faciliter la recherche d'opportunités d'emploi par les postulants qualifiés, sous réserve des lois et des règlements de l'État Partie ou de l'une de ses unités constituantes où la reconnaissance est demandée.

- 5. Lorsqu'une autorité compétente en matière de reconnaissance est en mesure de démontrer des différences substantielles entre la qualification pour laquelle la reconnaissance est demandée et la qualification correspondante dans l'État Partie où la reconnaissance est demandée, elle doit chercher à déterminer si une reconnaissance partielle peut être accordée.
- 6. Chaque État Partie peut subordonner la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur délivrées conformément aux dispositions sur l'éducation transfrontalière ou par un établissement d'enseignement étranger opérant dans sa juridiction à des conditions spécifiques de sa législation ou de ses règlements ou à ceux de l'une de ses unités constituantes, ou encore à des accords spécifiques conclus avec l'État Partie d'origine de l'établissement concerné.

Article VI. Reconnaissance des études partielles et des acquis antérieurs

- 1. Chaque État Partie peut reconnaître, aux fins de l'achèvement d'un programme en enseignement supérieur ou de la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur, en prenant en compte les législations des États Parties concernant l'accès, des études partielles ou des acquis antérieurs documentés ou certifiés obtenus dans un autre État Partie, à moins que des différences substantielles puissent être démontrées entre ceux-ci et la partie du programme d'enseignement supérieur à laquelle ils correspondraient dans l'État Partie où la reconnaissance est demandée. À défaut, il suffit qu'un État Partie permette à un individu faisant valoir des études partielles ou des acquis antérieurs documentés ou certifiés dans un autre État Partie d'obtenir une évaluation de ceux-ci à la demande de l'intéressé.
- 2. L'accomplissement partiel, documenté ou certifié, de programmes d'enseignement supérieur dispensés grâce à des modes d'apprentissage non traditionnels reconnus, soumis à des mécanismes d'assurance qualité comparables et considérés comme relevant du système d'enseignement supérieur d'un État Partie, sera évalué conformément aux règles et règlements de ce dernier, ou de l'une de ses unités constituantes, selon les mêmes critères que ceux applicables aux études partielles accomplies par des modes d'apprentissage traditionnels.
- 3. L'accomplissement partiel, documenté ou certifié, de programmes d'enseignement supérieur dispensés dans le cadre d'une éducation transfrontalière, de diplômes conjoints internationaux ou de tout programme conjoint entrepris dans plusieurs pays, dont au moins un État Partie à la présente Convention, sera évalué conformément à la législation de ce dernier, ou de l'une de ses unités constituantes, selon les mêmes critères que les études partielles accomplies dans le cadre de programmes suivis dans un seul pays.

Article VII. Reconnaissance des études partielles et des qualifications des réfugiés et des personnes déplacées

Chaque État Partie prend les mesures nécessaires et possibles, dans le cadre de son système éducatif et en conformité avec ses dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires, pour élaborer des procédures raisonnables permettant d'évaluer équitablement et efficacement si des réfugiés et des personnes déplacées remplissent les conditions requises pour l'accès à l'enseignement supérieur, la poursuite de programmes d'enseignement supérieur complémentaires ou la recherche d'opportunités d'emploi, y compris lorsque les études partielles, les acquis antérieurs et les qualifications obtenus dans un autre pays ne peuvent être attestés par des documents.

Article VIII. Informations pour l'évaluation et la reconnaissance

- 1. Chaque État Partie doit mettre en place des systèmes transparents permettant une description complète des qualifications et des résultats des apprentissages délivrés sur son territoire.

2. Chaque État Partie, dans la mesure du possible, en fonction de sa situation et de sa structure constitutionnelles, législatives et réglementaires, doit mettre en place un système objectif et fiable pour l'homologation, la reconnaissance et l'assurance qualité de ses établissements d'enseignement supérieur, afin de favoriser la confiance dans son système d'enseignement supérieur.
3. Chaque État Partie doit créer et maintenir un centre national d'information ou des entités similaires afin de donner accès à des informations pertinentes, exactes et actualisées concernant son système d'enseignement supérieur.
4. Chaque État Partie doit encourager l'utilisation des technologies pour garantir un accès facile aux informations.
5. Chaque État Partie doit :
 - (a) donner l'accès à des informations dignes de foi et exactes sur ses systèmes d'enseignement supérieur, ses qualifications, l'assurance qualité et ses cadres de qualifications, le cas échéant ;
 - (b) faciliter la diffusion et la disponibilité d'informations précises sur les systèmes d'enseignement supérieur, les qualifications de l'enseignement supérieur et les qualifications donnant accès à l'enseignement supérieur des autres États Parties ;
 - (c) fournir des conseils et des informations, le cas échéant, en matière de reconnaissance, notamment en ce qui concerne les critères et procédures d'évaluation des qualifications, et l'élaboration de matériels pour de bonnes pratiques en matière de reconnaissance, dans le respect des lois, règlements et politiques des États Parties ; et
 - (d) fournir dans un délai raisonnable des informations adéquates sur tout établissement relevant de son système d'enseignement supérieur, ainsi que sur tout programme géré par ces établissements, en vue de permettre aux autorités compétentes des autres États Parties de déterminer si la qualité des qualifications délivrées par ces établissements justifie leur reconnaissance dans l'État Partie où cette reconnaissance est demandée.

Article IX. Évaluation des demandes

1. En première instance, la responsabilité de fournir les informations adéquates incombe au postulant, qui doit les fournir de bonne foi.
2. Chaque État Partie s'assure que les établissements relevant de ses systèmes d'enseignement supérieur fournissent, dans la mesure du possible, sur demande, dans un délai raisonnable et gratuitement, des informations pertinentes au titulaire d'une qualification à l'établissement ou aux autorités compétentes concernées en matière de reconnaissance de l'État Partie où la reconnaissance est demandée.
3. Chaque État Partie doit veiller à ce que l'organisme qui réalise une évaluation en vue d'une reconnaissance justifie pour quelles raisons une demande ne remplit pas les conditions ou quelles différences substantielles ont été identifiées.

Article X. Informations sur les autorités compétentes en matière de reconnaissance

1. Chaque État Partie désigne officiellement au dépositaire de la présente Convention les autorités compétentes pour statuer en matière de reconnaissance dans sa juridiction.
2. S'il existe des autorités centrales compétentes en matière de reconnaissance dans un État Partie, elles sont immédiatement liées par les dispositions de la présente Convention et prennent les mesures nécessaires pour en assurer l'application dans la juridiction dudit État Partie.
3. Lorsque ce sont des unités constitutives qui ont compétence pour statuer en matière de reconnaissance, l'État Partie fournit au dépositaire un bref rapport sur sa situation ou structure constitutionnelle au moment de la signature ou lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, et de toute autre modification à la structure par la suite. En pareil cas, les autorités compétentes des unités constitutives concernées prennent,

dans la mesure du possible compte tenu de la situation et de la structure constitutionnelles de l'État Partie, les mesures nécessaires pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention dans la juridiction dudit État Partie.

4. Lorsque ce sont des établissements d'enseignement supérieur ou d'autres entités qui ont compétence pour statuer individuellement en matière de reconnaissance, chaque État Partie ou unité constituante, selon sa situation ou structure constitutionnelle, doit communiquer le texte de la présente Convention à ces établissements ou entités et prendre toutes les mesures nécessaires pour les inciter à l'examiner favorablement et à en appliquer les dispositions.
5. Les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux obligations incombant aux États Parties en vertu de la présente Convention.

Article XI. Conditions complémentaires pour l'admission à des programmes de l'enseignement supérieur

1. Lorsque l'admission à des programmes particuliers de l'enseignement supérieur est subordonnée à des conditions spécifiques, complémentaires aux conditions générales d'accès, les autorités compétentes de l'État Partie concerné peuvent imposer ces mêmes conditions spécifiques aux titulaires de qualifications obtenues dans d'autres États Parties ou peuvent évaluer si les postulants titulaires de qualifications obtenues dans d'autres États Parties remplissent des conditions équivalentes.
2. Lorsque, dans l'État Partie où elles ont été obtenues, les qualifications ne donnent accès à l'enseignement supérieur que si elles sont accompagnées d'attestations de réussite à des examens complémentaires, en tant que condition préalable à l'accès, les autres États Parties peuvent conditionner l'accès aux mêmes exigences ou offrir une alternative permettant de satisfaire à ces exigences supplémentaires au sein de leur propre système d'enseignement.
3. Sans préjudice des dispositions de l'article IV, l'admission dans un établissement déterminé de l'enseignement supérieur ou à un programme déterminé de cet établissement peut, selon des règles justes et transparentes, être limitée ou sélective.
4. En ce qui concerne le paragraphe 3 du présent article, les procédures d'admission doivent être conçues de telle sorte que l'évaluation des qualifications obtenues à l'étranger soit effectuée conformément aux principes de transparence, d'équité et de non-discrimination énoncés à l'article III.
5. Sans préjudice des dispositions de l'article IV, l'admission dans un établissement déterminé de l'enseignement supérieur peut être subordonnée à la maîtrise suffisante par le titulaire de la qualification de la langue ou des langues d'enseignement de l'établissement concerné, ou d'autres langues spécifiées.
6. Aux fins de l'admission à des programmes d'enseignement supérieur, chaque État Partie peut subordonner la reconnaissance des qualifications délivrées par un établissement d'enseignement étranger situé sous sa juridiction à des conditions spécifiques de sa législation et de ses règlements, ou de l'une de ses unités constituantes, ou à des accords spécifiques conclus avec l'État Partie d'origine de cet établissement.

SECTION V. STRUCTURES DE MISE EN ŒUVRE ET COOPÉRATION

Article XII. Structures de mise en œuvre

Les États Parties sont convenus d'appliquer la présente Convention par le biais des structures ci-après, ou en coopération avec elles :

1. les structures nationales de mise en œuvre ;
2. les réseaux de structures nationales de mise en œuvre ;
3. les organisations nationales, régionales et mondiales d'accréditation, d'assurance qualité, de cadres de qualification et de reconnaissance des qualifications ;
4. la Conférence intergouvernementale des États Parties ;

5. les comités des conventions régionales sur la reconnaissance.

Article XIII. Structures nationales de mise en œuvre

1. Afin de faciliter la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur, les États Parties s'engagent à mettre en œuvre la présente Convention par l'intermédiaire d'organismes compétents, y compris des centres nationaux d'information ou des entités similaires.
2. Chaque État Partie indiquera au Secrétariat de la Conférence intergouvernementale des États Parties ses structures nationales de mise en œuvre et l'informerá de tout changement à cet égard.
3. Les structures nationales de mise en œuvre doivent constituer des réseaux et y participer activement.

Article XIV. Réseaux des structures nationales de mise en œuvre

1. Sous l'égide de la Conférence intergouvernementale des États Parties, les réseaux sont composés des structures nationales de mise en œuvre des États Parties, et doivent soutenir et aider à la mise en œuvre pratique de la présente Convention.
2. Les réseaux doivent fournir aux États Parties qui en font la demande un échange d'informations, un renforcement des capacités et un appui technique.
3. Les réseaux s'efforcent de resserrer la coopération interrégionale dans le cadre de la présente Convention et entretiennent des liens avec la Conférence intergouvernementale des États Parties.
4. Les États Parties peuvent participer aux réseaux régionaux établis dans le cadre des conventions régionales sur la reconnaissance ou peuvent constituer de nouveaux réseaux. La participation aux réseaux régionaux existants est subordonnée à l'accord des comités des conventions régionales sur la reconnaissance concernés.

Article XV. La Conférence intergouvernementale des États Parties

1. Il est établi une Conférence intergouvernementale des États Parties dénommée ci-après « la Conférence ».
2. La Conférence est composée de représentants de tous les États Parties à la présente Convention.
3. Les États qui ne sont pas Parties à la présente Convention, ainsi que les présidents des Comités des conventions régionales sur la reconnaissance, sont invités à participer aux sessions de la Conférence en qualité d'observateurs.
4. Les organisations internationales et régionales concernées ainsi que des représentants d'organisations gouvernementales ou non gouvernementales œuvrant dans le domaine de la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur peuvent également être invités à assister aux sessions de la Conférence en qualité d'observateurs.
5. La Conférence se réunit en session ordinaire au moins tous les deux ans. Elle peut se réunir en session extraordinaire si elle en décide ainsi ou à la demande d'au moins un tiers des États Parties. Elle doit avoir un programme de travail intérimaire pour ce qui est des activités entre les sessions. La Conférence présente un rapport à chacune des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'UNESCO.
6. La Conférence se réunit pour la première fois dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention et à cette occasion adopte son Règlement intérieur.
7. La Conférence s'attache à promouvoir l'application de la présente Convention et veille à sa mise en œuvre en adoptant des recommandations, des déclarations, des modèles de bonnes pratiques ou tout autre texte subsidiaire pertinent au niveau mondial ou interrégional.

8. La Conférence peut adopter des directives opérationnelles à l'intention des États Parties à la présente Convention, en consultation avec les comités des conventions régionales sur la reconnaissance.
9. La Conférence doit soutenir le suivi des activités de contrôle et d'établissement de rapports aux organes directeurs de l'UNESCO sur la mise en œuvre de la présente Convention.
10. La Conférence doit coopérer avec les comités des conventions régionales sur la reconnaissance sous l'égide de l'UNESCO.
11. La Conférence doit assurer l'échange d'informations nécessaires avec les comités des conventions régionales sur la reconnaissance.
12. La Conférence examine pour adoption les projets d'amendements à la présente Convention en conformité avec l'article XXIII. Les amendements adoptés ne doivent pas contrevenir aux principes de reconnaissance transparente, équitable, opportune et non discriminatoire énoncés dans la présente Convention.
13. Le Secrétariat de la Conférence est assuré par le Directeur général de l'UNESCO. Le Secrétariat établit la documentation de la Conférence ainsi que l'ordre du jour provisoire de ses réunions, et il veille à l'exécution de ses décisions.

SECTION VI. DISPOSITIONS FINALES

Article XVI. Ratification, acceptation ou approbation par les États membres

1. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des États membres de l'UNESCO et du Saint-Siège, conformément à leurs procédures constitutionnelles et législatives respectives.
2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article XVII. Adhésion

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État non membre de l'UNESCO mais membre des Nations Unies qui est invité à y adhérer par la Conférence générale de l'UNESCO.
2. La présente Convention est également ouverte à l'adhésion des territoires qui jouissent d'une complète autonomie interne, reconnue comme telle par l'Organisation des Nations Unies, mais qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et qui ont compétence pour les matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence de conclure des traités relatifs à ces matières.
3. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article XVIII. Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des États Parties qui ont déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement à celle-ci.
2. La présente Convention entre en vigueur pour tout autre État Partie trois mois après le dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion par celui-ci.

Article XIX. Relations entre les États Parties à la présente Convention et les Parties aux conventions régionales sur la reconnaissance et aux autres traités

1. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion à l'une des conventions régionales sur la reconnaissance ne constitue pas une condition préalable à la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion à la présente Convention.
2. Les États Parties à la présente Convention :

- (a) encouragent le soutien mutuel entre la présente Convention et les autres traités dont ils sont Parties, en particulier les conventions régionales sur la reconnaissance ;
 - (b) prennent en compte les dispositions pertinentes de la présente Convention lorsqu'ils interprètent et appliquent les conventions régionales sur la reconnaissance auxquelles ils sont Parties ou lorsqu'ils souscrivent à d'autres obligations internationales.
3. Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme modifiant les droits et obligations des États Parties au titre des conventions régionales sur la reconnaissance et de tout autre traité auxquelles ils sont parties.
4. Afin d'assurer une interaction cohérente entre la présente Convention, les conventions régionales sur la reconnaissance, tout autre accord bilatéral ou multilatéral pertinent, et tout autre traité ou convention existant ou futur dont un État Partie à la présente Convention serait ou pourrait devenir Partie, aucune disposition de la présente Convention ne peut être considérée comme dérogeant aux dispositions plus favorables à la reconnaissance, en particulier les dispositions relatives aux centres nationaux d'information, aux réseaux et aux différences substantielles.

Article XX. Régimes constitutionnels fédéraux ou non unitaires

Reconnaissant que les accords internationaux lient également les États Parties indépendamment de leurs systèmes constitutionnels, les dispositions ci-après s'appliquent aux États Parties ayant un régime constitutionnel fédéral ou non unitaire :

- (a) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des États Parties qui ne sont pas des États fédéraux ;
- (b) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence des unités constituantes d'un État Partie telles que provinces, États, comtés ou cantons, qui ne sont pas, en vertu du régime constitutionnel de la fédération, tenues de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, si nécessaire, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes desdites unités constituantes avec son avis favorable pour adoption.

Article XXI. Dénonciation

1. Tout État Partie a la possibilité de dénoncer la présente Convention à tout moment.
2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.
3. La dénonciation prend effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifie en rien les obligations découlant de la présente Convention, dont l'État Partie dénonçant est tenu de s'acquitter jusqu'à la date à laquelle le retrait prend effet.
4. La dénonciation de la présente Convention ne produit pas d'effet à l'égard :
- (a) des décisions de reconnaissance déjà reconnues en vertu de la présente Convention ;
 - (b) des évaluations de reconnaissance encore en cours en vertu de la présente Convention.

Article XXII. Fonctions du dépositaire

Le Directeur général de l'UNESCO, en sa qualité de dépositaire de la présente Convention, informe les États membres de l'Organisation, les États non-membres de l'Organisation visés à l'article XVII ci-dessus, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, des points suivants :

- (a) du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévus aux articles XVI et XVII ;
- (b) des dénonciations prévues à l'article XXI ;

- (c) des amendements à la Convention adoptés conformément à l'article XXIII et de la date proposée pour leur entrée en vigueur conformément à l'article XXIII.

Article XXIII. Amendements

1. Tout État Partie peut, par voie de communication écrite adressée au Directeur général, proposer des amendements à la présente Convention. Le Directeur général transmet cette communication à tous les États Parties. Si, dans les six mois qui suivent la date de transmission de la communication, la moitié au moins des États Parties à la Convention donne une réponse favorable à cette demande, le Directeur général présente cette proposition à la session suivante de la Conférence intergouvernementale des États Parties pour discussion et éventuelle adoption.
2. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants.
3. Les amendements à la présente Convention, une fois adoptés, sont soumis aux États Parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion.
4. Pour les États Parties qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou y ont adhéré, les amendements à la présente Convention entrent en vigueur trois mois après le dépôt des instruments visés au paragraphe 3 du présent article par les deux tiers des États Parties. Par la suite, pour chaque État Partie qui ratifie, accepte, approuve un amendement ou y adhère, cet amendement entre en vigueur trois mois après la date de dépôt par l'État Partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
5. Un État qui devient État Partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'amendements conformément au paragraphe 4 du présent article est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant :
 - (a) État Partie à la présente Convention ainsi amendée ; et
 - (b) État Partie à la présente Convention non amendée à l'égard de tout État Partie qui n'est pas lié par ces amendements.

Article XXIV. Enregistrement auprès de l'Organisation des Nations Unies

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'UNESCO.

Article XXV. Textes faisant foi

La présente Convention est établie en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe, les six textes faisant également foi.



Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

CONVENCIÓN MUNDIAL SOBRE EL RECONOCIMIENTO DE LAS CUALIFICACIONES RELATIVAS A LA EDUCACIÓN SUPERIOR

París, 25 de noviembre de 2019

CONVENCIÓN MUNDIAL SOBRE EL RECONOCIMIENTO DE LAS CUALIFICACIONES RELATIVAS A LA EDUCACIÓN SUPERIOR

PREÁMBULO

La Conferencia General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, reunida en París del 12 al 27 de noviembre de 2019, en su 40ª reunión,

Inspirada por una voluntad común de fortalecer los lazos educativos, geográficos, humanitarios, culturales, científicos y socioeconómicos entre los Estados partes y de mejorar el diálogo entre las regiones y el aprovechamiento compartido de sus instrumentos y prácticas de reconocimiento,

Recordando la Constitución de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura (UNESCO), en la que se estipula que “la Organización se propone contribuir a la paz y a la seguridad estrechando, mediante la educación, la ciencia y la cultura, la colaboración entre las naciones”,

Teniendo presentes las disposiciones de la Carta de las Naciones Unidas de 1945; la Declaración Universal de Derechos Humanos de 1948; la Convención sobre el Estatuto de los Refugiados de 1951 y su Protocolo de 1967; la Convención sobre el Estatuto de los Apátridas de 1954; la Convención de la UNESCO relativa a la Lucha contra las Discriminaciones en la Esfera de la Enseñanza de 1960 y, en particular, su artículo 4.a; el Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales de 1966; y la Convención de la UNESCO sobre la Enseñanza Técnica y Profesional de 1989,

Teniendo presentes la Recomendación de la UNESCO sobre la Convalidación de los Estudios, Títulos y Diplomas de Enseñanza Superior de 1993; la Recomendación de la UNESCO relativa a la Condición del Personal Docente de la Enseñanza Superior de 1997; la Declaración de las Naciones Unidas sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas de 2007; y la Recomendación de la UNESCO sobre la Ciencia y los Investigadores Científicos de 2017,

Basándose en los convenios regionales de la UNESCO de reconocimiento de las cualificaciones relativas a la educación superior,

Reafirmando la responsabilidad de los Estados partes de promover una educación inclusiva y equitativa de calidad a todos los niveles y oportunidades de aprendizaje permanente para todos,

Consciente de la creciente cooperación internacional en la esfera de la educación superior, de la movilidad de educandos, trabajadores, profesionales, investigadores y académicos y de los cambios en la investigación científica, así como de las diferentes modalidades, métodos, avances e innovaciones en la enseñanza y el aprendizaje,

Considerando que la educación superior, que imparten instituciones públicas y privadas, es un bien y una responsabilidad públicos, y **consciente** de la necesidad de defender y proteger los principios de libertad académica y de autonomía de las instituciones de educación superior,

Convencida de que el reconocimiento internacional de las cualificaciones relativas a la educación superior facilitará la interdependencia del aprendizaje y el desarrollo de conocimientos mediante la movilidad de los educandos y del aprendizaje, de los académicos, de las investigaciones y los investigadores científicos y de los trabajadores y profesionales y reforzará la cooperación internacional en la esfera de la educación superior,

Respetando la diversidad cultural entre los Estados partes, incluidas, entre otras cosas, las diferencias en las tradiciones educativas y en los valores de la educación superior,

Deseosa de responder a la necesidad de contar con una convención mundial sobre el reconocimiento de las cualificaciones relativas a la educación superior para complementar los convenios regionales de la UNESCO de reconocimiento de las cualificaciones relativas a la educación superior y mejorar la cohesión entre ellos,

Convencida de la necesidad de encontrar soluciones comunes, prácticas y transparentes para

mejorar las prácticas de reconocimiento en el plano mundial,

Convencida de que la presente Convención promoverá la movilidad internacional, así como la comunicación y la cooperación en lo que respecta a procedimientos justos y transparentes de reconocimiento, y el aseguramiento de la calidad y la integridad académica en el ámbito de la educación superior en el plano mundial,

Aprueba, el veinticinco de noviembre de dos mil diecinueve, la presente Convención.

SECCIÓN I. DEFINICIÓN DE LOS TÉRMINOS

Artículo I

A los efectos de la presente Convención, se aplicarán las siguientes definiciones:

Acceso (a la educación superior): derecho que se otorga a toda persona que posee una cualificación a solicitar su admisión en un nivel de educación superior y ser tenida en cuenta a tal efecto.

Admisión (en instituciones y programas de educación superior): acto o sistema que permite a los solicitantes cualificados cursar estudios de educación superior en una institución o un programa determinados.

Aprendizaje anterior: experiencia, conocimientos, habilidades, actitudes y competencias que una persona ha adquirido como resultado del aprendizaje formal, no formal e informal, evaluados en función de un determinado conjunto de normas, objetivos o resultados del aprendizaje.

Aprendizaje formal: aprendizaje derivado de actividades realizadas en un entorno de aprendizaje estructurado, conducente a la obtención de una cualificación oficial, y proporcionado por una institución educativa reconocida por las autoridades competentes de un Estado parte y autorizada por estas a impartir dichas actividades de aprendizaje.

Aprendizaje informal: aprendizaje que se produce fuera del sistema de educación formal y que es resultado de actividades cotidianas relacionadas con el trabajo, la familia, la comunidad local o el ocio.

Aprendizaje no formal: aprendizaje adquirido en un marco de educación o de formación que hace hincapié en la vida laboral y que no pertenece al sistema de educación formal.

Aprendizaje permanente: proceso que comprende todas las actividades de aprendizaje, ya sea formal, no formal o informal, que abarca toda la vida de una persona y cuya finalidad consiste en mejorar y desarrollar las capacidades humanas, los conocimientos, las habilidades, las actitudes y las competencias.

Aseguramiento de la calidad: proceso continuo mediante el cual la(s) autoridad(es) competente(s) evalúa(n) la calidad de un sistema, una institución o un programa de educación superior para asegurar a las partes interesadas que se mantienen y mejoran de forma continua normas educativas aceptables.

Autoridad competente: persona o entidad que tiene la autoridad, la capacidad o la facultad legal para desempeñar una función designada.

Autoridad competente en materia de reconocimiento: entidad que, de conformidad con las leyes, los reglamentos, las políticas o las prácticas de un Estado parte, evalúa las cualificaciones o adopta decisiones sobre el reconocimiento de estas.

Convenios regionales de reconocimiento: los convenios de la UNESCO de reconocimiento de las cualificaciones relativas a la educación superior en cada una de las regiones de la UNESCO, incluido el Convenio de Convalidación de Estudios, Títulos y Diplomas de Educación Superior en los Estados Árabes y los Estados Europeos Ribereños del Mediterráneo.

Cualificación:

- a) **cualificación de educación superior:** todo título, diploma, certificado o distinción expedido por una autoridad competente acreditativo de haber concluido de manera satisfactoria un programa de educación superior, o validación de aprendizaje anterior,

cuando sea aplicable;

- b) cualificación que da acceso a la educación superior:** todo título, diploma, certificado o distinción expedido por una autoridad competente acreditativo de haber concluido de manera satisfactoria un programa de educación, o validación de aprendizaje anterior, cuando sea aplicable, y que confiere a su titular el derecho de ser tenido en cuenta para su admisión en la educación superior.

Desplazado: persona que se ha visto obligada a abandonar su localidad o entorno y sus actividades profesionales para trasladarse a otra localidad o entorno.

Diferencias sustanciales: diferencias significativas entre la cualificación extranjera y la cualificación del Estado parte que probablemente impedirían al solicitante tener éxito en una actividad que pretende realizar, por ejemplo, aunque no exclusivamente, estudios ulteriores, actividades de investigación u oportunidades de empleo.

Educación superior: todos los tipos de programas de estudios o conjuntos de cursos de estudios de nivel postsecundario reconocidos por las autoridades competentes de un Estado parte, o de una unidad constitutiva de este, como pertenecientes a su sistema de educación superior.

Educación transfronteriza: todas las modalidades de impartir educación que implican la circulación de personas, conocimientos, programas, proveedores y planes de estudios a través de las fronteras de los Estados partes, incluidos, aunque no exclusivamente, los programas de titulación conjunta internacional, la educación superior transfronteriza, la educación transnacional, la educación extraterritorial y la educación sin fronteras, cuya calidad está asegurada.

Estudios parciales: toda parte de un programa de educación superior que ha sido evaluada y que, aunque no constituye un programa completo, representa una adquisición significativa de conocimientos, habilidades, actitudes y competencias.

Evaluación: evaluación de las cualificaciones, los estudios parciales o el aprendizaje anterior de un solicitante por una autoridad competente en materia de reconocimiento que se dedica a la evaluación de cualificaciones.

Institución de educación superior: establecimiento donde se imparte educación superior reconocido por una autoridad competente de un Estado parte, o de una unidad constitutiva de este, como perteneciente a su sistema de educación superior.

Marco de cualificaciones: sistema de clasificación, publicación y organización de cualificaciones de calidad asegurada según un conjunto de criterios.

Modalidades de aprendizaje no tradicionales: mecanismos formales, no formales e informales para impartir programas educativos o realizar actividades de aprendizaje que no están basados principalmente en la interacción presencial entre el educador y el educando.

Movilidad: desplazamiento físico o virtual de personas fuera de su país con el propósito de estudiar, investigar, enseñar o trabajar.

Programa de educación superior: programa de estudios postsecundarios reconocido por la autoridad competente de un Estado parte, o de una unidad constitutiva de este, como perteneciente a su sistema de educación superior y cuya conclusión satisfactoria confiere al estudiante una cualificación de educación superior.

Reconocimiento: reconocimiento oficial por una autoridad competente en materia de reconocimiento de la validez y del nivel académico de una cualificación de educación obtenida en el extranjero, de estudios parciales o del aprendizaje anterior, con el propósito de conceder al solicitante, entre otras cosas, aunque no exclusivamente:

- a) el derecho de solicitar su admisión en la educación superior;
- b) la posibilidad de buscar oportunidades de empleo.

Reconocimiento parcial: reconocimiento parcial de una cualificación completa y concluida que no puede ser reconocida íntegramente debido a diferencias sustanciales demostradas por una

autoridad competente en materia de reconocimiento.

Región: cualquiera de las zonas geográficas comprendidas en la definición de regiones de la UNESCO con miras a la ejecución de las actividades de carácter regional de la Organización, a saber, África, América Latina y el Caribe, Asia y el Pacífico, Estados Árabes y Europa.

Requisitos:

- a) **requisitos generales:** condiciones que deben reunirse para acceder a la educación superior, o a un determinado nivel de esta, o para obtener una cualificación de educación superior en un determinado nivel;
- b) **requisitos específicos:** condiciones que deben reunirse, además de los requisitos generales, para lograr la admisión en un determinado programa de educación superior o para obtener una cualificación específica de educación superior en un ámbito de estudios particular.

Resultados del aprendizaje: conocimientos y habilidades adquiridos por un educando al concluir un proceso de aprendizaje.

Sistema de educación formal: sistema educativo de un Estado parte, incluidas todas las entidades reconocidas oficialmente que se encargan de la educación, así como las instituciones educativas públicas y privadas de todos los niveles reconocidas por las autoridades competentes de un Estado parte y autorizadas por estas a impartir instrucción y prestar otros servicios relacionados con la educación.

Solicitante:

- a) persona que somete a la autoridad competente en materia de reconocimiento una cualificación, estudios parciales o aprendizaje anterior para su evaluación o reconocimiento;
- b) entidad que actúa en nombre de una persona con su consentimiento.

Solicitante cualificado: persona que ha cumplido los criterios pertinentes y que se considera elegible para solicitar su admisión en la educación superior.

Titulación conjunta internacional: un tipo de titulación de educación transfronteriza; una titulación única reconocida o autorizada y conferida de manera conjunta, tras la finalización de un programa integrado, coordinado y ofrecido conjuntamente, por dos o más instituciones de educación superior que pertenecen a más de un país.

Unidades constitutivas: entidades oficiales de un Estado parte en la presente Convención a nivel de las jurisdicciones subnacionales, como provincias, estados, condados o cantones, de conformidad con el artículo XX b), regímenes constitucionales federales o no unitarios, de la Convención.

SECCIÓN II. OBJETIVOS DE LA CONVENCIÓN

Artículo II

Tomando como base los convenios regionales de reconocimiento y reforzando su coordinación, revisiones y logros, los objetivos de la presente Convención son:

1. promover y fortalecer la cooperación internacional en la esfera de la educación superior;
2. apoyar las iniciativas, políticas e innovaciones en el plano interregional para la cooperación internacional en la esfera de la educación superior;
3. facilitar la movilidad mundial y el mérito en la educación superior para el beneficio mutuo de los titulares de cualificaciones, las instituciones de educación superior, los empleadores y cualquier otra parte interesada de los Estados partes en la presente Convención, comprendiendo y respetando al mismo tiempo la diversidad de los sistemas de educación superior de los Estados partes;

4. proporcionar un marco global inclusivo para el reconocimiento justo, transparente, consistente, coherente, oportuno y fiable de las cualificaciones relativas a la educación superior;
5. respetar, defender y proteger la autonomía y la diversidad de las instituciones y los sistemas de educación superior;
6. fomentar la confianza en la calidad y la fiabilidad de las cualificaciones mediante, entre otras cosas, la promoción de la integridad y las prácticas éticas;
7. promover una cultura de aseguramiento de la calidad en las instituciones y los sistemas de educación superior y desarrollar las capacidades necesarias para lograr la fiabilidad, la consistencia y la complementariedad en materia de aseguramiento de la calidad, marcos de cualificación y reconocimiento de las cualificaciones, a fin de apoyar la movilidad internacional;
8. impulsar la elaboración, la recopilación y el intercambio de información accesible, actualizada, fiable, transparente y pertinente y la difusión de mejores prácticas entre las partes interesadas, los Estados partes y las regiones;
9. alentar, mediante el reconocimiento de las cualificaciones, el acceso inclusivo y equitativo a la educación superior de calidad y apoyar las oportunidades de aprendizaje permanente para todos, incluidos los refugiados y los desplazados;
10. fomentar en el plano mundial la utilización óptima de los recursos humanos y educativos con miras a promover la educación para el desarrollo sostenible, y contribuir al desarrollo estructural, económico, tecnológico, cultural, democrático y social de todas las sociedades.

SECCIÓN III. PRINCIPIOS BÁSICOS PARA EL RECONOCIMIENTO DE LAS CUALIFICACIONES RELATIVAS A LA EDUCACIÓN SUPERIOR

Artículo III

Para el reconocimiento de las cualificaciones relativas a la educación superior, la presente Convención establece los siguientes principios:

1. las personas tienen derecho a que se evalúen sus cualificaciones con el propósito de solicitar su admisión en estudios de educación superior o de buscar oportunidades de empleo;
2. el reconocimiento de las cualificaciones debería ser transparente, justo, oportuno y no discriminatorio, de conformidad con las normas y los reglamentos de cada Estado parte, y debería ser asequible;
3. las decisiones de reconocimiento se basan en la confianza, criterios claros y procedimientos justos, transparentes y no discriminatorios, y subrayan la importancia crucial del acceso equitativo a la educación superior como bien público que puede conducir a oportunidades de empleo;
4. las decisiones de reconocimiento se basan en información adecuada, fiable, accesible y actualizada sobre los sistemas, las instituciones, los programas y los mecanismos de aseguramiento de la calidad de la educación superior que haya sido impartida por conducto de las autoridades competentes de los Estados partes, los centros nacionales de información oficiales o entidades similares;
5. las decisiones de reconocimiento se adoptan con el debido respeto a la diversidad de los sistemas de educación superior de todo el mundo;
6. las autoridades competentes en materia de reconocimiento que realizan evaluaciones para el reconocimiento efectuarán esta labor de buena fe, aportando razones claras para sus decisiones, y contarán con mecanismos para apelar las decisiones de reconocimiento;
7. los solicitantes de reconocimiento de sus cualificaciones proporcionan de buena fe información y documentación adecuada y precisa sobre las cualificaciones que han obtenido y tienen derecho a apelar la decisión;

8. los Estados partes se comprometen a adoptar medidas para erradicar todas las formas de prácticas fraudulentas en relación con las cualificaciones de la educación superior, promoviendo el uso de tecnologías modernas y el establecimiento de redes entre los Estados partes.

SECCIÓN IV. OBLIGACIONES DE LOS ESTADOS PARTES EN LA CONVENCIÓN

La presente Convención establece las siguientes obligaciones para los Estados partes:

Artículo IV. Reconocimiento de las cualificaciones que dan acceso a la educación superior

1. Cada Estado parte reconocerá, a efectos del acceso a su sistema de educación superior, las cualificaciones y el aprendizaje anterior documentado o certificado obtenidos en otros Estados partes que cumplan los requisitos generales de acceso a la educación superior en dichos Estados partes, a menos que se pueda demostrar que existen diferencias sustanciales entre los requisitos generales de acceso en el Estado parte donde se obtuvo la cualificación y en el Estado parte donde se solicita su reconocimiento. Como alternativa, bastará con que un Estado parte permita al titular de una cualificación expedida en otro Estado parte obtener una evaluación de dicha cualificación.
2. Las cualificaciones obtenidas mediante modalidades de aprendizaje no tradicionales reconocidas que estén sujetas a mecanismos de aseguramiento de la calidad comparables se evaluarán de acuerdo con las normas y los reglamentos del Estado parte, o de la unidad constitutiva de este, utilizando los mismos criterios aplicados a cualificaciones similares obtenidas mediante modalidades de aprendizaje tradicionales.
3. Cuando una cualificación dé acceso únicamente a determinados tipos de instituciones o programas de educación superior en el Estado parte donde se obtuvo, cada Estado parte garantizará al titular de dicha cualificación el acceso a determinados tipos de instituciones o programas similares pertenecientes a su sistema de educación superior, si están disponibles, a menos que se pueda demostrar que existen diferencias sustanciales.

Artículo V. Reconocimiento de las cualificaciones de educación superior

1. Cada Estado parte reconocerá las cualificaciones de educación superior conferidas en otro Estado parte, a menos que se pueda demostrar que existen diferencias sustanciales entre la cualificación cuyo reconocimiento se solicita y la cualificación correspondiente en el Estado parte donde se solicita el reconocimiento. Como alternativa, bastará con que un Estado parte permita al titular de una cualificación de educación superior expedida en otro Estado parte obtener una evaluación de dicha cualificación, a solicitud del titular.
2. Las cualificaciones de educación superior obtenidas mediante modalidades de aprendizaje no tradicionales reconocidas que estén sujetas a mecanismos de aseguramiento de la calidad comparables y que se consideren elementos constitutivos del sistema de educación superior de un Estado parte se evaluarán de acuerdo con las normas y los reglamentos del Estado parte donde se solicita el reconocimiento, o de la unidad constitutiva de este, utilizando los mismos criterios que se aplican a cualificaciones similares obtenidas mediante modalidades de aprendizaje tradicionales.
3. Las cualificaciones de educación superior obtenidas mediante educación transfronteriza con titulación conjunta internacional o mediante cualquier otro programa conjunto realizado en más de un país, de los cuales al menos uno sea Estado parte en la presente Convención, se evaluarán de acuerdo con las normas y los reglamentos del Estado parte donde se solicita el reconocimiento, o de la unidad constitutiva de este, utilizando los mismos criterios que se aplican a las cualificaciones obtenidas mediante programas realizados en un solo país.
4. El reconocimiento en un Estado parte de una cualificación de educación superior expedida en otro Estado parte tendrá al menos uno de los resultados siguientes:
 - a) otorgará al titular el derecho de solicitar la admisión en estudios ulteriores de educación superior, en las mismas condiciones que las aplicables a los titulares de cualificaciones de educación superior del Estado parte donde se solicita el reconocimiento;

- b) otorgará al titular el derecho de utilizar el título asociado a una cualificación de educación superior de acuerdo con las leyes y los reglamentos del Estado parte donde se solicita el reconocimiento, o de la unidad constitutiva de este.

Además, la evaluación y el reconocimiento pueden posibilitar que los solicitantes cualificados busquen oportunidades de empleo, con arreglo a las leyes y los reglamentos del Estado parte donde se solicita el reconocimiento, o de la unidad constitutiva de este.

5. Cuando una autoridad competente en materia de reconocimiento pueda demostrar que existen diferencias sustanciales entre la cualificación cuyo reconocimiento se solicita y la cualificación correspondiente en el Estado parte donde se solicita el reconocimiento, la autoridad competente en materia de reconocimiento tratará de determinar si puede concederse un reconocimiento parcial.
6. Cada Estado parte podrá supeditar el reconocimiento de las cualificaciones de educación superior obtenidas mediante educación transfronteriza o instituciones educativas extranjeras que operen en su jurisdicción a los requisitos específicos de las leyes o los reglamentos del Estado parte, o de la unidad constitutiva de este, o a acuerdos específicos concertados con el Estado parte de origen de dichas instituciones.

Artículo VI. Reconocimiento de estudios parciales y aprendizaje anterior

1. Cada Estado parte podrá reconocer, a efectos de la finalización de un programa de educación superior o de la continuación de estudios de educación superior, según proceda, y teniendo en cuenta la legislación de los Estados partes relativa al acceso, los estudios parciales documentados o certificados o el aprendizaje anterior documentado o certificado realizados en otro Estado parte, a menos que se pueda demostrar que existen diferencias sustanciales entre los estudios parciales o el aprendizaje anterior y la parte del programa de educación superior que estos reemplazarían en el Estado parte donde se solicita el reconocimiento. Como alternativa, bastará con que un Estado parte permita a una persona que haya realizado estudios parciales documentados o certificados o un aprendizaje anterior documentado o certificado en otro Estado parte obtener una evaluación de dichos estudios parciales o aprendizaje anterior, a solicitud de la persona interesada.
2. La finalización parcial documentada o certificada de programas de educación superior impartidos mediante modalidades de aprendizaje no tradicionales reconocidas que estén sujetos a mecanismos de aseguramiento de la calidad comparables y que se consideren elementos constitutivos del sistema de educación superior de un Estado parte se evaluará de acuerdo con las normas y los reglamentos del Estado parte, o de la unidad constitutiva de este, utilizando los mismos criterios que se aplican a los estudios parciales impartidos mediante modalidades de aprendizaje tradicionales.
3. La finalización parcial documentada o certificada de programas de educación superior impartidos mediante educación transfronteriza con titulación conjunta internacional o mediante cualquier otro programa conjunto realizado en más de un país, de los cuales al menos uno sea Estado parte en la presente Convención, se evaluará de acuerdo con las normas y los reglamentos del Estado parte, o de la unidad constitutiva de este, utilizando los mismos criterios que se aplican a los estudios parciales realizados en un solo país.

Artículo VII. Reconocimiento de estudios parciales y de cualificaciones de refugiados y desplazados

Cada Estado parte adoptará las medidas necesarias y posibles, en el marco de su sistema de educación y de conformidad con sus disposiciones constitucionales, legislativas y reglamentarias, para elaborar procedimientos razonables destinados a evaluar de manera justa y eficiente si los refugiados y los desplazados cumplen los requisitos pertinentes de acceso a la educación superior, a programas ulteriores de educación superior o a la búsqueda de oportunidades de empleo, incluso en los casos en que no pueda demostrarse mediante pruebas documentales que se han obtenido estudios parciales, aprendizaje anterior o cualificaciones en otro país.

Artículo VIII. Información para la evaluación y el reconocimiento

1. Cada Estado parte establecerá sistemas transparentes para la descripción completa de las cualificaciones y los resultados del aprendizaje obtenidos en su territorio.
2. Cada Estado parte, en la medida de lo posible sobre la base de su situación y estructura constitucionales, legislativas y reglamentarias, establecerá un sistema objetivo y fiable de aprobación, reconocimiento y aseguramiento de la calidad de sus instituciones de educación superior, a fin de fomentar la confianza en su sistema de educación superior.
3. Cada Estado parte establecerá y mantendrá un centro nacional de información o entidades similares para proporcionar acceso a información pertinente, precisa y actualizada sobre su sistema de educación superior.
4. Cada Estado parte alentará el uso de tecnologías para velar por la facilidad de acceso a la información.
5. Cada Estado parte:
 - a) proporcionará acceso a información fidedigna y precisa sobre sus sistemas de educación superior, cualificaciones, aseguramiento de la calidad y marcos de cualificaciones, si procede;
 - b) facilitará la difusión de información precisa sobre los sistemas y cualificaciones de educación superior y las cualificaciones que dan acceso a la educación superior de los demás Estados partes, así como el acceso a dicha información;
 - c) brindará asesoramiento e información, cuando proceda, sobre cuestiones relativas al reconocimiento, en particular por lo que respecta a los criterios y procedimientos de evaluación de las cualificaciones, y la elaboración de materiales para las buenas prácticas de reconocimiento, de conformidad con las leyes, los reglamentos y las políticas del Estado parte;
 - d) velará por que se proporcione, en un plazo razonable, información adecuada sobre toda institución perteneciente a su sistema de educación superior, así como sobre todo programa operado por dichas instituciones, con objeto de que las autoridades competentes de otros Estados partes puedan comprobar si la calidad de las cualificaciones expedidas por esas instituciones justifica el reconocimiento en el Estado parte donde este se solicita.

Artículo IX. Evaluación de una solicitud

1. La responsabilidad de proporcionar la información adecuada incumbe, en primera instancia, al solicitante, que deberá proporcionarla de buena fe.
2. Cada Estado parte velará por que las instituciones pertenecientes a su sistema de educación proporcionen, en la medida de lo posible, previa solicitud, en un plazo razonable y sin costo alguno, información pertinente al titular de una cualificación o a la institución o autoridad competente en materia de reconocimiento del Estado parte donde este se solicita.
3. Cada Estado parte velará por que el organismo que realiza una evaluación con fines de reconocimiento demuestre los motivos por los que una solicitud no cumple los requisitos o cuáles son las diferencias sustanciales que se observan.

Artículo X. Información sobre las autoridades competentes en materia de reconocimiento

1. Cada Estado parte proporcionará al depositario de la presente Convención una lista oficial de las autoridades competentes encargadas de adoptar decisiones en materia de reconocimiento en su jurisdicción.
2. Cuando en un Estado parte haya autoridades centrales competentes en materia de reconocimiento, estas quedarán obligadas de inmediato por las disposiciones de la presente Convención y adoptarán las medidas necesarias para velar por su aplicación en la jurisdicción de dicho Estado parte.

3. Cuando la competencia para adoptar decisiones en materia de reconocimiento incumba a las unidades constitutivas, el Estado parte proporcionará al depositario un breve informe sobre su situación o estructura constitucionales en el momento de la firma o al depositar su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión, así como sobre cualquier otro cambio ulterior. En dichos casos, las autoridades competentes en materia de reconocimiento de las unidades constitutivas designadas adoptarán, en la medida de lo posible de acuerdo con la situación o estructura constitucionales del Estado parte, las medidas necesarias para velar por la aplicación de las disposiciones de la presente Convención en la jurisdicción del Estado parte.
4. Cuando la competencia para adoptar decisiones en materia de reconocimiento incumba a las instituciones de educación superior o a otras entidades, cada Estado parte o unidad constitutiva de este, según su situación o estructura constitucionales, transmitirá el texto de la presente Convención a dichas instituciones o entidades y adoptará todas las medidas necesarias para alentarlas a examinar favorablemente y aplicar sus disposiciones.
5. Las disposiciones de los párrafos 2, 3 y 4 del presente artículo se aplicarán, *mutatis mutandis*, a las obligaciones de los Estados partes en virtud de la presente Convención.

Artículo XI. Requisitos adicionales de admisión en programas de educación superior

1. Cuando la admisión en determinados programas de educación superior dependa del cumplimiento de requisitos específicos además de los requisitos generales de acceso, las autoridades competentes del Estado parte interesado podrán imponer esos mismos requisitos específicos a los titulares de cualificaciones obtenidas en otros Estados partes o evaluar si los solicitantes con cualificaciones obtenidas en otros Estados partes cumplen los requisitos equivalentes.
2. Cuando las cualificaciones que dan acceso a la educación superior en un Estado parte solo se expidan en combinación con exámenes complementarios como condición previa de acceso, los demás Estados partes podrán condicionar el acceso al cumplimiento de estos requisitos u ofrecer una alternativa que permita satisfacer estos requisitos adicionales dentro de su propio sistema de educación.
3. Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo IV, la admisión en una determinada institución de educación superior, o en un determinado programa de dicha institución, podrá ser limitada o selectiva, de conformidad con reglamentos justos y transparentes.
4. Con respecto al párrafo 3 del presente artículo, los procedimientos de admisión deberán concebirse para que la evaluación de las cualificaciones extranjeras se efectúe de conformidad con los principios de transparencia, justicia y no discriminación enunciados en el artículo III.
5. Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo IV, la admisión en una determinada institución de educación superior podrá condicionarse a la demostración, por el titular de la cualificación, de que tiene conocimientos suficientes de la lengua o las lenguas de enseñanza de la institución interesada, o de otras lenguas que se especifiquen.
6. A los efectos de la admisión en programas de educación superior, cada Estado parte podrá condicionar el reconocimiento de las cualificaciones expedidas por instituciones educativas extranjeras que operen en su jurisdicción a requisitos específicos de sus leyes y reglamentos o de las leyes y los reglamentos de su unidad constitutiva, o a acuerdos específicos concertados con el Estado parte de origen de dichas instituciones.

SECCIÓN V. ESTRUCTURAS DE APLICACIÓN Y COOPERACIÓN

Artículo XII. Estructuras de aplicación

Los Estados partes acuerdan aplicar la presente Convención mediante o en cooperación con:

1. estructuras nacionales de aplicación;
2. redes de estructuras nacionales de aplicación;

3. organizaciones nacionales, regionales y mundiales de acreditación, aseguramiento de la calidad, marcos de cualificación y reconocimiento de cualificaciones;
4. la Conferencia Intergubernamental de los Estados Partes;
5. los comités de los convenios regionales de reconocimiento.

Artículo XIII. Estructuras nacionales de aplicación

1. A fin de facilitar el reconocimiento de las cualificaciones de educación superior, los Estados partes se comprometen a aplicar la presente Convención por conducto de los organismos pertinentes, en particular los centros nacionales de información o entidades similares.
2. Cada Estado parte transmitirá a la Secretaría de la Conferencia Intergubernamental de los Estados Partes información relativa a sus estructuras nacionales de aplicación y a cualquier modificación al respecto.
3. Las estructuras nacionales de aplicación deberían organizarse en redes y participar activamente en ellas.

Artículo XIV. Redes de estructuras nacionales de aplicación

1. Bajo los auspicios de la Conferencia Intergubernamental de los Estados Partes, las redes estarán compuestas por las estructuras nacionales de aplicación de los Estados partes, defenderán la aplicación práctica de la presente Convención y prestarán asistencia a este respecto.
2. Las redes facilitarán el intercambio de información, el desarrollo de capacidades y el apoyo técnico a los Estados partes que lo soliciten.
3. Las redes procurarán fortalecer la cooperación interregional en virtud de la presente Convención y mantener vínculos con la Conferencia Intergubernamental de los Estados Partes.
4. Los Estados partes podrán participar en las redes regionales existentes, establecidas en el marco de los convenios regionales de reconocimiento, o crear nuevas redes. La participación en las redes regionales existentes estará supeditada al acuerdo de los comités de los convenios regionales de reconocimiento pertinentes.

Artículo XV. La Conferencia Intergubernamental de los Estados Partes

1. Se establecerá la Conferencia Intergubernamental de los Estados Partes, en lo sucesivo denominada "la Conferencia".
2. La Conferencia estará compuesta por representantes de todos los Estados partes en la presente Convención.
3. Se invitará a los Estados que no sean Estados partes en la presente Convención, así como a los presidentes de los comités de los convenios regionales de reconocimiento, a que participen en las reuniones de la Conferencia en calidad de observadores.
4. Se podrá invitar también a que asistan a las reuniones de la Conferencia, en calidad de observadores, a representantes de organizaciones internacionales y regionales pertinentes, así como a representantes de organizaciones gubernamentales y no gubernamentales que trabajen en la esfera del reconocimiento de las cualificaciones de la educación superior.
5. La Conferencia celebrará una reunión ordinaria al menos cada dos años. Podrá celebrar reuniones extraordinarias si así se decide o a petición de al menos un tercio de los Estados partes. La Conferencia tendrá un programa de trabajo provisional relativo a las actividades entre reuniones. Asimismo, presentará un informe a la Conferencia General de la UNESCO en cada una de sus reuniones ordinarias.
6. La Conferencia se reunirá por primera vez en un plazo de dos años a partir de la entrada en vigor de la presente Convención y, en ese momento, aprobará su propio reglamento.

7. La Conferencia promoverá la aplicación de la presente Convención y supervisará su puesta en práctica mediante la adopción de recomendaciones, declaraciones, modelos de buenas prácticas o cualquier texto subsidiario pertinente en el plano mundial o interregional.
8. La Conferencia podrá adoptar directrices operacionales destinadas a los Estados partes en la presente Convención, en consulta con los comités de los convenios regionales de reconocimiento.
9. La Conferencia apoyará el seguimiento de las actividades relacionadas con la supervisión por los órganos rectores de la UNESCO y con la presentación de informes a dichos órganos en lo que respecta a la aplicación de la presente Convención.
10. La Conferencia cooperará con los comités de los convenios regionales de reconocimiento bajo los auspicios de la UNESCO.
11. La Conferencia velará por que se realice el intercambio de información necesario entre la Conferencia y los comités de los convenios regionales de reconocimiento.
12. La Conferencia examinará los proyectos de modificación de la presente Convención para su aprobación, de conformidad con el artículo XXIII. Las modificaciones adoptadas no menoscabarán los principios de reconocimiento transparente, justo, oportuno y no discriminatorio enunciados en la presente Convención.
13. El Director General de la UNESCO facilitará la Secretaría de la Conferencia. La Secretaría preparará la documentación de la Conferencia, así como el proyecto de orden del día de sus reuniones, y velará por el cumplimiento de sus decisiones.

SECCIÓN VI. DISPOSICIONES FINALES

Artículo XVI. Ratificación, aceptación o aprobación por los Estados Miembros

1. La presente Convención estará sujeta a la ratificación, aceptación o aprobación de los Estados Miembros de la UNESCO y de la Santa Sede, de conformidad con sus respectivos procedimientos constitucionales y legislativos.
2. Los instrumentos de ratificación, aceptación o aprobación se depositarán ante el Director General de la UNESCO.

Artículo XVII. Adhesión

1. La presente Convención quedará abierta a la adhesión de todo Estado que no sea miembro de la UNESCO, pero que sea miembro de las Naciones Unidas y que haya sido invitado por la Conferencia General de la UNESCO a adherirse a la Convención.
2. La presente Convención quedará abierta también a la adhesión de los territorios que gocen de plena autonomía interna reconocida por las Naciones Unidas, pero que no hayan alcanzado la plena independencia de conformidad con la resolución 1514 (XV) de la Asamblea General, y que tengan competencia sobre las cuestiones que rige esta Convención, incluida la competencia de suscribir tratados en relación con dichas cuestiones.
3. Los instrumentos de adhesión se depositarán ante el Director General de la UNESCO.

Artículo XVIII. Entrada en vigor

1. La presente Convención entrará en vigor tres meses después de la fecha de depósito del vigésimo instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión, pero solo con respecto a aquellos Estados partes que hayan depositado sus respectivos instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión en esa fecha o con anterioridad a ella.
2. La presente Convención entrará en vigor con respecto a cualquier otro Estado parte tres meses después de que haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión.

Artículo XIX. Relaciones entre los Estados partes en la presente Convención y las Partes en los convenios regionales de reconocimiento y en otros tratados

1. La ratificación, aceptación o aprobación de cualquiera de los convenios regionales de reconocimiento, o la adhesión a ellos, no será un requisito previo para la ratificación, aceptación o aprobación de la presente Convención o la adhesión a ella.
2. Los Estados partes en la presente Convención:
 - a) fomentarán la potenciación mutua entre la Convención y los demás tratados en los que sean partes, particularmente los convenios regionales de reconocimiento;
 - b) tendrán en cuenta las disposiciones pertinentes de la Convención cuando interpreten y apliquen los convenios regionales de reconocimiento en los que sean partes o cuando contraigan otras obligaciones internacionales.
3. Ninguna disposición de la presente Convención podrá interpretarse como una modificación de los derechos y las obligaciones de los Estados partes que emanen de los convenios regionales de reconocimiento y de cualesquiera otros tratados en los que sean partes.
4. Para velar por una interacción coherente entre la presente Convención, los convenios regionales de reconocimiento, cualesquiera otros acuerdos bilaterales o multilaterales pertinentes y cualquier otro tratado o convención existente o futuro en los que un Estado parte en esta Convención sea o pueda ser parte, ninguna de las disposiciones de la presente Convención podrá considerarse como una derogación de disposiciones más favorables en materia de reconocimiento, en particular de disposiciones relativas a centros nacionales de información, redes y diferencias sustanciales.

Artículo XX. Regímenes constitucionales federales o no unitarios

Reconociendo que los acuerdos internacionales son igualmente vinculantes para los Estados partes con independencia de sus regímenes constitucionales, se aplicarán las siguientes disposiciones a los Estados partes que tengan un régimen constitucional federal o no unitario:

- a) por lo que respecta a las disposiciones de la presente Convención cuya aplicación incumba al poder legislativo federal o central, las obligaciones del Gobierno federal o central serán idénticas a las de los Estados partes que no sean Estados federales;
- b) por lo que respecta a las disposiciones de la presente Convención cuya aplicación incumba a las unidades constitutivas de un Estado parte, como provincias, estados, condados o cantones, que, en virtud del régimen constitucional de la federación, no estén facultadas para adoptar medidas legislativas, el Gobierno federal comunicará esas disposiciones, junto con su dictamen favorable, según sea necesario, a las autoridades competentes de las unidades constitutivas de un Estado parte para que las aprueben.

Artículo XXI. Denuncia

1. Todo Estado parte en la presente Convención podrá denunciarla en cualquier momento.
2. La denuncia se notificará por medio de un instrumento escrito, que se depositará en poder del Director General de la UNESCO.
3. La denuncia surtirá efecto 12 meses después de la recepción del instrumento de denuncia. No modificará en modo alguno las obligaciones del Estado parte denunciante con arreglo a la presente Convención hasta la fecha en que la retirada sea efectiva.
4. La denuncia de la presente Convención no tendrá ninguna repercusión respecto de:
 - a) las decisiones de reconocimiento adoptadas previamente en virtud de las disposiciones de la Convención;
 - b) las evaluaciones para el reconocimiento que estén aún en curso en el marco de la Convención.

Artículo XXII. Funciones del depositario

El Director General de la UNESCO, en su calidad de depositario de la presente Convención, informará a los Estados Miembros de la Organización y a los Estados que no son miembros de la Organización a los que se hace referencia en el artículo XVII, así como a las Naciones Unidas, de:

- a) el depósito de todos los instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión previstos en los artículos XVI y XVII;
- b) las denuncias previstas en el artículo XXI;
- c) las modificaciones de la Convención adoptadas de conformidad con el artículo XXIII y de la fecha de entrada en vigor de las modificaciones propuestas de conformidad con el artículo XXIII.

Artículo XXIII. Modificaciones

1. Todo Estado parte en la presente Convención podrá proponer modificaciones de esta mediante una comunicación por escrito dirigida al Director General de la UNESCO. El Director General transmitirá la comunicación a todos los Estados partes. Si, en los seis meses siguientes a la fecha de envío de la comunicación, al menos la mitad de los Estados partes en la Convención responde favorablemente a la petición, el Director General someterá la propuesta a la Conferencia Intergubernamental de los Estados Partes en su siguiente reunión para su examen y eventual aprobación.
2. Las modificaciones serán aprobadas por una mayoría de dos tercios de los Estados partes presentes y votantes.
3. Una vez aprobadas, las modificaciones de la presente Convención deberán ser presentadas a los Estados partes para su ratificación, aceptación, aprobación o adhesión.
4. Para los Estados partes que hayan ratificado, aceptado o aprobado modificaciones de la presente Convención, o que se hayan adherido a ellas, las modificaciones entrarán en vigor tres meses después de que dos tercios de los Estados partes hayan depositado los instrumentos a los que se hace referencia en el párrafo 3 del presente artículo. A partir de ese momento, la modificación correspondiente entrará en vigor para cada Estado parte que la ratifique, acepte o apruebe, o que se adhiera a ella, tres meses después de la fecha en que el Estado parte haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión.
5. Un Estado que pase a ser Estado parte en la presente Convención después de la entrada en vigor de modificaciones con arreglo al párrafo 4 del presente artículo y que no manifieste una intención en sentido contrario será considerado:
 - a) Estado parte en la presente Convención así modificada;
 - b) Estado parte en la presente Convención no modificada con respecto a todo Estado parte que no esté obligado por las modificaciones en cuestión.

Artículo XXIV. Registro en las Naciones Unidas

De conformidad con el artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas, la presente Convención será registrada en la Secretaría de las Naciones Unidas a petición del Director General de la UNESCO.

Artículo XXV. Textos auténticos

La presente Convención ha sido redactada en árabe, chino, español, francés, inglés y ruso, siendo los seis textos igualmente auténticos.



Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

Глобальная конвенция о признании квалификаций, относящихся к высшему образованию

Париж, 25 ноября 2019 г.

Глобальная конвенция о признании квалификаций, относящихся к высшему образованию

ПРЕАМБУЛА

Генеральная конференция Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры на своей 40-й сессии, состоявшейся 12-27 ноября 2019 г. в Париже,

руководствуясь общим стремлением укреплять образовательные, географические, гуманитарные, культурные, научные и социально-экономические связи между государствами-участниками, а также способствовать развитию диалога между регионами и обмену информацией об используемых ими инструментах и процедурах признания,

напоминая, что в соответствии с Уставом Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры (ЮНЕСКО) «цель Организации состоит в том, чтобы содействовать укреплению мира и безопасности путем расширения сотрудничества народов в области образования, науки и культуры»,

памятуя о положениях Устава Организации Объединенных Наций (1945 г.), Всеобщей декларации прав человека (1948 г.), Конвенции о статусе беженцев (1951 г.) и Протокола к ней (1967 г.), Конвенции о статусе апатридов (1954 г.), Конвенции ЮНЕСКО о борьбе с дискриминацией в области образования (1960 г.), в частности о положениях пункта «а» статьи 4 этого документа, Международного пакта об экономических, социальных и культурных правах (1966 г.) и Конвенции ЮНЕСКО о техническом и профессиональном образовании (1989 г.),

принимая во внимание Рекомендацию ЮНЕСКО о признании учебных курсов и свидетельств о высшем образовании (1993 г.), Рекомендацию ЮНЕСКО о статусе преподавательских кадров высших учебных заведений (1997 г.), Декларацию Организации Объединенных Наций о правах коренных народов (2007 г.) и Рекомендацию ЮНЕСКО в отношении научной деятельности и научных работников (исследователей) (2017 г.),

основываясь на положениях региональных конвенций ЮНЕСКО о признании квалификаций, относящихся к высшему образованию,

подтверждая вновь ответственность государств-участников за поощрение всеохватного и равноправного качественного образования на всех уровнях и возможности обучения на протяжении всей жизни для всех,

принимая во внимание расширение международного сотрудничества в области высшего образования, мобильность студентов, работников, специалистов, исследователей и ученых и изменения в области научных исследований, а также разнообразие форм, методов, разработок и инноваций, используемых в учебно-образовательных целях,

рассматривая оказываемые государственными и частными учреждениями услуги в сфере высшего образования как общественное благо и ответственность и **сознавая** необходимость отстаивания и защиты принципов академической свободы и автономии учреждений высшего образования,

будучи убеждена, что признание на международном уровне квалификаций, относящихся к высшему образованию, будет способствовать взаимосвязанному обучению и накоплению знаний посредством мобильности учащихся и учебных программ, ученых, научных исследований, исследователей, работников и специалистов, а также поощрению международного сотрудничества в области высшего образования,

признавая культурное разнообразие государств-участников, в том числе различия в образовательных традициях и ценностной ориентации высшего образования,

желая откликнуться на потребность в принятии глобальной конвенции о признании квалификаций, относящихся к высшему образованию, призванной дополнить региональные конвенции ЮНЕСКО о признании квалификаций, относящихся к высшему образованию, и способствовать их большей согласованности,

будучи убеждена в необходимости поиска универсальных, практически осуществимых и транспарентных решений, направленных на повсеместное совершенствование процедур признания,

исходя из убеждения, что настоящая Конвенция будет способствовать мобильности на международном уровне, а также диалогу и сотрудничеству в вопросах справедливых и транспарентных процедур признания и гарантии качества услуг и академической добросовестности в сфере высшего образования во всем мире,

принимает настоящую Конвенцию двадцать пятого ноября 2019 г.

РАЗДЕЛ I. ОПРЕДЕЛЕНИЯ

Статья I

Для целей настоящей Конвенции применяются следующие определения:

Доступ (к высшему образованию): предоставление любому обладателю квалификации права подать заявление и быть рассмотренным с целью приема на обучение по программе высшего образования определенного уровня.

Прием (в высшие учебные заведения и на программы высшего образования): действие или система, позволяющие лицам, обладающим квалификацией, продолжить получение высшего образования в определенном учебном заведении и/или по определенной образовательной программе.

Заявитель:

- (a) физическое лицо, представившее на рассмотрение полномочного органа по вопросам признания с целью оценки и/или признания квалификацию или подтверждение неполного или предшествующего образования, или
- (b) юридическое лицо, действующее с согласия физического лица и от его имени.

Оценка: рассмотрение представленных заявителем квалификаций или подтверждения неполного или предшествующего образования полномочным органом по вопросам признания, участвующим в оценке квалификаций.

Полномочный орган: физическое лицо или структура, обладающие полномочиями, компетенциями или правом выполнять определенные функции.

Полномочный орган по вопросам признания: структура, уполномоченная в соответствии с законом, нормативными положениями, руководящими документами или устоявшейся практикой государства-участника проводить оценку квалификаций и/или принимать решения о признании квалификаций.

Составляющие субъекты: официальные субъекты государства – участника Конвенции, такие как провинции, штаты, графства или кантоны, в соответствии с пунктом (b) статьи XX настоящей Конвенции, касающимся федеральных или неунитарных конституционных систем.

Трансграничное образование: все способы получения образования, предполагающие перемещение людей, использование знаний, программ, провайдеров образовательных услуг и учебных курсов за пределами национальных границ государств-участников, в частности такие, как международные программы присвоения совместных степеней, трансграничное

высшее образование, транснациональное образование, образование без привязки к конкретной стране и «образование без границ», прошедшие процедуру гарантии качества.

Перемещенное лицо: лицо, которое было вынуждено поменять место/среду своего проживания и профессиональную деятельность в связи с переездом в другое место/среду проживания.

Система формального образования: система образования государства – участника Конвенции, к которой относятся все официально признанные структуры, отвечающие за вопросы образования, а также государственные и частные образовательные учреждения всех уровней, признанные полномочными органами государства-участника и уполномоченные заниматься образовательной деятельностью и предоставлять иные услуги образовательного характера.

Формальное обучение: процесс обучения в рамках спланированной учебной деятельности, завершающийся присвоением официальной квалификации и обеспечиваемый учреждением образования, право которого на осуществление соответствующей образовательной деятельности признано полномочным органом государства-участника.

Высшее образование: все типы образовательных программ или наборов учебных курсов на уровне послесреднего образования, признаваемые полномочными органами государства-участника или составляющего его субъекта в качестве относящихся к его системе высшего образования.

Учреждение высшего образования: учреждение, предоставляющее услуги высшего образования и признанное полномочным органом государства-участника или составляющего его субъекта как относящееся к ее системе высшего образования.

Программа высшего образования: образовательная программа на этапе послесреднего образования, признанная полномочным органом государства-участника или составляющим его субъектом как относящаяся к ее системе высшего образования; при успешном завершении обучения по такой программе студент получает квалификацию высшего образования.

Информальное обучение: получение знаний вне системы формального образования как результат повседневной деятельности, связанной с работой, семьей, местным сообществом, или досуга.

Совместная международная степень: один из типов трансграничного образования, единая ученая степень, совместно признаваемая и/или утверждаемая и присваиваемая по завершении комплексной, скоординированной и совместно организованной программы двумя и более высшими учебными заведениями, относящимися к более чем одной стране.

Результаты обучения: теоретические и практические знания, приобретенные учащимся в результате процесса обучения.

Обучение на протяжении всей жизни: процесс, относящийся к любой образовательной деятельности формального, неформального или информального характера, охватывающий весь жизненный цикл человека и направленный на совершенствование и развитие его способностей, знаний, практических навыков, установок и профессиональных качеств.

Мобильность: физическое или виртуальное перемещение отдельных лиц за пределы их стран в целях получения образования или осуществления научно-исследовательской, преподавательской или иной трудовой деятельности.

Неформальное обучение: ориентированные главным образом на трудовую деятельность знания, получаемые в процессе обучения или профессиональной подготовки вне системы формального образования.

Нетрадиционные модели обучения: формальные, информальные и неформальные механизмы осуществления образовательных программ и учебной деятельности, как правило не предусматривающие прямого взаимодействия между преподавателем и учащимся.

Частичное признание: частичное признание полной и завершенной квалификации, которая не может быть безоговорочно признана ввиду доказанного полномочным органом по вопросам признания наличия существенных различий.

Неполное образование: любая подтвержденная аттестацией часть программы высшего образования, которая, не будучи завершенной, тем не менее свидетельствует о приобретении учащимся существенного объема знаний, практических навыков, установок и профессиональных качеств.

Предшествующее образование: приобретенные лицом в процессе формального, информального или неформального обучения опыт, знания, практические навыки, установки и профессиональные качества, удостоверенные на основе определенного набора результатов учебной деятельности, задач обучения или образовательных стандартов.

Квалификация:

- (а) **Квалификация высшего образования:** любая степень, диплом, аттестат или свидетельство, выданные полномочным органом в подтверждение успешного завершения обучения по программе высшего образования или предшествующего образования, в соответствующих случаях;
- (б) **Квалификация, дающая доступ к высшему образованию:** любая степень, диплом, аттестат или свидетельство, выданные полномочным органом и удостоверяющие успешное завершение образовательной программы или подтверждающие предшествующее образование, в соответствующих случаях, дающие ее обладателю право рассматриваться на предмет обучения по программе высшего образования.

Заявитель, обладающий квалификацией: отдельное лицо, удовлетворяющее соответствующим критериям и рассматриваемое с целью приема на обучение по программе высшего образования.

Рамки квалификаций: система классификации, публикации и структурной организации прошедших процедуру гарантии качества квалификационных уровней на основе определенного набора критериев.

Гарантия качества: регулярная процедура, с помощью которой полномочным органом (органами) оцениваются качественные параметры системы, учреждения или программы высшего образования, призванная гарантировать заинтересованным сторонам непрерывное поддержание образовательных стандартов на приемлемом уровне и их совершенствование.

Признание: официальное подтверждение полномочным органом по вопросам признания ценности и академического уровня полученных в иностранном государстве квалификации, неполного или предшествующего образования с целью предоставления его обладателю помимо прочего:

- (а) права подать заявку на обучение по программе высшего образования и/или
- (б) возможности поиска вариантов трудоустройства.

Регион: один из определенных в соответствии с принятой в ЮНЕСКО классификацией для деятельности Организации на региональном уровне регионов, в число которых входят Африка, арабские государства, Азиатско-Тихоокеанский регион, Европа, регион Латинской Америки и Карибского бассейна.

Региональные конвенции ЮНЕСКО о признании: принятые в каждом из регионов ЮНЕСКО конвенции о признании квалификаций, относящихся к высшему образованию, включая Конвенцию о признании учебных курсов, дипломов о высшем образовании и ученых степеней в арабских и европейских государствах бассейна Средиземного моря.

Требования:

- (a) **Общие требования:** условия, которые необходимо соблюсти для получения доступа к высшему образованию или его определенному уровню или для получения квалификации высшего образования определенного уровня.
- (b) **Особые требования:** условия, которые в дополнение к общим требованиям необходимо выполнить для приема на обучение по определенной программе высшего образования или для получения квалификации высшего образования – диплома специалиста в определенной области знаний.

Существенные различия: наличие между квалификацией, присвоенной иностранным государством, и квалификацией, присвоенной одним из государств-участников, значительных различий, которые вероятнее всего не позволят представившему его заявителю успешно заниматься желаемой деятельностью, такой как продолжение обучения, научно-исследовательская деятельность, работа по найму, или получить возможности трудоустройства.

РАЗДЕЛ II. ЦЕЛИ КОНВЕНЦИИ

Статья II

Будучи основанными на принципе координации усилий и идее дальнейшего наращивания этих усилий с учетом успешного опыта в осуществлении пересмотренных региональных конвенций о признании, цели настоящей Конвенции состоят в следующем:

1. поощрение и укрепление международного сотрудничества в сфере высшего образования;
2. поддержка межрегиональных инициатив, политики и инновационной деятельности в интересах расширения международного сотрудничества в области высшего образования;
3. содействие глобальной мобильности и признанию достижений в сфере высшего образования ко взаимной выгоде обладателей квалификаций об образовании, учреждений высшего образования, работодателей и всех других соответствующих заинтересованных лиц государств – участников Конвенции на условиях признания и уважения многообразия систем высшего образования государств-участников;
4. создание инклюзивных глобальных рамок, призванных обеспечить справедливый, транспарентный, согласованный, понятный, актуальный и надежный механизм признания квалификаций, относящихся к высшему образованию;
5. соблюдение, отстаивание и защита принципов автономии и разнообразия высших учебных заведений и систем высшего образования;
6. укрепление доверия и уверенности в отношении качества и надежности квалификаций, в том числе путем популяризации морально-этических и нравственных стандартов;
7. поощрение культуры гарантии качества в высших учебных заведениях и системах высшего образования и развитие потенциала, гарантирующего надежность, согласованность и взаимодополняющий характер механизмов гарантии качества, квалификационных рамок и процедур признания квалификаций в целях поощрения международной мобильности;
8. поощрение подготовки, сбора и совместного использования заинтересованными сторонами, государствами-участниками и регионами доступной, обновляемой, достоверной, понятной и актуальной информации, а также распространения между ними примеров передовой практики;
9. поощрение посредством признания квалификаций всеохватного и равноправного доступа к качественному высшему образованию и содействие созданию возможностей обучения на протяжении всей жизни для всех, включая беженцев и перемещенных лиц;

10. содействие оптимальному использованию кадровых и образовательных ресурсов во всем мире в целях поощрения образования в интересах устойчивого развития и вклада в структурное, экономическое, технологическое, культурное, демократическое и социальное развитие общества во всех странах.

РАЗДЕЛ III. ОСНОВНЫЕ ПРИНЦИПЫ ПРИЗНАНИЯ КВАЛИФИКАЦИЙ, ОТНОСЯЩИХСЯ К ВЫСШЕМУ ОБРАЗОВАНИЮ

Статья III

Настоящая Конвенция устанавливает следующие принципы признания квалификаций, относящихся к высшему образованию:

1. Отдельные лица имеют право представлять свои квалификации для их оценки на предмет возможности приема на обучение по программам высшего образования или поиска вариантов работы по найму.
2. Признание квалификаций должно осуществляться на основе транспарентной, справедливой, недискриминационной и ограниченной во времени процедуры в соответствии с установленным каждым государством-участником регламентом и по приемлемым расценкам.
3. Решения о признании принимаются на основе доверия, четких критериев и справедливых, транспарентных и недискриминационных процедур и подчеркивают первостепенную важность равноправного доступа к качественному образованию, которое является общественным благом и способно открыть возможности для трудоустройства.
4. Решения о признании принимаются на основе соответствующей достоверной, доступной и обновляемой информации о системах, учреждениях, программах и механизмах гарантии качества высшего образования, предоставляемой полномочными органами государств-участников, официальными национальными информационными центрами или аналогичными структурами.
5. Решения о признании принимаются с должным учетом существующего в мире разнообразия систем высшего образования.
6. Полномочные органы по вопросам признания, проводящие оценку признания, должны действовать добросовестным образом, приводя четкие основания для принятия решений, и предусматривать возможность обжалования решений о признании.
7. Ходатайствующие о признании своих квалификаций заявители должны добросовестным образом предоставлять необходимую и достоверную информацию и документы в отношении полученных ими квалификаций и имеют право на обжалование вынесенного решения.
8. Государства-участники обязуются принимать меры, направленные на искоренение всех видов мошенничества в отношении квалификаций высшего образования, путем поощрения использования современных технологий и сетевого взаимодействия между Сторонами.

РАЗДЕЛ IV. ОБЯЗАТЕЛЬСТВА ГОСУДАРСТВ – УЧАСТНИКОВ КОНВЕНЦИИ

Настоящая Конвенция предусматривает выполнение государствами-участниками следующих обязательств:

Статья IV. Признание квалификаций, дающих доступ к высшему образованию

1. Каждое государство-участник в целях обеспечения доступа к своей системе высшего образования признает квалификации и документально подтвержденное или удостоверенное предшествующее образование, полученные в других государствах-участниках и отвечающие общим требованиям доступа к системе высшего образования этих государств-участников, кроме случаев, когда может быть доказано наличие

существенных различий между общими требованиями к доступу, применяемыми государством-участником, присвоившим соответствующую квалификацию, и государством-участником, у которого испрашивается признание квалификации. В качестве альтернативы государству-участнику достаточно предоставить обладателю квалификации, присвоенной другим государством-участником, возможность провести оценку этой квалификации.

2. Квалификации, которые были получены в рамках признанных нетрадиционных моделей обучения, подпадающих под применение сопоставимых механизмов гарантии качества, оцениваются согласно нормам и стандартам соответствующего государства-участника или составляющего его субъекта с использованием тех же критериев, что и для аналогичных им квалификаций, полученных в рамках традиционных моделей обучения.
3. В случае, когда квалификация дает доступ только к определенным типам учреждений или программ высшего образования присвоившего ее государства-участника, каждое другое государство-участник предоставляет обладателям таких квалификаций доступ к аналогичным типам учреждений или программ, относящихся к его системе высшего образования, если таковые имеются, кроме случаев, когда может быть доказано наличие существенных различий.

Статья V. Признание квалификаций высшего образования

1. Каждое государство-участник признает квалификации высшего образования, присвоенные другим государством-участником, кроме случаев, когда может быть доказано наличие существенных различий между квалификацией, в отношении которой испрашивается признание, и соответствующей квалификацией государства-участника, у которого испрашивается признание. В качестве альтернативы государству-участнику достаточно предоставить обладателю квалификации высшего образования, присвоенной другим государством-участником, возможность провести оценку этой квалификации по запросу ее обладателя.
2. Квалификации высшего образования, которые были получены в рамках признанных нетрадиционных моделей обучения, подпадающих под сопоставимые механизмы гарантии качества и признаваемых государством-участником в качестве неотъемлемой части его системы высшего образования, оцениваются согласно нормам и стандартам соответствующего государства-участника или составляющего его субъекта с использованием тех же критериев, что и для аналогичных им квалификаций, полученных в рамках традиционных моделей обучения.
3. Квалификации высшего образования, полученные в рамках трансграничного образования, международной программы, предусматривающей присвоение совместных степеней, или любой другой совместной программы более чем в одной стране, по меньшей мере одна из которых является государством-участником настоящей Конвенции, оцениваются согласно нормам и стандартам соответствующего государства-участника или составляющего его субъекта с использованием тех же критериев, что и для квалификаций, полученных по итогам обучения в одной стране.
4. Признание одним из государств-участников квалификации высшего образования, присвоенной другим государством-участником, может иметь по меньшей мере один из следующих вариантов развития:
 - (a) предоставление его обладателю права подачи документов для продолжения обучения по программе высшего образования на условиях, аналогичных тем, которые применяет к обладателям своих квалификаций высшего образования государство-участник, у которого испрашивается признание;
 - (b) предоставление обладателю права использовать наименование квалификации высшего образования в соответствии с законами и нормативными положениями государства-участника, у которого испрашивается признание, или составляющего его субъекта.

Кроме того, признание и оценка могут помочь обладающим квалификацией заявителям в поиске вариантов трудоустройства в соответствии с законами и нормативными положениями государства-участника или составляющего его субъекта, у которых испрашивается признание.

5. В случае, когда полномочный орган по вопросам признания может доказать наличие существенных различий между квалификацией, в отношении которой испрашивается признание, и соответствующей квалификацией государства-участника, у которого испрашивается признание, полномочному органу по вопросам признания следует попытаться установить, может ли в этом случае быть принято решение о частичном признании.
6. Каждое государство-участник может признавать квалификации высшего образования, выданные в рамках трансграничного образования или осуществляющими деятельность под ее юрисдикцией иностранными образовательными учреждениями, при условии соблюдения определенных требований законодательства или нормативных положений государства-участника либо составляющего его субъекта, а также конкретных соглашений, заключенных с государством-участником происхождения таких образовательных учреждений.

Статья VI. Признание неполного и предшествующего образования

1. Каждое государство-участник может в необходимых случаях и с учетом законодательства государств-участников в отношении доступа к образованию признавать для целей завершения обучения по определенной программе высшего образования или для продолжения высшего образования документально подтвержденное или удостоверенное неполное или предшествующее образование, полученное в учреждении другого государства-участника, кроме случаев, когда может быть доказано наличие существенных различий между неполным или предшествующим образованием и соответствующей частью программы высшего образования государства-участника, у которого испрашивается признание. В качестве альтернативы государству-участнику достаточно предоставить лицу, получившему документально подтвержденное или удостоверенное неполное или предшествующее образование в учреждении другого государства-участника, возможность провести оценку этого неполного или предыдущего образования по запросу заинтересованного лица.
2. Документально подтвержденные или удостоверенные частично пройденные в рамках признанных нетрадиционных моделей обучения программы высшего образования, к которым применяются сопоставимые механизмы гарантии качества и которые признаются государством-участником в качестве части его системы высшего образования, оцениваются согласно нормам и стандартам государства-участника или составляющего его субъекта с использованием тех же критериев, что и для неполного образования, полученного в рамках традиционных моделей обучения.
3. Документально подтвержденные или удостоверенные программы высшего образования, частично пройденные в рамках трансграничного образования, международных программ с присвоением совместных степеней или любой совместной программы более чем в одной стране, по меньшей мере одна из которых является государством-участником настоящей Конвенции, оцениваются согласно нормам и стандартам государства-участника или составляющего его субъекта с использованием тех же критериев, что и для неполного образования, полученного в одной стране.

Статья VII. Признание неполного образования беженцев и перемещенных лиц и полученных ими квалификаций

Каждое государство-участник в рамках своей системы образования и в соответствии со своими конституционными, законодательными и регламентирующими положениями принимает необходимые и возможные меры для разработки оптимальных процедур, призванных обеспечить справедливую и эффективную оценку того, подпадают ли беженцы и перемещенные лица под соответствующие требования, касающиеся доступа к высшему

образованию, продолжения обучения по программам высшего образования или поиска возможностей работы по найму, включая случаи, когда неполное/предшествующее образование или квалификации, полученные в другой стране, не могут быть подтверждены документально.

Статья VIII. Информация о процедуре оценки и признания

1. Каждое государство-участник создает транспарентную систему, содержащую полную информацию относительно квалификаций, а также результатов обучения, полученных на ее территории.
2. Каждое государство-участник, основываясь, насколько это возможно, на особенностях своего конституционного, законодательного и регламентирующего устройства и структуры, разрабатывает объективную и надежную систему регистрации, признания и гарантии качества услуг своих учреждений высшего образования, с тем чтобы содействовать повышению доверия к своей системе высшего образования и укреплению ее авторитета.
3. Каждое государство-участник создает или поддерживает существующий национальный информационный центр или аналогичные структуры в целях обеспечения доступа к актуальной, достоверной и обновляемой информации о своей системе высшего образования.
4. Каждое государство-участник поощряет использование технологий для упрощения доступа к информации.
5. Каждое государство-участник:
 - (a) предоставляет доступ к официальной и точной информации в отношении своей системы высшего образования, квалификаций, гарантии качества и рамок квалификаций, в соответствующих случаях;
 - (b) содействует распространению и доступности точной информации о системах и квалификациях высшего образования, а также квалификациях, дающих доступ к высшему образованию, других государств-участников;
 - (c) в необходимых случаях дает рекомендации и предоставляет информацию по вопросам признания, в том числе в отношении используемых при оценке квалификаций критериев и процедур, а также в отношении подготовки в соответствии со своими нормами, положениями и регламентами материалов о передовом опыте в области признания;
 - (d) обеспечивает предоставление в разумные сроки необходимой информации о любом учреждении своей системы высшего образования и о любых используемых этими учреждениями программах, с тем чтобы полномочные органы других государств-участников имели возможность оценить, насколько качество присвоенных этими учреждениями квалификаций может служить основанием для их признания государством-участником, в котором такое признание испрашивается.

Статья IX. Рассмотрение заявления

1. Основная ответственность за предоставление необходимой информации лежит на заявителе, который должен добросовестным образом предоставить такую информацию.
2. Каждое государство-участник обеспечивает предоставление по запросу относящимися к ее системе образования учреждениями в разумные сроки и на безвозмездной основе в пределах имеющихся возможностей соответствующей информации обладателю квалификации, а также учреждению или полномочному органу по вопросам признания государства-участника, у которого испрашивается признание.

3. Каждое государство-участник обеспечивает представление органом, проводящим оценку в целях признания, обоснованных доводов, указывающих на несоответствие заявления предъявляемым требованиям или на наличие существенных различий.

Статья X. Информация о полномочных органах по вопросам признания

1. Каждое государство-участник предоставляет депозитарию настоящей Конвенции официальное уведомление о полномочных органах, принимающих решения о признании под ее юрисдикцией.
2. При наличии у государства-участника центральных полномочных органов по вопросам признания такие органы автоматически оказываются связанными положениями настоящей Конвенции и принимают необходимые меры для обеспечения применения этих положений в рамках своей юрисдикции.
3. В случае, когда полномочиями принимать решения по вопросам признания наделены субъекты государства-участника, это государство-участник в момент подписания или при передаче на хранение своего документа о ратификации, принятии, утверждении или присоединении представляет депозитарию краткую информацию о своем конституционном устройстве или структуре, а впоследствии информирует его о любых соответствующих изменениях. В подобных случаях назначенные в субъектах государства-участника полномочные органы по вопросам признания принимают в той степени, в какой это возможно, и с учетом конституционного устройства и структуры необходимые меры для обеспечения выполнения положений настоящей Конвенции в рамках юрисдикции этого государства-участника.
4. В случае, когда полномочиями принимать решения по вопросам признания наделены отдельные учреждения высшего образования или иные организации, каждое государство-участник или составляющий его субъект в зависимости от своего конституционного устройства и структуры направляет текст настоящей Конвенции таким учреждениям или организациям и принимает все необходимые меры, которые способствуют должному учету и применению ее положений.
5. Положения пунктов 2, 3 и 4 настоящей статьи применяются *mutatis mutandis* к обязательствам государств-участников по настоящей Конвенции.

Статья XI. Дополнительные требования в отношении приема на обучение по программам высшего образования

1. В случае, когда прием на отдельные программы высшего образования зависит от выполнения наряду с общими особыми требований в отношении доступа, полномочные органы соответствующего государства-участника могут предъявлять аналогичные особые требования к обладателям квалификаций, полученных в образовательных учреждениях других государств-участников, или проводить оценку того, насколько заявители, представившие квалификации, полученные в учреждениях других государств-участников, отвечают упомянутым аналогичным требованиям.
2. В случае, когда квалификации, дающие доступ к высшему образованию в одном государстве-участнике, присваиваются только при условии сдачи дополнительных квалификационных экзаменов в качестве обязательного условия доступа, другие государства-участники могут обусловить доступ такими же требованиями или предложить в рамках своих систем образования альтернативный вариант обеспечения таких дополнительных требований.
3. Без ущерба для положений статьи IV прием в определенные учреждения высшего образования или на определенные программы таких учреждений может быть ограниченным или предполагать отбор в соответствии со справедливым и транспарентным регламентом.
4. В отношении пункта 3 настоящей статьи должны разрабатываться процедуры приема, которые обеспечили бы проведение оценки иностранных квалификаций в соответствии

с изложенными в статье III принципами транспарентности, справедливости и недискриминационности.

5. Без ущерба для положений статьи IV доступ в определенные учреждения высшего образования может предоставляться при условии подтверждения обладателем квалификации достаточных навыков владения языком или языками, на которых в соответствующем учебном учреждении ведется обучение, или другими отдельно указанными языками.
6. В целях обеспечения доступа к программам высшего образования каждое государство-участник может признавать квалификации, присвоенные осуществляющими деятельность в рамках ее юрисдикции иностранными образовательными учреждениями, при условии соблюдения специфических требований законодательства и нормативных актов соответствующего государства-участника или составляющего его субъекта или положений специальных соглашений, заключенных с государством-участником происхождения таких образовательных учреждений.

РАЗДЕЛ V. СТРУКТУРЫ ДЛЯ ОСУЩЕСТВЛЕНИЯ КОНВЕНЦИИ И СОТРУДНИЧЕСТВО

Статья XII. Структуры для осуществления Конвенции

Государства-участники договариваются осуществлять настоящую Конвенцию при помощи нижеперечисленных структур или в сотрудничестве с ними:

1. Национальные структуры для осуществления Конвенции;
2. Сети национальных структур для осуществления Конвенции;
3. Национальные, региональные и международные организации по вопросам аккредитации, гарантии качества, рамок квалификаций и признания квалификаций;
4. Межправительственная конференция участников;
5. Комитеты региональных конвенций о признании.

Статья XIII. Национальные структуры для осуществления Конвенции

1. В целях содействия признанию квалификаций высшего образования государства-участники обязуются обеспечить осуществление настоящей Конвенции при помощи соответствующих организаций, в том числе национальных информационных центров или аналогичных учреждений.
2. Каждое государство-участник информирует секретариат Межправительственной конференции государств-участников о своих национальных структурах для осуществления Конвенции и любых связанных с их деятельностью изменениях.
3. Национальным структурам для осуществления Конвенции рекомендуется объединяться в сети и активно участвовать в сетевом взаимодействии.

Статья XIV. Сети национальных структур для осуществления Конвенции

1. Под эгидой Межправительственной конференции государств-участников полномочные национальные структуры государств-участников объединяются в сети с целью оказания поддержки и содействия в деле практического осуществлении настоящей Конвенции.
2. По запросу государств-участников сети обеспечивают предоставление информации, помощь в укреплении потенциала и техническую поддержку.
3. Сети стремятся укреплять межрегиональное сотрудничество в рамках настоящей Конвенции и поддерживать связи с Межправительственной конференцией государств-участников.
4. Государства-участники могут принимать участие в работе существующих региональных сетей, созданных в рамках региональных конвенций о признании, либо создавать новые

сети. Для участия в работе существующих региональных сетей необходимо согласие комитетов соответствующих региональных конвенций о признании.

Статья XV. Межправительственная конференция государств-участников

1. Учреждается Межправительственная конференция государств-участников, далее именуемая «Конференция».
2. В состав Конференции входят представители всех государств – участников Конвенции.
3. Государства, не являющиеся участниками настоящей Конвенции, и руководители комитетов региональных конвенций о признании приглашаются для участия в заседаниях Конференции в качестве наблюдателей.
4. Представители соответствующих международных и региональных организаций, а также представители правительственных и неправительственных организаций, занимающихся вопросами признания квалификаций высшего образования, также могут приглашаться на заседания Конференции в качестве наблюдателей.
5. Конференция собирается на очередные сессии не реже одного раза в два года. Конференция может проводить внеочередные сессии, если она примет такое решение или если с такой просьбой обратится не менее одной трети государств-участников. Конференция утверждает предварительный план работы в отношении мероприятий, осуществляемых в межсессионный период. Конференция представляет доклад на каждой очередной сессии Генеральной конференции ЮНЕСКО.
6. Конференция соберется на первое заседание в течение двух лет с даты вступления в силу настоящей Конвенции, и к этому времени она должна утвердить свои Правила процедуры.
7. Конференция поощряет применение положений настоящей Конвенции и обеспечивает контроль за ее осуществлением путем формулирования рекомендаций, принятия заявлений, утверждения примеров надлежащей практики или принятия любых соответствующих вспомогательных документов на глобальном или региональном уровнях.
8. Конференция в консультации с комитетами региональных конвенций о признании может разработать в интересах государств-участников настоящей Конвенции руководство по ее осуществлению.
9. Конференция содействует информированию руководящих органов ЮНЕСКО о мероприятиях, касающихся мониторинга и отчетности в отношении осуществления Конвенции.
10. Конференция под эгидой ЮНЕСКО сотрудничает с комитетами региональных конвенций о признании.
11. Конференция обеспечивает необходимый обмен информацией между Конференцией и комитетами региональных конвенций о признании.
12. Конференция рассматривает на предмет принятия проекты поправок к настоящей Конвенции в соответствии со статьей XXIII. Принятые поправки не должны ставить под сомнение заявленные в настоящей Конвенции принципы транспарентности, справедливости, недискриминационности и оперативности используемых процедур признания.
13. Секретариат Конференции обеспечивается Генеральным директором ЮНЕСКО. Секретариат готовит документы Конференции, проект повестки дня ее заседаний и обеспечивает выполнение ее решений.

РАЗДЕЛ VI. ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья XVI. Ратификация, принятие или утверждение Конвенции государствами-членами

1. Настоящая Конвенция подлежит ратификации, принятию или утверждению государствами – членами ЮНЕСКО и Святым Престолом согласно их соответствующим конституционным и правовым процедурам.
2. Документы о ратификации, принятии или утверждении сдаются на хранение Генеральному директору ЮНЕСКО.

Статья XVII. Присоединение

1. Настоящая Конвенция открыта для присоединения всех государств, не являющихся членами ЮНЕСКО, но являющихся членами Организации Объединенных Наций, которых Генеральная конференция ЮНЕСКО призывает присоединиться к ней.
2. Настоящая Конвенция открыта также для присоединения территорий, которые имеют полное внутреннее самоуправление и признаны таковыми Организацией Объединенных Наций, но не получили полной независимости в соответствии с резолюцией 1514 (XV) Генеральной Ассамблеи, и которые компетентны в вопросах, регулируемых настоящей Конвенцией, включая компетенцию заключать договоры по таким вопросам.
3. Документ о присоединении сдается на хранение Генеральному директору ЮНЕСКО.

Статья XVIII. Вступление в силу

1. Настоящая Конвенция вступает в силу по истечении трех месяцев со дня сдачи на хранение двадцатого документа о ратификации, принятии, утверждении или присоединении, но только в отношении тех государств-участников, которые сдали на хранение соответствующие документы о ратификации, принятии, утверждении или присоединении в этот день или ранее.
2. Настоящая Конвенция вступает в силу для любого другого государства-участника через три месяца после сдачи им на хранение своего документа о ратификации, принятии, утверждении или присоединении.

Статья XIX. Отношения между государствами-участниками настоящей Конвенции и государствами-участниками региональных конвенций о признании и других договоров

1. Ратификация, принятие, утверждение любой региональной конвенции о признании или присоединение к ней не является необходимым условием для ратификации, принятия, утверждения настоящей Конвенции или присоединения к ней.
2. Государства-участники настоящей Конвенции обязуются:
 - (a) поощрять взаимную поддержку между настоящей Конвенцией и другими договорами, участниками которых они являются, в особенности региональными конвенциями о признании;
 - (b) учитывать соответствующие положения настоящей Конвенции при толковании и применении региональных конвенций о признании, участниками которых они являются, или при принятии ими других международных обязательств.
3. Ничто в настоящей Конвенции не может толковаться как изменяющее права и обязательства государств-участников в рамках региональных конвенций о признании или любых других международных договоров, участниками которых они являются.
4. В целях обеспечения слаженного взаимодействия между настоящей Конвенцией, региональными конвенциями о признании, любыми другими соответствующими двусторонними или многосторонними соглашениями, а также любыми другими действующими или будущими договорами или конвенциями, участником которых может являться или стать государство-участник настоящей Конвенции, ничто в настоящей

Конвенции не считается отменяющим любые более благоприятные положения, касающиеся признания, в частности положения, касающиеся национальных информационных центров, сетей и существенных различий

Статья XX. Федеральные или неунитарные конституционные системы

Поскольку международные соглашения налагают на государства-участники одинаковые обязательства независимо от их конституционных систем, в отношении государств-участников, которые имеют федеральную или неунитарную конституционную систему, действуют следующие положения:

- (a) в отношении положений настоящей Конвенции, выполнение которых подпадает под правовую юрисдикцию федерального или центрального законодательного органа, федеральное или центральное правительство несет те же обязательства, что и государства-участники, которые не имеют федеративного устройства;
- (b) в отношении положений настоящей Конвенции, выполнение которых подпадает под юрисдикцию составляющих государство-участник субъектов, таких как провинции, штаты, графства или кантоны, которые в соответствии с конституционной системой федерации не обязаны принимать законодательные меры, федеральное правительство при необходимости информирует компетентные органы таких составных субъектов, как провинции, штаты, графства или кантоны, об упомянутых положениях со своей рекомендацией относительно их принятия.

Статья XXI. Денонсация

- 1. Любое государство настоящей Конвенции может в любое время денонсировать ее.
- 2. Уведомление о денонсации передается в письменном виде на хранение Генеральному директору ЮНЕСКО.
- 3. Денонсация вступает в силу по истечении двенадцати (12) месяцев после получения уведомления о денонсации. Она никоим образом не затрагивает обязательств денонсирующего Конвенцию государства-участника в отношении положений настоящей Конвенции вплоть до даты вступления в силу решения о выходе из Конвенции.
- 4. Денонсация настоящей Конвенции не будет иметь никаких последствий с точки зрения:
 - (a) признания решений, принятых ранее в соответствии с положениями настоящей Конвенции;
 - (b) признания результатов оценки заявлений, находившихся на стадии рассмотрения в соответствии с положениями настоящей Конвенции.

Статья XXII. Функции депозитария

Генеральный директор ЮНЕСКО в качестве депозитария настоящей Конвенции информирует государства – члены Организации, государства, не являющиеся членами Организации, упомянутые в статье XVII, а также Организацию Объединенных Наций о:

- (a) сдаче на хранение всех предусмотренных в статьях XVI и XVII документов о ратификации, принятии, утверждении или присоединении;
- (b) случаях денонсации, оговоренной в статье XXI;
- (c) поправках к Конвенции, принятых в соответствии со статьей XXIII, и сроках вступления этих поправок в силу в соответствии со статьей XXIII.

Статья XXIII. Поправки

- 1. Любое государство-участник настоящей Конвенции может посредством адресованного Генеральному директору ЮНЕСКО письменного сообщения предложить поправки к настоящей Конвенции. Генеральный директор рассылает текст такого сообщения всем государствам-участникам. Если в течение шести месяцев со дня рассылки сообщения не менее половины государств – участников Конвенции положительно отреагируют на

поступившее предложение, Генеральный директор представляет его для обсуждения и возможного принятия на следующей сессии Межправительственной конференции государств – участников.

2. Поправки принимаются большинством в две трети присутствующих и участвующих в голосовании государств-участников.
3. Поправки к настоящей Конвенции после их принятия представляются государствам-участникам для ратификации, принятия, утверждения или присоединения.
4. В отношении государств-участников, которые ратифицировали, приняли, утвердили поправки к настоящей Конвенции или присоединились к ним, такие поправки вступают в силу через три месяца после сдачи на хранение документов, упомянутых в пункте 3 настоящей статьи, двумя третями государств-участников. В дальнейшем для каждого государства-участника, которое ратифицирует, принимает, утверждает поправку или присоединяется к ней, указанная поправка вступает в силу через три месяца со дня сдачи на хранение этим государством-участником документа о ратификации, принятии, утверждении или присоединении.
5. Государство, ставшее участником настоящей Конвенции после вступления в силу поправок в соответствии с пунктом 4 настоящей статьи, считается, если не будет высказано иное намерение:
 - (a) государством-участником настоящей Конвенции с учетом внесенных в нее поправок
 - (b) государством – участником Конвенции без учета внесенных в нее поправок в отношении государств-участников, для которых указанные поправки не имеют обязательной силы.

Статья XXIV. Регистрация в Организации Объединенных Наций

В соответствии со статьей 102 Устава Организации Объединенных Наций настоящая Конвенция регистрируется Секретариатом Организации Объединенных Наций по просьбе Генерального директора ЮНЕСКО.

Статья XXV. Аутентичность текстов

Настоящая Конвенция составлена на английском, арабском, испанском, китайском, русском и французском языках, причем все шесть текстов имеют одинаковую силу.



منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

الاتفاقية العالمية للاعتراف بالمؤهلات المتعلقة بالتعليم العالي

باريس، ٢٥ تشرين الثاني/نوفمبر ٢٠١٩

الاتفاقية العالمية للاعتراف بالمؤهلات المتعلقة بالتعليم العالي

الديباجة

إنّ المؤتمر العام لمنظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة (اليونسكو) المنعقد إبان دورته الأربعين بمدينة باريس في الفترة الممتدة من ١٢ إلى ٢٧ تشرين الثاني/نوفمبر من عام ٢٠١٩،

إذ تحدوه رغبة مشتركة في توثيق الأواصر التعليمية والجغرافية والإنسانية والثقافية والعلمية والاجتماعية والاقتصادية بين الدول الأطراف، وكذلك في تعزيز الحوار بين المناطق وتعزيز تشاطر صكوكها وإجراءاتها الخاصة بالاعتراف بالمؤهلات،

ويذكر بالميثاق التأسيسي لمنظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة (اليونسكو)، الذي ينص على أن المنظمة تستهدف "المساهمة في صون السلم والأمن بالعمل، عن طريق التربية والعلم والثقافة، على توثيق عرى التعاون بين الأمم"،

ويأخذ بعين الاعتبار أحكام ميثاق الأمم المتحدة لعام ١٩٤٥، والإعلان العالمي لحقوق الإنسان لعام ١٩٤٨، والاتفاقية الخاصة بوضع اللاجئين لعام ١٩٥١ وبروتوكولها لعام ١٩٦٧، واتفاقية عام ١٩٥٤ بشأن وضع الأشخاص عديمي الجنسية، واتفاقية اليونسكو بشأن مكافحة التمييز في مجال التعليم لعام ١٩٦٠ - ولا سيما الفقرة (أ) من المادة ٤ من تلك الاتفاقية، والعهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية لعام ١٩٦٦، واتفاقية اليونسكو بشأن التعليم التقني والمهني لعام ١٩٨٩،

ويأخذ بعين الاعتبار أيضاً توصية اليونسكو بشأن الاعتراف بدراسات التعليم العالي ومؤهلاته لعام ١٩٩٣، وتوصية اليونسكو بشأن أوضاع هيئات التدريس في التعليم العالي لعام ١٩٩٧، وإعلان الأمم المتحدة بشأن حقوق الشعوب الأصلية لعام ٢٠٠٧، وتوصية اليونسكو الخاصة بالعلم والمشتغلين بالبحث العلمي لعام ٢٠١٧،

ويستند إلى اتفاقيات اليونسكو الإقليمية الخاصة بالاعتراف بالمؤهلات المتعلقة بالتعليم العالي،

ويؤكد مجدداً مسؤولية الدول الأطراف عن تعزيز التعليم الجيد المنصف والشامل للجميع في كل مراحل التعليم، وعن تعزيز فرص التعلم مدى الحياة للجميع،

ويحيط علماً بالتعاون الدولي المتزايد في مجال التعليم العالي، وكذلك بحراك الطلاب والعُمل والمهنيين والباحثين والأساتذة، وبالتغيرات في مجال البحث العلمي، وبمختلف الوسائل والأساليب والتطورات والابتكارات المتعلقة بالتدريس والتعلم،

ويرى أن التعليم العالي، الذي تقوم بتوفيره مؤسسات عامة وخاصة، صالح عام ومسؤولية عامة، ويدرك ضرورة ترسيخ وحماية مبدأ الحرية الأكاديمية ومبدأ استقلال مؤسسات التعليم العالي،

ويؤمن بأن الاعتراف الدولي بالمؤهلات المتعلقة بالتعليم العالي سيؤدي إلى تيسير التكافل في التعلم وتنمية المعارف بفضل حراك المتعلمين ووسائل التعلم، وحراك الأساتذة، وحراك وسائل البحث العلمي والمشتغلين بالبحث العلمي، وحراك العُمل والمهنيين، وكذلك إلى تعزيز التعاون الدولي في مجال التعليم العالي،

ويحترم التنوع الثقافي لدى الدول الأطراف، ويشمل ذلك، على سبيل المثال لا الحصر، أوجه الاختلاف في التقاليد التعليمية وفي القيم الخاصة بالتعليم العالي،

ويرغب في تلبية الحاجة إلى وضع اتفاقية عالمية للاعتراف بالمؤهلات المتعلقة بالتعليم العالي من أجل تكميل اتفاقيات اليونسكو الإقليمية الخاصة بالاعتراف بالمؤهلات المتعلقة بالتعليم العالي وتعزيز الاتساق والترابط بين تلك الاتفاقيات، ويؤمن أيضاً بضرورة إيجاد حلول مشتركة وعملية وشفافة لتحسين إجراءات الاعتراف بالمؤهلات على الصعيد العالمي، ويؤمن فضلاً عن ذلك بأن هذه الاتفاقية ستعزز الحراك على الصعيد الدولي، وكذلك التواصل والتعاون بشأن الأخذ بإجراءات عادلة وشفافة للاعتراف بالمؤهلات وضمان الجودة والنزاهة الأكاديمية في مجال التعليم العالي على الصعيد العالمي، يعتمد هذه الاتفاقية في هذا اليوم الخامس والعشرين من شهر تشرين الثاني/نوفمبر من عام ٢٠١٩.

القسم الأول: تعريف المصطلحات

المادة الأولى

يؤخذ لأغراض هذه الاتفاقية بالتعريف التالية:

إتاحة الالتحاق (بالتعليم العالي): تمكين أي فرد يحمل مؤهلاً من التمتع بالحق في تقديم طلب للالتحاق بأحد مستويات التعليم العالي، والنظر في طلبه.

الاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات: اتفاقيات اليونسكو الخاصة بالاعتراف بالمؤهلات المتعلقة بالتعليم العالي في مختلف مناطق عمل اليونسكو على الصعيد الإقليمي، ومنها الاتفاقية بشأن الاعتراف بدراسات التعليم العالي وشهاداته ودرجاته العلمية في الدول العربية والدول الأوروبية المطلة على البحر المتوسط.

إطار المؤهلات: نظام لتصنيف وترتيب المؤهلات المضمونة الجودة، ونشر المعلومات المتعلقة بها، وفقاً لمجموعة من المعايير.

الاعتراف الجزئي بالمؤهل: الاعتراف الجزئي بمؤهل أفضت إليه دراسات كاملة وتامة بيد أنه لا يمكن الاعتراف به اعترافاً كاملاً بسبب إثبات سلطة مختصة بالاعتراف بالمؤهلات وجود فروق جوهرية بين المؤهل المطلوب الاعتراف به والمؤهل المناظر له لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بالمؤهل.

الاعتراف بالمؤهل: إقرار سلطة مختصة بالاعتراف بالمؤهلات إقراراً رسمياً بصلاحيته مؤهل صادر عن مؤسسة تعليمية أجنبية، أو بصلاحية دراسات جزئية أو صلاحية حصيلة تعلم سابق في مؤسسة تعليمية أجنبية، وكذلك بالمستوى الأكاديمي للمؤهل أو الدراسات الجزئية أو حصيلة التعلم السابق، من أجل تمكين صاحب طلب الاعتراف من التمتع، على سبيل المثال لا الحصر، بما يلي:

(أ) الحق في تقديم طلب للقبول في مؤسسات وبرامج التعليم العالي؛

(ب) و/أو إمكانية البحث عن فرص عمل.

برنامج للتعليم العالي: برنامج دراسي لمرحلة التعليم الجامعي أو بعد الثانوي تقرّ السلطة المختصة لدى دولة طرف في الاتفاقية، أو لدى إحدى الوحدات المكوّنة لدولة طرف في الاتفاقية، بأنه يندرج في نطاق نظام التعليم العالي الموجود لديها، ويفضي النجاح في إتمامه إلى منح الطالب الناجح مؤهلاً معيّناً من مؤهلات التعليم العالي.

التعلم النظامي: التعلم عن طريق أنشطة تعليمية منظمة تفضي إلى الحصول على مؤهل رسمي، وتضطلع بها مؤسسة تعليمية تعترف بها السلطات المختصة لدى الدولة الطرف المعنية وتمنحها الترخيص اللازم للقيام بتلك الأنشطة التعليمية.

التعلم غير الرسمي: التعلم خارج نطاق نظام التعليم النظامي عن طريق أعمال الحياة اليومية المتعلقة بالأنشطة المهنية أو العائلية أو الترفيهية أو بأنشطة المجتمعات المحلية.

التعلم غير النظامي: التعلم في إطار تعليمي أو تدريبي يركز على الحياة المهنية، ولا يندرج في نطاق نظام التعليم النظامي. **التعلم مدى الحياة:** عملية تشير إلى جميع الأنشطة التي ترمي إلى التعلم، سواء أكانت نظامية أم غير نظامية أم غير رسمية، والتي تتواصل طوال الحياة من أجل تحسين وتنمية القدرات والمعارف والمهارات والمواقف والكفاءات البشرية.

التعليم العابر للحدود: جميع أشكال التعليم التي تتطلب انتقال الناس والمعارف والبرامج التعليمية والمناهج الدراسية والقائمين على توفير التعليم عبر حدود الدول الأطراف في هذه الاتفاقية، والتي تضم، على سبيل المثال لا الحصر، الأشكال التالية المضمنة الجودة: البرامج الدراسية الخاصة بالدرجات العلمية الدولية المشتركة، والتعليم العالي العابر للحدود، والتعليم العابر للحدود الوطنية، والتعليم في الخارج، والتعليم بلا حدود.

التعليم العالي: جميع أنواع البرامج الدراسية أو مجموعات المساقات الدراسية التي تندرج في نطاق مرحلة التعليم الجامعي أو بعد الثانوي، والتي تقر السلطات المختصة لدى دولة طرف في الاتفاقية، أو لدى إحدى الوحدات المكونة لدولة طرف في الاتفاقية، بأنها تندرج في نطاق نظام التعليم العالي الموجود لديها.

التقييم: تقييم سلطة مختصة بالاعتراف بالمؤهلات ومعنية بتقييمها لمؤهلات صاحب الطلب أو دراساته الجزئية أو حصيلته تعلمه السابق.

الحراك: انتقال الأفراد انتقلاً فعلياً أو افتراضياً إلى أماكن خارج أوطانهم من أجل الدراسة أو البحث أو التدريس أو العمل. **حصيلته التعلم السابق:** الخبرة والمعارف والمهارات والمواقف والكفاءات التي يكتسبها أي فرد عن طريق التعلم النظامي أو غير النظامي أو غير الرسمي، والتي يجري تقييمها بالقياس إلى مجموعة معينة من معايير أو أهداف أو نتائج التعلم.

الدراسات الجزئية: أي جزء من برنامج للتعليم العالي يخضع للتقييم ويتيح اكتساب الكثير من المعارف والمهارات والمواقف والكفاءات، وإن لم يكن هذا الجزء في حد ذاته برنامجاً دراسياً كاملاً.

درجة علمية دولية مشتركة: درجة علمية واحدة يجري الحصول عليها من خلال التعليم العابر للحدود، وتعترف بها و/أو تُجيزها وتمنحها بصورة مشتركة مؤسستان أو أكثر من مؤسسات التعليم العالي المنتمية إلى أكثر من بلد واحد عند إتمام برنامج دراسي متكامل ومنسق تشترك في إتاحته هاتان المؤسستان أو تلك المؤسسات.

السلطة المختصة: شخص أو كيان يملك السلطة أو الأهلية أو الصلاحية القانونية اللازمة للقيام بوظيفة محددة.

السلطة المختصة بالاعتراف بالمؤهلات: كيان يتولى، بموجب القوانين أو النظم أو السياسات أو الإجراءات النافذة لدى دولة طرف في هذه الاتفاقية، تقييم المؤهلات و/أو اتخاذ القرارات بشأن الاعتراف بالمؤهلات.

صاحب الطلب:

(أ) شخص يقدم إلى السلطة المختصة بالاعتراف بالمؤهلات مؤهلاً، أو دراسات جزئية أو حصيلة تعلم سابق، ويلتمس منها تقييم ما يقدمه إليها و/أو الاعتراف به؛

(ب) أو كيان يقوم بهذا الأمر بالنيابة عن شخص يوافق على قيامه بذلك.

صاحب الطلب المؤهل (أصحاب الطلبات المؤهلون): شخص يتمتع بالمعايير المحددة التي يجب الوفاء بها ويحق له تقديم طلب للقبول في مؤسسات وبرامج التعليم العالي.

ضمان الجودة: عملية متواصلة لتقييم نوعية نظام أو مؤسسة أو برنامج للتعليم العالي تضطلع بها السلطة (أو السلطات) المختصة من أجل توفير الضمانات التي تؤكد للجهات المعنية استمرار السعي إلى المحافظة على المعايير التعليمية المقبولة وتعزيزها.

الفروق الجوهرية: فروق كبيرة توجد بين المؤهل الأجنبي المطلوب الاعتراف به والمؤهل المناظر له لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بالمؤهل الأجنبي، وتؤدي إلى ترجيح احتمال حيلولتها دون تمكن صاحب طلب الاعتراف بالمؤهل الأجنبي من النجاح في الأمور المنشودة التي تضم، على سبيل المثال لا الحصر، مواصلة الدراسة أو الاضطلاع بأنشطة بحثية أو الانتفاع بفرص عمل.

القبول (في مؤسسات وبرامج التعليم العالي): إجراء أو نظام يتيح لأصحاب الطلبات المؤهلين الالتحاق بمؤسسة معينة و/أو ببرنامج معين للتعليم العالي بغرض دراسة تخصصات محددة.

متطلبات التعليم العالي:

(أ) **المتطلبات العامة:** الشروط التي يجب الوفاء بها للتمكن من الالتحاق بالتعليم العالي أو بمستوى معين للتعليم العالي، أو من الحصول على أي مؤهل من مؤهلات التعليم العالي في مستوى معين؛

(ب) **المتطلبات الخاصة:** الشروط التي يجب الوفاء بها، فضلاً عن المتطلبات العامة للتعليم العالي، لنيل القبول في برنامج محدد للتعليم العالي، أو للحصول على مؤهل معين من مؤهلات التعليم العالي في تخصص محدد.

المنطقة: إحدى المناطق التالية المذكورة في قائمة اليونسكو الخاصة بتحديد المناطق بغرض تنفيذ المنظمة للأنشطة الإقليمية: منطقة أفريقيا، ومنطقة الدول العربية، ومنطقة آسيا والمحيط الهادي، ومنطقة أوروبا، ومنطقة أمريكا اللاتينية والكاريبي.

مؤسسة للتعليم العالي: مؤسسة تعمل على توفير التعليم العالي، وتقرّر سلطة مختصة لدى دولة طرف في الاتفاقية، أو لدى إحدى الوحدات المكوّنة لدولة طرف في الاتفاقية، بأنها تدرج في عداد المؤسسات المعترف بها في نظام التعليم العالي الموجود لديها.

المؤهل:

(أ) **مؤهل التعليم العالي:** أية وثيقة خاصة بدرجة علمية، أو أية شهادة أو إجازة أو وثيقة أخرى تصدرها سلطة مختصة وتؤكد فيها نجاح حاملها في إتمام برنامج للتعليم العالي، أو تصدّق فيها على حصيلة تعلم سابق لحاملها عند الاقتضاء؛

(ب) مؤهل يتيح الالتحاق بالتعليم العالي: أية وثيقة خاصة بدرجة علمية، أو أية شهادة أو إجازة أو وثيقة أخرى تصدرها سلطة مختصة وتؤكد فيها نجاح حاملها في إتمام برنامج دراسي، أو تصدق فيها على حصيلته تعلم سابق لحاملها عند الاقتضاء، وتتيح لحاملها التمتع بالحق في أن يُنظر في قبوله في مؤسسات وبرامج التعليم العالي.

النازح: شخص مكره على ترك منطقته أو محيطه الاجتماعي وأنشطته المهنية وعلى الانتقال إلى منطقة أخرى أو إلى محيط اجتماعي آخر.

نتائج التعلم: المعارف والمهارات التي يكون المتعلم قد اكتسبها عند إتمامه لعملية تعلم.

نظام التعليم النظامي: نظام التعليم الموجود لدى دولة طرف في هذه الاتفاقية، الذي يضم جميع الكيانات المعترف بها رسمياً والمسؤولة عن التعليم، وكذلك المؤسسات التعليمية العامة والخاصة التي تعمل على توفير التعليم بكل مستوياته، والتي تعترف بها السلطات المختصة لدى الدولة الطرف المعنية وتمنحها الترخيص اللازم للعمل على توفير التعليم وتقديم خدمات أخرى متعلقة بالتعليم.

الوحدات المكوّنة (لدولة طرف في الاتفاقية): الكيانات الرسمية القائمة لدى دولة طرف في هذه الاتفاقية على الصعيد دون الوطني كالأقاليم أو الولايات أو المحافظات أو المقاطعات، والمشار إليها في الفقرة (ب) من المادة العشرين المعنونة "الأنظمة الدستورية الاتحادية أو غير المركزية" من هذه الاتفاقية.

وسائل التعلم غير التقليدية: آليات نظامية وغير نظامية وغير رسمية لإتاحة برامج دراسية وأنشطة تعليمية لا تعتمد في المقام الأول على التفاعل وجهاً لوجه بين المعلم والمتعلم.

القسم الثاني: أهداف الاتفاقية

المادة الثانية

تستند هذه الاتفاقية إلى الاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات وتعزز العمل على تنسيق أمورها وتنقيح نصوصها وتحسين إنجازاتها، وتتمثل أهداف هذه الاتفاقية فيما يلي:

- ١ - تعزيز وتوطيد التعاون الدولي في مجال التعليم العالي؛
- ٢ - دعم المبادرات والسياسات والابتكارات المشتركة بين المناطق من أجل التعاون الدولي في مجال التعليم العالي؛
- ٣ - تيسير الحراك والتمتع بالجدارة على الصعيد العالمي في مجال التعليم العالي من أجل المنفعة المتبادلة لحاملي المؤهلات وللمؤسسات التعليمية العالي وأرباب العمل وسائر الجهات المعنية لدى الدول الأطراف في هذه الاتفاقية، مع تفهم واحترام تنوع نظم التعليم العالي الموجودة لدى الدول الأطراف في الاتفاقية؛
- ٤ - إيجاد إطار عالمي شامل للبت في أمور الاعتراف بالمؤهلات المتعلقة بالتعليم العالي في الوقت المناسب بطريقة عادلة وشفافة وثابتة ومُحكّمة ومتسقة يمكن الوثوق بها؛
- ٥ - احترام وترسيخ وحماية استقلال وتنوع مؤسسات ونظم التعليم العالي؛
- ٦ - تعزيز الثقة بجودة المؤهلات وإمكانية الوثوق بها بوسائل تضم، على سبيل المثال لا الحصر، تعزيز النزاهة والممارسات الأخلاقية؛

- ٧ - نشر ثقافة ضمان الجودة في مؤسسات ونظم التعليم العالي، وتنمية القدرات اللازمة لجعل التدابير الخاصة بضمان الجودة وبأطر المؤهلات وبالاعتراف بالمؤهلات تدابير متسقة ومتكاملة يمكن الوثوق بها، من أجل المساعدة على الحراك على الصعيد الدولي؛
- ٨ - التشجيع على إعداد وجمع معلومات مناسبة ومتاحة وحديثة وشفافة وموثوقة بها، وعلى قيام الجهات المعنية والدول الأطراف والمناطق بتبادل هذه المعلومات وتشاطرها، وكذلك على نشر أفضل الممارسات لدى الجهات المعنية والدول الأطراف وفي مختلف المناطق؛
- ٩ - السعي، عن طريق الاعتراف بالمؤهلات، إلى تعزيز الانتفاع الشامل والمنصف بفرص التعليم العالي الجيد، والمساعدة على إتاحة فرص التعلم مدى الحياة للجميع، ويشمل ذلك اللاجئين والنازحين؛
- ١٠ - التشجيع على استخدام الموارد البشرية والتعليمية على أفضل وجه ممكن على الصعيد العالمي سعياً إلى تعزيز التعليم من أجل التنمية المستدامة، والمساهمة في التطورات البنيوية والاقتصادية والتكنولوجية والثقافية والاجتماعية والديمقراطية لكل المجتمعات.

القسم الثالث: المبادئ الأساسية للاعتراف بالمؤهلات المتعلقة بالتعليم العالي

المادة الثالثة

تضع هذه الاتفاقية المبادئ التالية للاعتراف بالمؤهلات المتعلقة بالتعليم العالي:

- ١ - يحق للأفراد الحصول على تقييم لمؤهلاتهم من أجل تقديم طلبات للقبول في مؤسسات وبرامج التعليم العالي أو للبحث عن فرص عمل؛
- ٢ - ينبغي البتّ في أمور الاعتراف بالمؤهلات في الوقت المناسب بطريقة شفافة وعادلة لا يشوبها أي تمييز، وذلك وفقاً للقواعد والنظم النافذة لدى كل دولة من الدول الأطراف، وينبغي أن يكون ذلك ميسور التكلفة؛
- ٣ - تستند القرارات الخاصة بالاعتراف بالمؤهلات إلى الثقة، وكذلك إلى معايير واضحة وإجراءات عادلة وشفافة لا يشوبها أي تمييز، وتبيّن هذه القرارات الأهمية الجوهرية للانتفاع المنصف بفرص التعليم العالي الذي يُعدّ صالحاً عاماً والذي يمكن أن يفضي إلى الانتفاع بفرص عمل؛
- ٤ - تستند القرارات الخاصة بالاعتراف بالمؤهلات إلى معلومات مناسبة ومتاحة وحديثة وموثوقة بما تقدّمها السلطات المختصة لدى الدول الأطراف في الاتفاقية، أو مراكز المعلومات الوطنية الرسمية أو مرافق مماثلة، عن نظم ومؤسسات وبرامج التعليم العالي وعن آليات ضمان الجودة في مجال التعليم العالي؛
- ٥ - يُراعى عند اتخاذ القرارات الخاصة بالاعتراف بالمؤهلات وجوب احترام تنوع نظم التعليم العالي في جميع أرجاء العالم؛
- ٦ - تؤدي السلطات المختصة بالاعتراف بالمؤهلات، عند اضطلاعها بعمليات تقييم المؤهلات لأغراض الاعتراف بها، العمل المسند إليها في هذا الصدد بحسن نية، وتُبدي أسباباً واضحة لقراراتها، وتكون لديها آليات للطعن في القرارات الخاصة بالاعتراف بالمؤهلات؛

٧ - يقوم أصحاب طلبات الاعتراف بالمؤهلات بتقديم ما يكفي من المعلومات الدقيقة والوثائق اللازمة المتعلقة بمؤهلاتهم بحسن نية، ويحق لهم الطعن في القرارات الصادرة بشأن طلباتهم؛

٨ - تتعهد الدول الأطراف باتخاذ تدابير للقضاء على كل أشكال الممارسات الاحتياطية فيما يخص مؤهلات التعليم العالي عن طريق التشجيع على استخدام الوسائل التكنولوجية المعاصرة والقيام بأنشطة للربط الشبكي بين الدول الأطراف.

القسم الرابع: واجبات الدول الأطراف في الاتفاقية

تفرض هذه الاتفاقية على الدول الأطراف فيها الواجبات التالية:

المادة الرابعة: الاعتراف بالمؤهلات التي تتيح الالتحاق بالتعليم العالي

١ - تعترف كل دولة من الدول الأطراف، لأغراض إتاحة الالتحاق بنظام التعليم العالي الموجود لديها، بالمؤهلات التي تمنحها الدول الأطراف الأخرى وبمحصلة التعلم السابق الموثقة أو المصدق عليها التي تُكتسب لديها، والتي تفي بالمتطلبات العامة للالتحاق بالتعليم العالي لدى تلك الدول الأطراف، ما لم يتسنى إثبات وجود فروق جوهرية بين المتطلبات العامة للالتحاق بالتعليم العالي لدى الدولة الطرف التي منحت المؤهل المطلوب الاعتراف به والمتطلبات العامة للالتحاق بالتعليم العالي لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بالمؤهل. ويكفي أن تقوم كل دولة من الدول الأطراف، بدلاً من ذلك، بتمكين حامل أي مؤهل صادر عن دولة طرف أخرى من الحصول على تقييم لذلك المؤهل.

٢ - تُقيّم المؤهلات التي يجري الحصول عليها بوسائل تعلّم غير تقليدية معترف بها تخضع لآليات لضمان الجودة مماثلة لآليات ضمان الجودة التي تخضع لها وسائل التعلم التقليدية وفقاً للقواعد والنظم النافذة لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بها أو لدى إحدى الوحدات المكوّنة لها، وكذلك وفقاً لمعايير التقييم ذاتها المستخدمة لتقييم المؤهلات المماثلة التي يجري الحصول عليها بوسائل التعلم التقليدية.

٣ - عندما يكون المؤهل الذي حصل عليه صاحب الطلب لدى دولة طرف في الاتفاقية مؤهلاً لا يتيح الالتحاق إلا بأنواع محددة من مؤسسات أو برامج التعليم العالي لدى تلك الدولة الطرف، تتيح كل دولة من الدول الأطراف الأخرى لحامل ذلك المؤهل الالتحاق بأنواع محددة مماثلة من مؤسسات أو برامج التعليم العالي الموجودة لديها، ما لم يتسنى إثبات وجود فروق جوهرية.

المادة الخامسة: الاعتراف بمؤهلات التعليم العالي

١ - تعترف كل دولة من الدول الأطراف بأي مؤهل من مؤهلات التعليم العالي التي تمنحها دولة طرف أخرى، ما لم يتسنى إثبات وجود فروق جوهرية بين المؤهل المطلوب الاعتراف به والمؤهل المناظر له لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بالمؤهل. ويكفي أن تقوم كل دولة من الدول الأطراف، بدلاً من ذلك، بتمكين حامل أي مؤهل من مؤهلات التعليم العالي الصادرة عن دولة طرف أخرى من الحصول على تقييم لذلك المؤهل، بناءً على طلب حامل المؤهل.

٢ - تُقيّم مؤهلات التعليم العالي التي يجري الحصول عليها بوسائل تعلّم غير تقليدية معترف بها تخضع لآليات لضمان الجودة مماثلة لآليات ضمان الجودة التي تخضع لها وسائل التعلم التقليدية وتُعتبر جزءاً من نظام التعليم العالي الموجود

لدى دولة طرف في الاتفاقية وفقاً للقواعد والنظم النافذة لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بها أو لدى إحدى الوحدات المكوّنة لها، وكذلك وفقاً لمعايير التقييم ذاتها المستخدمة لتقييم المؤهلات المماثلة التي يجري الحصول عليها بوسائل التعلم التقليدية.

٣ - تُقيّم مؤهلات التعليم العالي التي يتيح التعليم العابر للحدود الحصول عليها من خلال البرامج الدراسية الخاصة بالدرجات العلمية الدولية المشتركة، أو من خلال أي برنامج دراسي مشترك يُنفّذ في أكثر من بلد واحد ويكون واحد منها على الأقل دولة طرفاً في هذه الاتفاقية، وفقاً للقواعد والنظم النافذة لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بها أو لدى إحدى الوحدات المكوّنة لها، وكذلك وفقاً لمعايير التقييم ذاتها المستخدمة لتقييم المؤهلات التي يجري الحصول عليها من خلال برامج دراسية تُنفّذ في بلد واحد.

٤ - يؤدي اعتراف أية دولة طرف في الاتفاقية بأي مؤهل من مؤهلات التعليم العالي التي تمنحها دولة طرف أخرى إلى إحدى النتيجةين التاليتين على الأقل:

(أ) منح حامل المؤهل المعترف به الحق في تقديم طلبات للقبول في برامج الدراسات العليا بالشروط ذاتها التي تنطبق على حاملي مؤهلات التعليم العالي التي تمنحها الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بالمؤهل؛

(ب) و/أو منح حامل المؤهل المعترف به الحق في استخدام هذا المؤهل وفقاً للقوانين والنظم النافذة لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بالمؤهل أو لدى إحدى الوحدات المكوّنة لها.

وقد يؤدي تقييم المؤهل والاعتراف به، فضلاً عن ذلك، إلى تمكين أصحاب الطلبات المؤهلين من البحث عن فرص عمل وفقاً للقوانين والنظم النافذة لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بالمؤهل أو لدى إحدى الوحدات المكوّنة لها.

٥ - تسعى السلطة المختصة بالاعتراف بالمؤهلات، في حال تمكنها من إثبات وجود فروق جوهرية بين المؤهل المطلوب الاعتراف به والمؤهل المناظر له لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بالمؤهل، إلى الوقوف على إن كان من الممكن الاعتراف بالمؤهل اعترافاً جزئياً.

٦ - يجوز لكل دولة من الدول الأطراف أن تجعل اعترافها بمؤهلات التعليم العالي التي يجري الحصول عليها من خلال التعليم العابر للحدود، أو التي تمنحها المؤسسات التعليمية الأجنبية العاملة في الأراضي الخاضعة لولايتها، مشروطاً بتلبية متطلبات خاصة بموجب القوانين والنظم النافذة لديها أو لدى إحدى الوحدات المكوّنة لها، أو بموجب اتفاقات محددة مبرمة مع الدول الأطراف الأصلية التي تنتمي إليها تلك المؤسسات.

المادة السادسة: الاعتراف بالدراسات الجزئية وبحصيلة التعلم السابق

١ - يجوز لكل دولة من الدول الأطراف أن تعترف، عند الاقتضاء، لأغراض إتاحة إتمام برنامج للتعليم العالي أو مواصلة دراسات عليا، بالدراسات الجزئية الموثقة أو المصدّق عليها التي أنجزها صاحب الطلب أو بحصيلة التعلم السابق الموثقة أو المصدّق عليها التي اكتسبها لدى دولة طرف أخرى، آخذة بعين الاعتبار أحكام القوانين النافذة لدى الدولة الطرف الأخرى فيما يخص إتاحة الالتحاق بالتعليم العالي، ما لم يتسبّب إثبات وجود فروق جوهرية بين الدراسات الجزئية أو حصيلة التعلم السابق والجزء الذي يُفترض أن تحل تلك الدراسات الجزئية أو حصيلة التعلم

السابق محله في برنامج التعليم العالي المراد الالتحاق به لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بها. ويكفي أن تقوم كل دولة من الدول الأطراف، بدلاً من ذلك، بتمكين أي شخص أنجز دراسات جزئية موثقة أو مصدق عليها أو اكتسب حصيلة تعلم سابق موثقة أو مصدق عليها لدى دولة طرف أخرى من الحصول على تقييم لتلك الدراسات الجزئية أو حصيلة التعلم السابق، بناءً على طلب الشخص المعني.

٢ - تُقيّم الدراسات الجزئية الموثقة أو المصدّق عليها المتعلقة ببرامج التعليم العالي التي تتيحها وسائل تعلم غير تقليدية معترف بها تخضع لآليات لضمان الجودة مماثلة لآليات ضمان الجودة التي تخضع لها وسائل التعلم التقليدية وتُعتبر جزءاً من نظام التعليم العالي الموجود لدى دولة طرف في الاتفاقية وفقاً للقواعد والنظم النافذة لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بها أو لدى إحدى الوحدات المكوّنة لها، وكذلك وفقاً لمعايير التقييم ذاتها المستخدمة لتقييم الدراسات الجزئية التي تتيحها وسائل التعلم التقليدية.

٣ - تُقيّم الدراسات الجزئية الموثقة أو المصدّق عليها المتعلقة ببرامج التعليم العالي التي يتيحها التعليم العابر للحدود من خلال البرامج الدراسية الخاصة بالدرجات العلمية الدولية المشتركة، أو من خلال أي برنامج دراسي مشترك يُنفذ في أكثر من بلد واحد ويكون واحد منها على الأقل دولة طرفاً في هذه الاتفاقية، وفقاً للقواعد والنظم النافذة لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بها أو لدى إحدى الوحدات المكوّنة لها، وكذلك وفقاً لمعايير التقييم ذاتها المستخدمة لتقييم الدراسات الجزئية المنجزة في بلد واحد.

المادة السابعة: الاعتراف بمؤهلات اللاجئين والنازحين وبدراساتهم الجزئية

تتخذ كل دولة من الدول الأطراف التدابير اللازمة والممكنة، في إطار نظامها التعليمي وبما يتوافق مع أحكام دستورها وقوانينها ونظمها، من أجل وضع إجراءات معقولة لتقييم مدى توفر متطلبات الالتحاق بالتعليم العالي، أو متطلبات الالتحاق ببرامج الدراسات العليا، أو متطلبات البحث عن فرص عمل، لدى اللاجئين والنازحين تقييماً عادلاً وفعالاً في جميع الحالات، ومنها الحالات التي يتعذر فيها تقديم وثائق تثبت الدراسات الجزئية المنجزة أو حصيلة التعلم السابق المكتسبة أو المؤهلات المحصّلة لدى دولة أخرى.

المادة الثامنة: المعلومات اللازمة لتقييم المؤهلات والاعتراف بها

١ - تقوم كل دولة من الدول الأطراف بوضع نظم شفافة لوصف المؤهلات ونتائج التعلم المحصّلة في أراضيها وصفاً كاملاً.

٢ - تعمل كل دولة من الدول الأطراف، قدر المستطاع وفقاً لوضعها الدستوري والتشريعي والتنظيمي وبنيتها الدستورية والتشريعية والتنظيمية، على وضع نظام يتسم بالموضوعية ويمكن الوثوق به لترخيص مؤسسات التعليم العالي والاعتراف بها وضمان جودتها من أجل تعزيز الثقة بنظام التعليم العالي الموجود لديها.

٣ - تقوم كل دولة من الدول الأطراف بإنشاء مركز وطني للمعلومات أو مرافق مماثلة، وبالإبقاء على مركز المعلومات الوطني القائم أو المرافق المماثلة القائمة، من أجل إتاحة الاطلاع على معلومات مناسبة ودقيقة وحديثة عن نظام التعليم العالي الموجود لديها.

٤ - تشجّع كل دولة من الدول الأطراف على استخدام الوسائل التكنولوجية لتيسير الاطلاع على المعلومات.

٥ - تضطلع كل دولة من الدول الأطراف بما يلي:

(أ) إتاحة الاطلاع على معلومات دقيقة يمكن الاحتجاج بها عن نظام التعليم العالي الموجود لديها، وعن مؤهلات التعليم العالي التي تمنحها، وعن ضمان جودة التعليم العالي لديها، وعن أطر مؤهلات التعليم العالي لديها إن وُجدت؛

(ب) تيسير نشر معلومات دقيقة عن نُظم التعليم العالي الموجودة لدى الدول الأطراف الأخرى، وعن مؤهلات التعليم العالي التي تمنحها الدول الأطراف الأخرى، وعن المؤهلات التي تتيح الالتحاق بالتعليم العالي لدى تلك الدول الأطراف، وتيسير الاطلاع على هذه المعلومات؛

(ج) القيام، عند الاقتضاء، بإسداء المشورة بشأن أمور الاعتراف بالمؤهلات وتقديم المعلومات اللازمة عن هذه الأمور، ومنها الأمور المتعلقة بمعايير وإجراءات تقييم المؤهلات والأمور المتعلقة بإعداد المواد اللازمة لنشر الممارسات الجيدة فيما يخص الاعتراف بالمؤهلات، وذلك وفقاً للقوانين والنُظم والسياسات النافذة لديها؛

(د) ضمان توفير ما يكفي من المعلومات اللازمة، خلال مدة معقولة، عن أية مؤسسة من المؤسسات التي يضمها نظام التعليم العالي الموجود لديها، وكذلك عن أي برنامج من البرامج الدراسية التي تديرها تلك المؤسسات، من أجل تمكين السلطات المختصة لدى الدول الأطراف الأخرى من التحقق من تلبية المؤهلات التي تمنحها تلك المؤسسات لمتطلبات الجودة اللازمة لتسويق الاعتراف بهذه المؤهلات لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بها.

المادة التاسعة: تقييم طلبات الاعتراف بالمؤهلات

١ - تقع مسؤولية توفير ما يكفي من المعلومات اللازمة في المقام الأول على عاتق صاحب الطلب الذي يجب عليه أن يقدم هذه المعلومات بحسن نية.

٢ - تضمن كل دولة من الدول الأطراف قيام المؤسسات التي يضمها نظام التعليم الموجود لديها، قدر المستطاع وخلال مدة معقولة، بتزويد حامل المؤهل المطلوب الاعتراف به، أو بتزويد المؤسسة المعنية أو السلطات المختصة بالاعتراف بالمؤهلات لدى الدولة الطرف المطلوب منها الاعتراف بالمؤهل، بمعلومات مناسبة عن المؤهل مجاناً عندما يُطلب منها ذلك.

٣ - تضمن كل دولة من الدول الأطراف إفصاح الهيئة التي تضطلع بالتقييم لأغراض الاعتراف بأي مؤهل عن أسباب عدم تلبية المؤهل المطلوب الاعتراف به للمتطلبات، أو عن الفروق الجوهرية التي يتيح التقييم الوقوف عليها.

المادة العاشرة: تقديم المعلومات اللازمة عن السلطات المختصة بالاعتراف بالمؤهلات

١ - تُعلم كل دولة من الدول الأطراف جهة إيداع هذه الاتفاقية إعلاماً رسمياً بالسلطات المختصة بالبت في أمور الاعتراف بالمؤهلات وبتخاذ القرارات بشأنها في الأراضي الخاضعة لولايتها.

- ٢ - تكون أحكام هذه الاتفاقية، في حال وجود سلطات مركزية مختصة بالاعتراف بالمؤهلات لدى أية دولة طرف فيها، ملزمة إلزاماً مباشراً لهذه السلطات المركزية؛ وتتخذ هذه السلطات التدابير اللازمة لضمان تنفيذ أحكام هذه الاتفاقية في الأراضي الخاضعة لولاية الدولة الطرف المعنية.
- ٣ - تقوم الدولة الطرف المعنية، في حال اختصاص الوحدات المكونة لها بالبت في أمور الاعتراف بالمؤهلات وبتخاذ القرارات بشأنها، بتزويد جهة الإيداع ببيان موجز عن وضعها الدستوري وبنيتها الدستورية عند توقيعها على الاتفاقية أو عند إيداع وثيقة التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام الخاصة بها، وكذلك عند حدوث أي تغير في هذا الصدد بعد ذلك. وتتخذ السلطات المختصة بالاعتراف بالمؤهلات لدى الوحدات المكونة للدولة الطرف المعنية في هذه الحالة، قدر المستطاع وفقاً للوضع الدستوري والبنية الدستورية للدولة الطرف، التدابير اللازمة لضمان تنفيذ أحكام هذه الاتفاقية في الأراضي الخاضعة لولاية الدولة الطرف المعنية.
- ٤ - تقوم الدولة الطرف أو الوحدة المكونة المعنية، في حال اختصاص مؤسسات التعليم العالي أو كيانات أخرى بالبت فيما يعينها من أمور الاعتراف بالمؤهلات وبتخاذ القرارات بشأنها، بتبليغ نص هذه الاتفاقية إلى تلك المؤسسات أو الكيانات وفقاً للوضع الدستوري والبنية الدستورية للدولة الطرف؛ وتتخذ الدولة الطرف أو الوحدة المكونة المعنية كل التدابير اللازمة لتشجيع على مراعاة هذه الاتفاقية وتطبيق أحكامها.
- ٥ - تنطبق أحكام الفقرات ٢ و ٣ و ٤ من هذه المادة، بعد تعديلها بحسب الاقتضاء، على الواجبات التي تفرضها هذه الاتفاقية على الدول الأطراف فيها.

المادة الحادية عشرة: متطلبات القبول الإضافية في برامج التعليم العالي

- ١ - عندما يتوقف القبول في برامج معينة للتعليم العالي على تلبية متطلبات خاصة فضلاً عن المتطلبات العامة، يجوز للسلطات المختصة لدى الدولة الطرف المعنية أن تفرض تلك المتطلبات الخاصة ذاتها على حاملي المؤهلات التي تمنحها الدول الأطراف الأخرى، أو أن تقيم مدى تلبية أصحاب طلبات الاعتراف بالمؤهلات التي تمنحها الدول الأطراف الأخرى لمتطلبات مماثلة.
- ٢ - عندما لا تتيح المؤهلات المطلوب الاعتراف بها الالتحاق بالتعليم العالي لدى الدولة الطرف التي تمنحها إلا بعد النجاح في امتحانات إضافية، يجوز لسائر الدول الأطراف أن تجعل الالتحاق بالتعليم العالي لديها مشروطاً بتلبية المتطلبات ذاتها أو أن تتيح لصاحب الطلب خياراً آخر لتلبية تلك المتطلبات الإضافية في إطار نظمها التعليمية.
- ٣ - بدون المساس بأحكام المادة الرابعة، يجوز أن يكون القبول في مؤسسة معينة للتعليم العالي، أو في برنامج معين داخل تلك المؤسسة، محدوداً أو انتقائياً وفقاً لنظم عادلة وشفافة.
- ٤ - فيما يخص الفقرة ٣ من هذه المادة، تُصاغ إجراءات القبول صياغة ترمي إلى ضمان تقييم المؤهلات الأجنبية وفقاً لمبادئ الشفافية والعدالة وعدم التمييز المبيّنة في المادة الثالثة.
- ٥ - بدون المساس بأحكام المادة الرابعة، يجوز أن يكون القبول في مؤسسة معينة للتعليم العالي مشروطاً بقيام حامل المؤهل بإثبات تمتعه بما يكفي من الكفاءة بلغة أو لغات التدريس في المؤسسة المعنية، أو بلغات أخرى محددة.

- ٦ - يجوز لكل دولة من الدول الأطراف، لأغراض القبول في برامج التعليم العالي، أن تجعل اعترافها بالمؤهلات التي تمنحها المؤسسات التعليمية الأجنبية العاملة في الأراضي الخاضعة لولايتها مشروطاً بتلبية متطلبات خاصة بموجب القوانين والنظم النافذة لديها أو لدى إحدى الوحدات المكونة لها، أو بموجب اتفاقات محددة مبرمة مع الدول الأطراف الأصلية التي تنتمي إليها تلك المؤسسات.

القسم الخامس: الاستعانة بالهيئات التنفيذية والتعاون معها

المادة الثانية عشرة: الهيئات التنفيذية

تتفق الدول الأطراف على تنفيذ هذه الاتفاقية عن طريق الاستعانة بالجهات التالية أو بالتعاون معها:

- ١ - الهيئات التنفيذية الوطنية؛
- ٢ - شبكات الهيئات التنفيذية الوطنية؛
- ٣ - المنظمات الوطنية والإقليمية والعالمية المعنية بالاعتماد وضمان الجودة ووضع أطر المؤهلات والاعتراف بالمؤهلات؛
- ٤ - المؤتمر الدولي الحكومي للدول الأطراف في هذه الاتفاقية؛
- ٥ - لجان الاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات.

المادة الثالثة عشرة: الهيئات التنفيذية الوطنية

- ١ - سعياً إلى تيسير الاعتراف بمؤهلات التعليم العالي، تتعهد الدول الأطراف بتنفيذ هذه الاتفاقية عن طريق الاستعانة بالجهات المعنية، ومنها المراكز الوطنية للمعلومات أو المرافق المماثلة.
- ٢ - تُعلم كل دولة من الدول الأطراف في هذه الاتفاقية أمانة المؤتمر الدولي الحكومي للدول الأطراف في الاتفاقية بالهيئات التنفيذية الوطنية القائمة لديها، وبأي تغير في هذا الصدد.
- ٣ - ينبغي للهيئات التنفيذية الوطنية أن تقيم شبكات وأن تشارك فيها مشاركة نشيطة.

المادة الرابعة عشرة: شبكات الهيئات التنفيذية الوطنية

- ١ - تُقام شبكات للهيئات التنفيذية الوطنية، وتضم هذه الشبكات الهيئات التنفيذية الوطنية القائمة لدى الدول الأطراف وتقدم الدعم والمساعدة من أجل التطبيق العملي لهذه الاتفاقية، تحت رعاية المؤتمر الدولي الحكومي للدول الأطراف في الاتفاقية.
- ٢ - تقدم الشبكات إلى الدول الأطراف عند الطلب خدمات تشمل تبادل المعلومات وبناء القدرات والمساعدة التقنية.
- ٣ - تسعى الشبكات إلى تعزيز التعاون بين المناطق في إطار هذه الاتفاقية، وتقيم علاقات مع المؤتمر الدولي الحكومي للدول الأطراف في الاتفاقية.

- ٤ - يجوز للدول الأطراف في هذه الاتفاقية الانضمام إلى الشبكات الإقليمية القائمة التي أنشئت بموجب الاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات، أو إنشاء شبكات جديدة. ويتطلب الانضمام إلى الشبكات الإقليمية القائمة موافقة اللجان المعنية للاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات.

المادة الخامسة عشرة: المؤتمر الدولي الحكومي للدول الأطراف في الاتفاقية

- ١ - يُنشأ مؤتمر دولي حكومي للدول الأطراف في هذه الاتفاقية يُشار إليه فيما يلي باسم "مؤتمر الدول الأطراف".
- ٢ - يتألف مؤتمر الدول الأطراف من ممثلين لجميع الدول الأطراف في هذه الاتفاقية.
- ٣ - تُدعى الدول غير الأطراف في هذه الاتفاقية، وكذلك رؤساء لجان الاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات، إلى المشاركة في دورات مؤتمر الدول الأطراف بصفة مراقب.
- ٤ - يجوز أن يُدعى ممثلون للمنظمات الدولية والإقليمية المعنية، وكذلك ممثلون للمنظمات الحكومية وغير الحكومية العاملة في مجال الاعتراف بمؤهلات التعليم العالي، لحضور دورات مؤتمر الدول الأطراف بصفة مراقب.
- ٥ - يجتمع مؤتمر الدول الأطراف في دورة عادية مرة كل سنتين على الأقل. ويجوز له أن يجتمع في دورة استثنائية بموجب قرار صادر عنه أو بناءً على طلب ما لا يقل عن ثلث الدول الأطراف. ويكون لمؤتمر الدول الأطراف برنامج عمل مؤقت فيما يخص الأنشطة خلال الفترات الفاصلة بين الدورات. ويقدم مؤتمر الدول الأطراف تقريراً إلى المؤتمر العام لليونسكو في كل دورة من الدورات العادية للمؤتمر العام.
- ٦ - يجتمع مؤتمر الدول الأطراف لأول مرة في غضون سنتين اعتباراً من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيّز النفاذ، ويعتمد مؤتمر الدول الأطراف لدى اجتماعه لأول مرة نظامه الداخلي.
- ٧ - يدعو مؤتمر الدول الأطراف إلى تطبيق هذه الاتفاقية ويشرف على تنفيذها عن طريق اعتماد توصيات أو إعلانات، أو نماذج للممارسات الجيدة، أو أي نص فرعي آخر مناسب، على الصعيد العالمي أو على صعيد المناطق.
- ٨ - يجوز لمؤتمر الدول الأطراف أن يعتمد مبادئ توجيهية لتنفيذ الاتفاقية من أجل الدول الأطراف في هذه الاتفاقية بالتشاور مع لجان الاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات.
- ٩ - يساعد مؤتمر الدول الأطراف على متابعة الأنشطة المتعلقة برصد تنفيذ هذه الاتفاقية والأنشطة المتعلقة بإعداد تقارير عن تنفيذ الاتفاقية وتقديمها إلى الهيئتين الرئاسيتين لليونسكو.
- ١٠ - يتعاون مؤتمر الدول الأطراف مع لجان الاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات تحت رعاية اليونسكو.
- ١١ - يضمن مؤتمر الدول الأطراف تبادل المعلومات الضرورية بينه وبين لجان الاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات.
- ١٢ - يدرس مؤتمر الدول الأطراف مشاريع التعديلات المقترحة إدخالها على هذه الاتفاقية بغرض اعتمادها وفقاً لما تنص عليه المادة الثالثة والعشرون. ويجب ألا تمسّ التعديلات التي تُعتمد بالمبادئ المذكورة في هذه الاتفاقية فيما يخص الاعتراف بالمؤهلات في الوقت المناسب بطريقة شفافة وعادلة لا يشوبها أي تمييز.

١٣- يتولى المدير العام لليونسكو توفير خدمات الأمانة لمؤتمر الدول الأطراف. وتتولى الأمانة إعداد وثائق مؤتمر الدول الأطراف ومشاريع جداول أعمال دوراته، وتعمل على تنفيذ قراراته.

القسم السادس: أحكام ختامية

المادة السادسة عشرة: تصديق الدول الأعضاء في اليونسكو على الاتفاقية أو قبولها للاتفاقية أو موافقتها عليها

- ١ - تخضع هذه الاتفاقية لتصديق أو قبول أو موافقة الدول الأعضاء في اليونسكو، وكذلك الكرسي البابوي، وفقاً للإجراءات الدستورية والتشريعية لكل منها.
- ٢ - تودع وثائق التصديق أو القبول أو الموافقة لدى المدير العام لليونسكو.

المادة السابعة عشرة: الانضمام إلى الاتفاقية

- ١ - يُفتح باب الانضمام إلى هذه الاتفاقية لجميع الدول غير الأعضاء في اليونسكو، ولكنها أعضاء في الأمم المتحدة، التي يدعواها المؤتمر العام لليونسكو إلى الانضمام إلى الاتفاقية.
- ٢ - يُفتح باب الانضمام إلى هذه الاتفاقية أيضاً للأراضي أو الأقاليم التي تتمتع بالحكم الذاتي الداخلي التام، والتي تعترف بها الأمم المتحدة بهذه الصفة ولكنها لم تحصل على استقلالها التام وفقاً لقرار الجمعية العامة ١٥١٤ (الدورة ١٥)، والتي تختص بالأمور التي تنظمها هذه الاتفاقية اختصاصاً يشمل إبرام معاهدات بشأن هذه الأمور.
- ٣ - تودع وثيقة الانضمام لدى المدير العام لليونسكو.

المادة الثامنة عشرة: دخول الاتفاقية حيز التنفيذ

- ١ - تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بعد تاريخ إيداع الوثيقة العشرين للتصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام بثلاثة أشهر، على أن يقتصر هذا النفاذ على الدول الأطراف التي أودعت وثائق التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام الخاصة بها في ذلك التاريخ أو قبله.
- ٢ - تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، فيما يخص أية دولة طرف أخرى، بعد تاريخ إيداع هذه الدولة الطرف وثيقة التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام الخاصة بها بثلاثة أشهر.

المادة التاسعة عشرة: العلاقات بين الدول الأطراف في هذه الاتفاقية والأطراف في الاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات وفي سائر المعاهدات

- ١ - لا يتطلب التصديق على هذه الاتفاقية، ولا قبولها أو الموافقة عليها أو الانضمام إليها، التصديق قبل ذلك على أية اتفاقية من الاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات أو قبولها أو الموافقة عليها أو الانضمام إليها.
- ٢ - تقوم الدول الأطراف في هذه الاتفاقية بما يلي:
(أ) تعزيز التآزر بين هذه الاتفاقية وسائر المعاهدات التي تكون أطرافاً فيها، ولا سيما بين هذه الاتفاقية والاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات؛

(ب) أخذ ما ينطبق على حالها من أحكام هذه الاتفاقية بعين الاعتبار عند تفسير وتطبيق الاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات التي تكون أطرافاً فيها، أو عند إبرام اتفاقات تفرض عليها واجبات دولية أخرى.

٣ - لا يجوز تفسير أي حكم من أحكام هذه الاتفاقية تفسيراً يمسّ بحقوق وواجبات الدول الأطراف فيها بموجب الاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات، أو بموجب سائر المعاهدات التي تكون الدول الأطراف في هذه الاتفاقية أطرافاً فيها.

٤ - سعيًا إلى ضمان التفاعل المتسق بين هذه الاتفاقية والاتفاقيات الإقليمية للاعتراف بالمؤهلات وأي اتفاقات ثنائية أو متعددة الأطراف مرتبطة بها، وكذلك بينها وبين أية معاهدة أو اتفاقية مبرمة أو تُبرم في المستقبل وتكون أو تصبح أية دولة طرف في هذه الاتفاقية طرفاً فيها، لا يجوز اتخاذ أي حكم من أحكام هذه الاتفاقية، ولا سيما الأحكام المتعلقة بمراكز المعلومات الوطنية والشبكات والفروق الجوهرية، مسوغاً لعدم التقيد بأي أحكام يكون الأخذ بها أفضل من الأخذ بغيرها من أجل الاعتراف بالمؤهلات.

المادة العشرون: الأنظمة الدستورية الاتحادية أو غير المركزية

مع الإقرار بأن الاتفاقات الدولية تُلزم الدول الأطراف فيها على حد سواء بغض النظر عن أنظمتها الدستورية، تنطبق الأحكام التالية على الدول الأطراف ذات الأنظمة الدستورية الاتحادية أو غير المركزية:

(أ) فيما يخص أحكام هذه الاتفاقية التي يندرج تنفيذها في نطاق الاختصاص القانوني للسلطة التشريعية الاتحادية أو المركزية، تكون واجبات الحكومة الاتحادية أو المركزية مماثلة لواجبات الدول الأطراف التي لا تدرج في عداد الدول الاتحادية؛

(ب) فيما يخص أحكام هذه الاتفاقية التي يندرج تنفيذها في نطاق اختصاص وحدات مكوّنة لدولة طرف في الاتفاقية لا يلزمها النظام الدستوري للاتحاد باتخاذ تدابير تشريعية كالأقاليم أو الولايات أو المحافظات أو المقاطعات، تُطلع الحكومة الاتحادية، بحسب الاقتضاء، السلطات المختصة للوحدات المكوّنة المعنية على تلك الأحكام وتوصيها باعتمادها.

المادة الحادية والعشرون: الانسحاب من الاتفاقية

- ١ - يجوز لأية دولة من الدول الأطراف في هذه الاتفاقية أن تنسحب منها متى شاءت.
- ٢ - تُقدّم وثيقة مكتوبة للإخطار بالانسحاب، وتودّع هذه الوثيقة لدى المدير العام لليونسكو.
- ٣ - يصبح الانسحاب نافذاً بعد مضيّ اثني عشر شهراً على تسلّم وثيقة الانسحاب. ولا يؤثر الانسحاب، بأي حال من الأحوال، في الواجبات التي تفرضها هذه الاتفاقية على الدولة الطرف المنسحبة منها حتى تاريخ نفاذ الانسحاب.
- ٤ - لا يؤثر الانسحاب من هذه الاتفاقية بتاتاً فيما يلي:

(أ) قرارات الاعتراف بالمؤهلات التي تُتخذ بموجب أحكام هذه الاتفاقية قبل الانسحاب منها؛

(ب) عمليات تقييم المؤهلات لأغراض الاعتراف بها التي لا تزال جارية بموجب أحكام هذه الاتفاقية.

المادة الثانية والعشرون: مهام جهة الإيداع

يقوم المدير العام لليونسكو، بصفته جهة إيداع هذه الاتفاقية، بإعلام الدول الأعضاء في المنظمة، والدول غير الأعضاء فيها المشار إليها في المادة السابعة عشرة، وكذلك الأمم المتحدة، بما يلي:

(أ) إيداع جميع وثائق التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام المنصوص عليها في المادة السادسة عشرة والمادة السابعة عشرة؛

(ب) إيداع جميع وثائق الانسحاب المنصوص عليها في المادة الحادية والعشرين؛

(ج) التعديلات المدخلة على الاتفاقية والمعتمدة وفقاً لما تنص عليه المادة الثالثة والعشرون، وتاريخ نفاذ تلك التعديلات وفقاً لما تنص عليه المادة الثالثة والعشرون.

المادة الثالثة والعشرون: تعديل الاتفاقية

١ - يجوز لأية دولة من الدول الأطراف في هذه الاتفاقية أن تقترح إدخال تعديلات عليها عن طريق إرسال بلاغ مكتوب لهذا الغرض إلى المدير العام لليونسكو. ويحيل المدير العام هذا البلاغ إلى جميع الدول الأطراف في الاتفاقية. وإذا حظي الاقتراح، في غضون ستة أشهر اعتباراً من تاريخ إحالة البلاغ إلى جميع الدول الأطراف في الاتفاقية، بموافقة نصف الدول الأطراف على الأقل، يتولى المدير العام عرض الاقتراح على المؤتمر الدولي الحكومي للدول الأطراف في الاتفاقية إبان دورته المقبلة لبحثه والنظر في إمكانية اعتماده.

٢ - تُعتمد التعديلات بأغلبية ثلثي الدول الأطراف الحاضرة والمصوتة.

٣ - تُحال التعديلات المدخلة على هذه الاتفاقية، عقب اعتمادها، إلى الدول الأطراف في الاتفاقية من أجل التصديق على الاتفاقية المعدلة أو قبولها أو الموافقة عليها أو الانضمام إليها.

٤ - يبدأ نفاذ التعديلات المدخلة على هذه الاتفاقية، فيما يخص الدول الأطراف التي صدقت على الاتفاقية المعدلة أو قبلتها أو وافقت عليها أو انضمت إليها، بعد تاريخ إيداع ثلثي الدول الأطراف وثائق التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام المشار إليها في الفقرة ٣ من هذه المادة بثلاثة أشهر. ويبدأ نفاذ التعديلات بعد ذلك، فيما يخص كل دولة طرف تصدق على الاتفاقية المعدلة أو قبلها أو توافق عليها أو تنضم إليها، بعد تاريخ إيداع هذه الدولة الطرف وثيقة التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام الخاصة بها بثلاثة أشهر.

٥ - تُعتبر أية دولة تصبح دولة طرفاً في هذه الاتفاقية بعد بدء نفاذ التعديلات وفقاً لأحكام الفقرة ٤ من هذه المادة، وما لم تعرب عن نية مخالفة:

(أ) دولة طرفاً في الاتفاقية المعدلة؛

(ب) دولة طرفاً في الاتفاقية غير المعدلة فيما يخص العلاقة مع الدول الأطراف الأخرى غير الملزمة بالتعديلات.

المادة الرابعة والعشرون: التسجيل لدى الأمم المتحدة

وفقاً للمادة ١٠٢ من ميثاق الأمم المتحدة، تُسجل هذه الاتفاقية لدى أمانة الأمم المتحدة بناءً على طلب المدير العام لليونسكو.

المادة الخامسة والعشرون: النصوص ذات الحجية

أُعِدَّت هذه الاتفاقية باللغة العربية والصينية والإنجليزية والفرنسية والروسية والإسبانية، وتتساوى نصوصها الستة جميعها في الحجية.



联合国教育、
科学及文化组织

承认高等教育相关资历全球公约

巴黎，2019年11月25日

承认高等教育相关资历全球公约

序 言

联合国教育、科学及文化组织大会于 2019 年 11 月 12 日至 27 日在巴黎举行的第四十届会议，

出于增强各缔约国之间教育、地域、人道主义、文化、科学和社会经济联系以及加强地区间对话并分享资历承认文书和实践的**共同愿望**，

忆及联合国教育、科学及文化组织（教科文组织）《组织法》规定“本组织之宗旨在于通过教育、科学及文化来促进各国间之合作，对和平与安全作出贡献”，

铭记 1945 年《联合国宪章》、1948 年《世界人权宣言》、1951 年《关于难民地位的公约》及其 1967 年《议定书》、1954 年《关于无国籍人地位的公约》、教科文组织 1960 年《反对教育歧视公约》，特别是其第四（甲）条；联合国 1966 年《经济、社会及文化权利国际公约》和教科文组织 1989 年《技术和职业教育公约》之规定，

铭记教科文组织 1993 年《关于承认高等教育学历与资格的建议书》、1997 年《关于高等教育教学人员地位的建议书》、2007 年《联合国土著人民权利宣言》和教科文组织 2017 年《关于科学和科学人员的建议书》，

依托教科文组织关于承认高等教育相关资历的各项地区公约，

重申缔约国对促进各级包容和公平的优质教育以及全民终身学习机会所承担的责任，

意识到不断加强的高等教育国际合作，学生、工人、专业人员、研究人员和学术工作者的流动，科学研究方面的变化，以及教学和学习不同模式、方法、发展和创新，

认为由公立和私立机构提供的高等教育既是一种公共产品，也是一项公共责任，并且**认识到**需要维护并捍卫高等教育机构学术自由和自主的原则，

深信通过学习者和学习、学者、科学研究和研究人员以及工人和专业人员的流动，高等教育相关资历的国际承认将促进相互依存的学习和知识发展，并加强高等教育国际合作，

尊重各缔约国的文化多样性以及教育传统和高等教育价值观的差异，

希望顺应需要，通过一项承认高等教育相关资历全球公约，从而对教科文组织关于承认高等教育相关资历的地区公约形成补充并促进它们之间的协调一致，

深信有必要寻求共同、实际且透明的解决方案，在全球范围改进资历承认工作，

深信本公约将促进国际流动、公正透明的资历承认程序方面的交流与合作，以及全球层面的高等教育质量保障和学术诚信，

兹于 2019 年 11 月 25 日通过本公约。

第一章 术语定义

第一条

本公约采用如下定义：

入学（高等教育）：为持有资历的任何个人提供的申请接受某一层次高等教育并被考虑录取的权利。

录取（高等教育机构或课程）：准许合格申请人在某一特定机构和/或某一特定课程接受高等教育的行为或制度。

申请人：

- （一） 将资历、部分学程或先前学习提交资历承认主管机构评估和/或承认的个人；
或者
- （二） 经个人同意代表其行事的实体。

评估：从事资历评价的资历承认主管机构对申请人的资历、部分学程或先前学习的评价。

主管机构：具有职权、能力或法定权力行使某一特定职能的个人或实体。

资历承认主管机构：根据缔约国的法律、法规、政策或惯例评估资历和/或作出资历承认决定的实体。

组成单位：符合本公约第二十条“联邦制或非单一立宪制”第（二）项之规定的省、邦、县或州等国家以下一级管辖区的本公约缔约国官方实体。

跨境教育：涉及跨越缔约国边界的人员、知识、教学计划、办学者和课程流动的所有教育方式，包括但不限于：有质量保障的国际联合学位课程、跨境高等教育、跨国教育、境外教育和无国界教育。

流离失所者：被迫离开其居住地或环境并放弃职业活动，前往其他居住地或环境的个人。

正规教育系统：包括官方承认的所有负责教育的实体，以及缔约国主管机构承认并因此授权其提供教学和其他相关教育服务的各级公立和私立教育机构在内的缔约国教育系统。

正规学习：在缔约国主管机构承认并因此授权其开展学习活动的教育机构提供的、可获得正规资历的结构化学习环境中进行的学习。

高等教育：被缔约国或缔约国的组成单位的主管机构承认属于其高等教育系统的各类中等教育后学习课程或学习课程组合。

高等教育机构：被缔约国或缔约国的组成单位的主管机构承认属于其高等教育系统的高等教育办学机构。

高等教育课程：被缔约国或缔约国的组成单位的主管机构承认属于其高等教育系统的中等教育后学习课程，成功完成该课程的学生可获得高等教育资历。

非正式学习：在正规教育系统之外发生且在与工作、家庭、当地社区或休闲相关的日常生活活动中进行的学习。

国际联合学位：一种跨境教育学位，由隶属于一个以上国家的两个或两个以上高等教育机构在某一综合协调且共同开办的学习课程完成后联合承认和/或批准并授予的单一学位。

学习成果：学习者在完成某一学习过程后掌握的知识和技能。

终身学习：伴随人的一生、旨在提高和发展人的才能、知识、技能、态度和能力的所有正规、非正规或非正式学习活动进程。

流动性：个人到国外从事学习、研究、教学或工作的实际或虚拟形式的流动。

非正规学习：在不属于正规教育系统、侧重职业生活的教育或培训框架内进行的学习。

非传统学习模式：不主要依靠教育者和学习者面对面互动的正规、非正规和非正式教学活动机制。

部分承认：对于因明显存在实质性差异而无法被资历承认主管机构完全承认的完整且完成的资历的部分承认。

部分学程：尽管其本身并不完整，但经评估能够代表切实掌握了一定知识、技能、态度 and 能力的任何部分高等教育课程。

先前学习：个人通过正规、非正规或非正式学习所获得且经过比照一组特定学习成果、目标或标准评估的经验、知识、技能、态度和能力。

资历：

- (一) **高等教育资历：**由某一主管机构颁发、证明已成功完成某项高等教育课程或在适用情况下证明先前学习得到认证的各种学位、文凭、证书或证明；
- (二) **高等教育入学资历：**由某一主管机构颁发、证明已成功完成某项教育课程或在适用情况下证明先前学习得到认证的各种学位、文凭、证书或证明，该资历持有者享有被高等教育考虑录取之权利。

合格申请人：符合相关标准并被认为有资格申请接受高等教育的个人。

资历框架：按照一套标准对有质量保障的资历进行分类、发布和组织的系统。

质量保障：主管机构对高等教育系统、机构或课程质量进行评估的持续进程，旨在向利益攸关方保证可接受的教育标准始终得到保持和加强。

资历承认：资历承认主管机构对外国教育资历、部分学程或先前学习的有效性和学术水平的正式承认，旨在为申请人提供（包括但不限于）：

- (一) 申请被高等教育机构录取的权利；和/或
- (二) 寻找就业机会的可能性。

地区：根据教科文组织为开展地区性活动所作的地区划分而确定的区域，即：非洲、阿拉伯国家、亚洲及太平洋、欧洲以及拉丁美洲和加勒比。

资历承认地区公约：教科文组织各地区承认高等教育相关资历的教科文组织公约，包括《地中海沿岸阿拉伯国家和欧洲国家承认高等教育学历、文凭与学位的公约》。

要求：

- (一) **基本要求：**必须满足的接受高等教育或某一层次高等教育的条件，或获得某一层次高等教育资历的条件；
- (二) **特定要求：**除基本要求外，为获得某一特定高等教育课程的录取或获得某一具体学科领域的特定高等教育资历所必须满足的条件。

实质性差异：外国资历和缔约国资历之间存在的很可能会妨碍申请人顺利从事自己希望的活动（包括但不限于继续学习、开展研究或寻求就业机会）的巨大差异。

第二章 本公约的目标

第二条

本公约依托并加强资历承认地区公约之间的协调、修订和落实，其目标为：

- 一、 促进并加强高等教育领域的国际合作；
- 二、 支持跨地区举措、政策和创新，促进高等教育领域的国际合作；
- 三、 促进高等教育领域的全球流动，实现高等教育的价值，增进本公约缔约国的资历持有者、高等教育机构、雇主和其他利益攸关方之间的互利，同时理解并尊重各缔约国高等教育系统的多样性；
- 四、 提供一个具有包容性的全球框架，促进高等教育相关资历得到公平、透明、连贯、一致、及时和可靠的承认；
- 五、 尊重、维护并捍卫高等教育机构和系统的自主性和多样性；
- 六、 通过倡导诚信和合乎道德的实践等方式，培养对资历的质量和可靠性的信任 and 信心；
- 七、 促进高等教育机构和系统的质量保障文化，开展必要的能力建设，确保质量保障、资历框架和资历承认的可靠性、连贯性和互补性，以利于国际流动；

- 八、推动各利益攸关方、缔约国和地区之间编制、收集和分享可获取、最新、可靠、透明和相关的信息并传播最佳做法；
- 九、通过资历承认，促进包容和公平地接受优质高等教育，支持包括难民和流离失所者在内的全民终身学习机会；
- 十、为促进可持续发展教育，在全球范围推动人力资源和教育资源的优化利用，并为所有社会的体制、经济、技术、文化、民主和社会发展作出贡献。

第三章 承认高等教育相关资历的基本原则

第三条

本公约兹为承认高等教育相关资历制定以下原则：

- 一、个人有权使其资历得到评估，以便申请接受高等教育或寻求就业机会；
- 二、资历承认应根据各缔约国的规章制度，做到透明、公平、及时和非歧视，并且应让人负担得起；
- 三、资历承认决定以信任、明确的标准以及公平、透明和非歧视的程序为基础，并彰显公平接受可带来就业机会的高等教育这一公共产品的根本重要性；
- 四、资历承认决定应依据缔约国主管机构、官方的国家信息中心或类似实体提供的有关高等教育系统、机构、课程和质量保障机制的适当、可靠、可获取和最新的信息；
- 五、资历承认决定应对世界各地高等教育系统的多样性给予应有尊重；
- 六、从事资历承认评估的资历承认主管机构应本着诚信态度进行评估，就决定作出明确解释，并设有资历承认决定申诉机制；
- 七、寻求获得资历承认的申请人应如实提供关于其所获资历的充分、准确的信息和材料，并有权提出申诉；
- 八、缔约国承诺采取措施，通过鼓励使用现代技术和在缔约国之间开展网络活动，消除与高等教育资历相关的一切形式的欺诈行为。

第四章 本公约缔约国的义务

本公约兹为各缔约国规定以下义务：

第四条 对高等教育入学资历的承认

- 一、 除非获得资历所在的缔约国与受理资历承认申请的缔约国在入学基本要求上存在实质性差异，否则，就高等教育系统的入学而言，各缔约国应承认在其他缔约国获得的符合其高等教育入学基本要求的资历以及有记录或经证明的先前学习。或者，缔约国亦可使另一缔约国所颁发资历的持有者的资历能得到评估。
- 二、 对于在可比质量保障机制框架内通过得到承认的非传统学习模式获得的资历，应根据缔约国或缔约国组成单位的规章制度，运用与通过传统学习模式获得的类似资历相同的适用标准予以评估。
- 三、 若某一资历只允许其持有者进入获得资历所在的缔约国特定类型的高等教育机构或课程学习，其他各缔约国应准许此种资历的持有者进入其高等教育系统内类似特定类型的机构或课程（如适用）学习，除非能够表明存在实质性差异。

第五条 对高等教育资历的承认

- 一、 除非能够表明寻求承认的资历与受理资历承认申请的缔约国的相应资历之间存在实质性差异，否则各缔约国应承认另一缔约国授予的高等教育资历。或者，缔约国亦可应另一缔约国所颁发高等教育资历的持有者的要求，使其此种资历能得到评估。
- 二、 对于在可比质量保障机制框架内通过得到承认且被视为缔约国高等教育系统组成部分的非传统学习模式获得的高等教育资历，将根据受理资历承认申请的缔约国或其组成单位的规章制度，运用与通过传统学习模式获得的类似资历相同的标准予以评估。
- 三、 对于通过授予国际联合学位的跨境教育或者通过在一个以上国家（其中至少有一个国家是本公约缔约国）开设的任何联合课程获得的高等教育资历，应根据受理资历承认申请的缔约国或其组成单位的规章制度，运用与通过在单一国家开设的课程获得的资历相同的标准予以评估。

四、 缔约国承认另一缔约国颁发的高等教育资历，将至少产生以下一种结果：

- （一） 以与受理资历承认申请缔约国的高等教育资历持有者相同的适用条件，为资历持有者提供申请继续接受高等教育的权利；和/或
- （二） 根据受理资历承认申请的缔约国或其组成单位的法律法规，使资历持有者有权使用与高等教育资历相关的称谓。

此外，资历评估和承认可使合格申请人能够寻求就业机会，但应符合受理资历承认申请的缔约国或其组成单位的法律法规。

五、 如果资历承认主管机构证明寻求承认的资历与受理资历承认申请的缔约国的相应资历之间存在实质性差异，则资历承认主管机构应设法确定是否可以给予部分承认。

六、 各缔约国对于通过跨境教育或通过在其管辖地内运营的外国教育机构获得的高等教育资历，可视其或其组成单位的法律或法规的特定要求，或根据其与该等机构所属缔约国签订的具体协定，给予承认。

第六条 对部分学程和先前学习的承认

- 一、 为便于完成高等教育课程或继续高等教育学业，各缔约国在顾及缔约国有关入学法规的情况下，可酌情承认在另一缔约国取得的有记录或经证明的部分学程和有记录或经证明的先前学习，除非能够表明部分学程和先前学习与其在受理资历承认申请的缔约国的高等教育课程中的替代部分之间存在实质性差异。或者，缔约国亦可应相关个人的要求，使其在另一缔约国进行的有记录或经证明的部分学程和先前学习能得到评估。
- 二、 对于在可比质量保障机制框架内通过得到承认且被视为缔约国高等教育系统组成部分的非传统学习模式部分完成的有记录或经证明的高等教育课程，应根据缔约国或其组成单位的规章制度，运用与通过传统学习模式获得的部分学程相同的适用标准予以评估。
- 三、 对于通过授予国际联合学位的跨境教育或在一个以上国家（其中至少有一个国家是本公约缔约国）开设的其他联合课程等方式部分完成的有记录或经证明的高等教育课程，将根据缔约国或其组成单位的规章制度，运用与在单一国家完成的部

分学程相同的适用标准予以评估。

第七条 对难民和流离失所者的部分学程和资历的承认

各缔约国应按照其宪法、法律和法规的规定，在其教育系统范围内采取必要和可行的步骤，制定合理的程序，以便公平、高效地评估难民和流离失所者是否符合获得高等教育入学机会、继续完成高等教育课程或寻求就业机会的相关要求，其中亦应包括无法通过书面证据证明在另一国家完成的部分学程、先前学习或所获资历的情况。

第八条 资历评估和承认的信息

- 一、各缔约国应建立透明的系统，对在其境内获得的资历和学习成果进行完整的说明。
- 二、各缔约国应在根据其宪法、法律和法规的状况和结构可行的范围内，建立客观且可靠的高等教育机构审批、资历承认和质量保障体系，以促进对其高等教育系统的信心和信任。
- 三、各缔约国应建立并维护一个国家信息中心或类似实体，提供有关其高等教育系统的相关、准确和最新信息。
- 四、各缔约国应鼓励利用各种技术，确保信息获取便利。
- 五、各缔约国应：
 - （一）提供关于其高等教育系统、资历、质量保障和资历框架（如适用）的权威、准确的信息；
 - （二）为传播和获取有关其他缔约国高等教育系统和资历以及高等教育入学资历的准确信息提供便利；
 - （三）依据其法律、法规和政策，酌情就资历评估标准和程序等资历承认事宜以及资历承认方面良好做法材料的编制，提供建议和信息；
 - （四）确保在合理时间范围内提供有关隶属于其高等教育系统的任何机构和此类机构开设的任何课程方面的充分信息，以帮助其他缔约国的主管机构确定此类机构所颁发资历的质量是否足以获得受理资历承认申请的缔约国的承认。

第九条 申请的评估

- 一、 首先，提供充分信息的责任在于申请人，申请人应如实提供此类信息。
- 二、 各缔约国应确保隶属于其教育系统的机构尽可能在合理的时间范围内，应要求免费向资历持有者或受理资历承认申请的缔约国的机构或资历承认主管机构提供相关信息。
- 三、 各缔约国应确保从事资历承认评估工作的机构能够在某一项申请不符合要求或显示存在实质性差异时作出说明。

第十条 关于资历承认主管机构的信息

- 一、 各缔约国应向本公约保存人提供有关其管辖地内资历承认事宜决策主管机构的正式通知。
- 二、 缔约国若设有资历承认中央主管机构，则该机构应即刻受本公约条款的约束，并应采取必要措施，确保本公约的条款在该缔约国管辖地得到实施。
- 三、 若资历承认事宜的决定权归属缔约国组成单位，则该缔约国应在签署或交存其批准书、接受书、核准书或加入书时，向保存人提供其宪政状况或结构的简要说明，并在此后就所发生的任何变更加以说明。在这种情况下，该缔约国的组成单位中被指定的资历承认主管机构应在该缔约国宪政状况和结构的可能范围内采取必要措施，确保本公约的条款在该缔约国管辖地得到实施。
- 四、 若资历承认事宜的决定权归属各高等教育机构或其他实体，则各缔约国或缔约国各组成单位应根据其宪政状况或结构将本公约文本转发给上述机构或实体，并应采取一切必要步骤，鼓励对本公约的条款予以积极考虑和适用。
- 五、 本条第二、三和四款的规定应比照适用于缔约国根据本公约应履行的义务。

第十一条 高等教育课程录取的附加要求

- 一、 若某些特定高等教育课程的录取除满足入学基本要求外还需要满足特定要求，则相关缔约国主管机构可对其他缔约国资历的持有者提出相同的特定要求，或者评估持有其他缔约国资历的申请人是否满足同等要求。

- 二、 若某一缔约国高等教育入学资历只有在通过作为入学前提条件的额外资格考试后方可颁发，则其他缔约国可将上述要求作为入学条件，或在其教育系统内提供一种满足上述额外要求的替代办法。
- 三、 在不影响第四条规定的情况下，某一特定高等教育机构或该等机构的某一特定课程可根据公平和透明的规章进行限制性或选拔性录取。
- 四、 关于本条第三款，录取程序的设计应旨在确保根据第三条所述的透明、公平和非歧视原则对外国资历进行评估。
- 五、 在不影响第四条规定的情况下，某一特定高等教育机构的录取可将资历持有者具备掌握该等机构一种或多种教学语言或者其他规定语言的充分能力作为录取条件。
- 六、 就高等教育课程的录取而言，各缔约国对在其管辖地运营的外国教育机构颁发的资历，可视其或其组成单位的法律法规的特定要求，或根据其与该等机构所属缔约国签订的具体协定，给予承认。

第五章 实施机制与合作

第十二条 实施机制

缔约国同意通过以下机制或与以下机制合作实施本公约：

- 一、 国家实施机制；
- 二、 国家实施机制网络；
- 三、 国家、地区和全球认证、质量保障、资历框架和资历承认组织；
- 四、 政府间缔约国大会；
- 五、 资历承认地区公约委员会。

第十三条 国家实施机制

- 一、 为了推动高等教育资历的承认工作，缔约国承诺通过包括国家信息中心或类似实体在内的相关组织实施本公约。

二、各缔约国将向政府间缔约国大会秘书处通报其国家实施机制及与此相关的任何变动情况。

三、国家实施机制应组建网络并积极参与其中。

第十四条 国家实施机制网络

一、在政府间缔约国大会的支持下，该网络由缔约国国家实施机制组成，并应支持和协助本公约的切实实施。

二、该网络应根据要求为缔约国提供信息交流、能力建设和技术支持。

三、该网络致力于根据本公约加强地区间合作，保持与政府间缔约国大会的联络。

四、缔约国可加入依据资历承认地区公约建立的现有地区性网络，或创建新的网络。加入现有地区性网络应征得相关资历承认地区公约委员会的同意。

第十五条 政府间缔约国大会

一、应设立政府间缔约国大会，以下简称“大会”。

二、大会应由本公约全体缔约国代表组成。

三、非本公约缔约国以及资历承认地区公约委员会负责人应受邀作为观察员参加大会相关会议。

四、相关国际组织和地区组织的代表，以及积极参与高等教育资历承认领域工作的政府组织和非政府组织的代表，也可应邀作为观察员出席大会相关会议。

五、大会应至少每两年举行一次常会。如大会作出决定或应至少三分之一缔约国的要求，可召开大会特别会议。大会应制定关于闭会期间活动的临时工作计划。大会应向教科文组织大会每届常会提交一份报告。

六、大会首次会议应于本公约生效两年以内举行，并且届时应通过其议事规则。

七、大会应通过全球或跨地区层面的建议书、宣言、良好做法范例以及任何相关附属文本，促进本公约的执行并监督其实施工作。

- 八、 大会可与资历承认地区公约委员会协商，通过本公约操作指南，供缔约国采用。
- 九、 大会应支持落实教科文组织理事机构就本公约实施情况进行监督并接受报告的活动。
- 十、 大会应与教科文组织支持的资历承认地区公约委员会开展合作。
- 十一、 大会应确保与资历承认地区公约委员会之间进行必要的信息交流。
- 十二、 大会应根据本公约第二十三条审议通过对本公约的修正案草案。通过的修正案不得有损于本公约所述的透明、公平、及时和非歧视性承认原则。
- 十三、 教科文组织总干事将为大会配备秘书处。秘书处应编制大会文件，起草会议议程，并确保大会的决定得到落实。

第六章 最后条款

第十六条 会员国批准、接受或核准

- 一、 本公约须由教科文组织会员国和罗马教廷依据各自的宪法和法律程序批准、接受或核准。
- 二、 批准书、接受书或核准书应交教科文组织总干事保存。

第十七条 加入

- 一、 所有非教科文组织会员国的联合国会员国，均可由教科文组织大会邀请加入本公约。
- 二、 根据联合国大会第 1514（XV）号决议并未获得完全独立、但经联合国承认享有充分内部自治、有权处理本公约所涉事宜包括有权就此类事宜签署条约的领土，也可加入本公约。
- 三、 加入书应交教科文组织总干事保存。

第十八条 生效

- 一、 本公约在第二十份批准书、接受书、核准书或加入书交存之日起三个月后生效，但仅对在该日或该日之前交存批准书、接受书、核准书或加入书的缔约国生效。

- 二、对于任何其他缔约国，本公约则在其交存批准书、接受书、核准书或加入书三个月后生效。

第十九条 本公约缔约国与资历承认地区公约及其他条约缔约国之间的关系

- 一、批准、接受、核准或加入任何资历承认地区公约不应作为批准、接受、核准或加入本公约的先决条件。
- 二、本公约缔约国应：
- （一）加强本公约与其加入的其他条约之间、特别是与资历承认地区公约之间的相互支持；
 - （二）在解释并适用其加入的资历承认地区公约或承担其他国际义务时考虑本公约的相关条款。
- 三、本公约的任何内容不得解释为对缔约国在其加入的资历承认地区公约和其他任何条约中的权利和义务的变更。
- 四、为了确保本公约、各项资历承认地区公约、其他任何相关的双边或多边协定、本公约某一缔约国可能已经加入或将要加入的其他任何现行或未来条约或公约之间的协调互动，本公约的任何内容均不得视为减损任何更有利于资历承认的条款，尤其是有关国家信息中心、网络和实质性差异的条款。

第二十条 联邦制或非单一立宪制

鉴于国际协定对采取任何立宪制度的缔约国均具有同等约束力，对实行联邦制或非单一立宪制的缔约国应适用以下条款：

- （一）对于在联邦或中央立法机构的法律管辖下实施的本公约各项条款，联邦或中央政府的义务与非联邦国家的缔约国的义务相同；
- （二）对于在按照联邦立宪制无须采取立法措施的缔约国组成单位（如省、邦、县或州）的管辖下实施的本公约条款，联邦政府在必要时须将这些条款连同其关于采用这些条款的建议一并通知其组成单位的主管机构。

第二十一条 退约

- 一、 本公约任一缔约国均可随时退出本公约。
- 二、 退约应以文书书面形式通知，交教科文组织总干事保存。
- 三、 在收到退约书十二个月后，退约生效。在退约生效日之前，退约缔约国依据本公约所承担的义务不受任何影响。
- 四、 退出本公约不得对以下方面产生任何影响：
 - （一） 此前根据本公约规定作出的资历承认决定；
 - （二） 在本公约范围内仍在开展的资历承认评估。

第二十二条 保存职责

教科文组织总干事作为本公约的保存人，应告知本组织会员国、第十七条所述的非本组织会员国以及联合国：

- （一） 第十六条和第十七条规定的所有批准书、接受书、核准书或加入书的交存情况；
- （二） 第二十一条规定的退约情况；
- （三） 根据第二十三条通过的公约修正案以及根据第二十三条提出的修正案生效日期。

第二十三条 修正

- 一、 本公约缔约国可通过致教科文组织总干事的书面函件，提出对本公约进行修正。

总干事应将此类函件发送至所有缔约国。如函件发出六个月内不少于半数公约缔约国赞成上述要求，则总干事应将公约修正建议提交政府间缔约国大会下一届会议讨论并决定是否通过。
- 二、 修正案须经出席会议并参加表决的缔约国三分之二多数通过。
- 三、 对本公约的修正案一经通过，应提交缔约国批准、接受、核准或加入。
- 四、 对批准、接受、核准或加入本公约修正案的缔约国而言，修正案在三分之二的缔约国交存本条第三款中所述文书三个月后生效。此后，对任何批准、接受、核准

或加入一项修正案的缔约国而言，在其交存批准书、接受书、核准书或加入书之日起三个月后，上述修正案即行生效。

五、在修正案依照本条第四款的规定生效之后成为本公约缔约国的国家如未表示异议，则应：

（一）被视为经修正的本公约的缔约国；

（二）在涉及不受修正案约束的缔约国时，仍被视为未经修正的本公约的缔约国。

第二十四条 在联合国登记

根据《联合国宪章》第一百零二条的规定，本公约将应教科文组织总干事的要求在联合国秘书处登记。

第二十五条 作准文本

本公约用阿拉伯文、中文、英文、法文、俄文和西班牙文写成，六种文本同等作准。

The foregoing is the authentic text of the Convention duly adopted by the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization during its 40th session, which was held in Paris and declared closed the twenty-seventh day of November 2019.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa 40e session, qui s'est tenue à Paris et qui a été déclarée close le vingt-sept novembre 2019.

Lo que antecede es el texto auténtico de la Convención aprobada en buena y debida forma por la Conferencia General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, en su 40ª reunión, celebrada en París y terminada el veintisiete de noviembre de 2019.

Приведенный выше текст является подлинным текстом Конвенция, надлежащим образом принятой Генеральной конференцией Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры на ее 40-й сессии, состоявшейся в Париже и закончившейся 27 ноября 2019 г.

النص الوارد آنفاً هو النص الأصلي للاتفاقية التي اعتمدها، حسب الأصول، المؤتمر العام لمنظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة في دورته الأربعين التي عُقدت في باريس، والتي اختُتمت أعمالها في اليوم السابع والعشرين من شهر تشرين الثاني/نوفمبر من عام ٢٠١٩.

上述文本为在巴黎举行并于 2019 年 11 月 27 日闭幕的联合国教育、科学及文化组织大会第四十届会议通过的公约正式文本。

IN FAITH WHEREOF we have appended our signatures:
EN FOI DE QUOI, nous avons apposé nos signatures :
EN FE DE LO CUAL estampam sus firmas:
В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО настоящую Рекомендацию подписали
وإثباتاً لما تقدم وقعنا أدناه بإمضاءينا:
我们在此签名，以昭信守。

The President of the General Conference

Le Président de la Conférence générale

El Presidente de la Conferencia General

Председатель Генеральной конференции

رئيس المؤتمر العام

大会主席

The Director-General

La Directrice générale

La Directora General

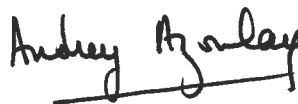
Генеральный директор

المديرة العامة

总干事



ALTAY CENGIZER



AUDREY AZOULAY

Certified Copy
Copie certifiée conforme
Copia certificada conforme
Заверенная копия
صورة طبق الأصل
经核证的副本

Paris, **20 MAY 2020**
Paris,
Paris,
Париж,
باريس،
巴黎

Santiago VILLALPANDO
Legal Adviser / Conseiller juridique



Legal Adviser
United Nations Educational,
Scientific and Cultural Organization

Conseiller juridique
Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture

Asesor Jurídico,
Organización de las Naciones Unidas
para la Educación, la Ciencia y la Cultura

Юрисконсульт
Организации Объединенных Наций
по вопросам образования, науки и культуры

المستشار القانوني
منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة

法律顾问
联合国教育、科学及文化组织